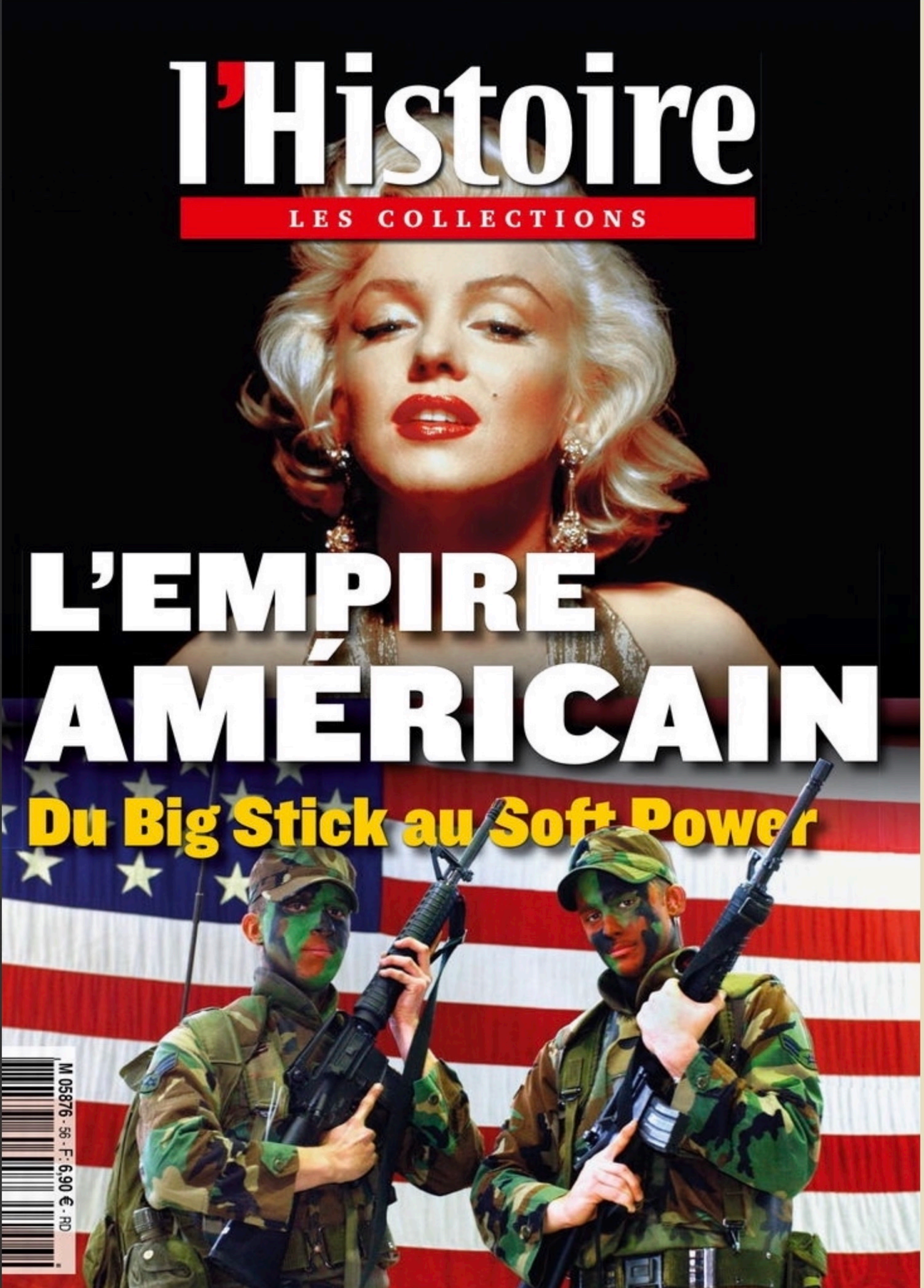
l'Histoire
LES COLLECTIONS

L'EMPIRE AMÉRICAIN

Du Big Stick au Soft Power

M 05876 - 56 - F: 6,90 € - RD



l'Histoire
LES COLLECTIONS

www.histoire.presse.fr
REVUE MENSUELLE CRÉÉE EN 1978, ÉDITÉE PAR SOPHIA PUBLICATIONS, 74, AVENUE DU MAINE, 75014 PARIS. TÉL. : 01 44 10 12 90
Directeur de la publication : Philippe Clerget
Assistante de direction : Christie Mazataud (13 74)
Abonnements
Tarif France : 1 an, 11 n°s : 65 €
1 an, 11 n°s + 4 n°s Collections de l'Histoire : 85 €
Tarif international : nous contacter
Écrire à : Service abonnements l'Histoire, 17, route des Boulangers, 78926 Yvelines Cedex 9
Tél. France : 01 55 56 71 19
Tél. depuis l'étranger : 00 33 1 55 56 71 19
Courriel : abo.histoire@groupe-gli.com
Belgique : Edigroup Belgique. Tél. : 0032 70 233 304
Suisse : Edigroup SA. Tél. : 0041 22 860 84 01
Achat de revues et écrins
L'Histoire, 24, chemin Latéral, 45390 Puiseaux
Tél. : 02 38 33 42 88
Rédaction, documentation, réalisation
Tél. : 01 44 10 12 90. Fax : 01 44 10 54 47
Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr
Directrice de la rédaction - rédactrice en chef
Valérie Hannin (54 31)
Conseillers de la direction
Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney
Rédactrice en chef, responsable des Collections
Séverine Nikel (54 32)
Rédactrice en chef adjointe : Héloïse Kolebka (54 34)
Secrétaire générale de la rédaction : Cécile Rey (54 33)
Assistantes
Stéphanie Ursulet (54 44), Claire Wallet (54 12)
Chefs de rubrique
Juliette Rigondet (54 35), Géraldine Soudri (54 43), Olivier Thomas (site internet) (54 37)
Rédaction : Ariane Mathieu (54 57)
Comité de rédaction : Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron, Bruno Cabanes, Pierre Chuvin, Joël Cornette, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Emmanuel Laurentin, François Lebrun, Pap Ndiaye, Olivier Postel-Vinay, Didier Pourquery, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Laurent Theis, Annette Wieviorka, Olivier Wieviorka, Michel Winock
Correspondants : Claude Aziza, Antoine de Baecque, Esther Benbassa, Jean-Louis Biget, Catherine Brice, Françoise Briquel-Chatonnet, Philippe Burrin, Jacques Chiffoleau, Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Isabelle Heullant-Donat, Édouard Husson, Gilles Kepel, Marc Lazar, Olivier Loubes, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Michel Pomet, Yann Rivière, Pierre-François Souyri, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth
Conception graphique : A noir/Nadine Pellé
Directrice artistique : Marie Toulouze (54 39)
Directrice artistique adjointe, responsable des Collections : Catherine Auclaire (54 40)
Premier secrétaire de rédaction
Raymond Lévêque (54 41)
Chef du service photo
Sophie Marcus-Antier (54 36)
Ont collaboré à ce numéro
Anne-Marine Billot, Julien Grunberg, Huguette Meunier, Jérémy Suarez
Directrice déléguée aux activités de gestion et aux activités numériques
Dounia Ammor
Responsable de la comptabilité
Sylvie Poirier (12 89)
Responsable de fabrication
Christophe Pemusson (13 78)
Directrice commerciale et marketing
Virginie Marliac (54 49)
Marketing direct et abonnements
Directrice : Virginie Marliac (54 49)
Responsable du marketing direct :
Estelle Castillo (54 51)
Responsable de la gestion :
Isabelle Parez (13 60)
Ventes et promotion
Directrice : Évelyne Mionit (13 80)
Ventes messageries : VIP Diffusion Presse, Frédéric Vinot (N° Vert 08 00 51 49 74)
Diffusion librairies DIF'POP'
Tél. : 01 40 24 21 31 - Fax : 01 40 24 15 88
Publicité
Directrice commerciale publicité et développement
Caroline Noury (13 96)
Publicité littéraire
Directrice de clientèle
Marie Amiel (12 11)
Publicité culturelle
Directrice de clientèle
Françoise Hullot (12 13)
Responsable communication
Élodie Dantard (54 55)

République impériale

Avant-propos

Les discours dénonçant l'impérialisme américain appartiennent au répertoire de la gauche depuis la guerre froide. Ils ont culminé dans les années 1960 quand la jeunesse du monde entier s'est enflammée contre la guerre du Vietnam. Les États-Unis sont-ils un empire ? La question n'appartient pas seulement à la rhétorique des opposants à la puissance américaine. Elle est désormais courante chez les historiens : l'étude des grandes formations multinationales est à la mode. C'est toute l'histoire des États-Unis que l'on relit dans cette perspective. Et il n'est pas absurde d'affirmer que l'expansion américaine et celle de l'Europe à la fin du XIXe siècle et au début du XXe participent d'un même mouvement.

Au motif qu'ils sont une ancienne colonie émancipée de la tutelle britannique, les États-Unis seraient par nature hostiles à la colonisation. Il n'en est rien. Nous avons choisi de débuter ce numéro avec une guerre oubliée, celle des Philippines : en 1898, les États-Unis partent à l'assaut de cet archipel, écrasent dans le sang le mouvement nationaliste pour y établir leur protectorat. A cette date, l'impérialisme est clairement affirmé et assumé, dans des termes qui résonnent fortement avec ceux que la France et la Grande-Bretagne emploient pour justifier leur mainmise sur l'Afrique et l'Asie. *« Le goût de l'empire règne sur nous comme le goût de sang règne sur la jungle… »* résume en 1898 le *Washington Post*.

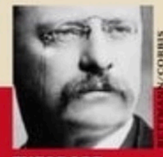
Les Quatorze Points de Wilson ne doivent pas cacher l'évidence. Le XXe siècle voit l'affirmation de la puissance américaine. Elle n'est pas que militaire et politique. La révolution fordiste, le pouvoir des multinationales, la suprématie du dollar, Hollywood transforment, plus ou moins en douceur, les sociétés du monde entier. La Seconde Guerre mondiale et la guerre froide consacrent le statut de superpuissance des États-Unis : la « République impériale » – l'expression est de Raymond Aron –, lancée dans la compétition avec l'URSS, se retrouve à la tête d'un réseau d'influence sans équivalent dans l'histoire de l'humanité. Après la chute du mur de Berlin, son triomphe semble total. Le monde est devenu américain.

Le 11-Septembre a fait tourner le vent. Et fait renaître le spectre du déclin. Chez les néoconservateurs de l'entourage de George W. Bush, les visions impériales ont à nouveau culminé et avec elles le désir de guerre. Obama a rompu avec la rhétorique de son prédécesseur, il n'est pas un idéologue. Il n'est pas non plus un fossoyeur d'empire. Mais le monde a changé. Le centre de gravité de la richesse mondiale se trouve aujourd'hui dans le Pacifique.

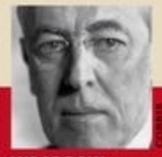
Dans son ardeur, dans sa puissance, dans son angoisse du déclin, cet empire pas comme les autres a un modèle : Rome. En 2001, Donald Rumsfeld, ancien ministre de la Défense de George Bush, a commandité une étude comparée avec les empires classiques. Elle reste classifiée. ■

L'Histoire

En couverture :
Marilyn Monroe en 1953. En bas : des soldats de l'US Air Force sur une base américaine en Allemagne en octobre 2002 (Frank Powolny/20th Century Fox/Corbis - Boris Roessler/dpa/Corbis).



THEODORE ROOSEVELT (1901-1909)
Républicain



WOODROW WILSON (1913-1921)
Démocrate

FRANKLIN D. ROOSEVELT (1933-1945)
Démocrate

HARRY TRUMAN (1945-1953)
Démocrate

DWIGHT EISENHOWER (1953-1961)
Républicain

JOHN F. KENNEDY (1961-1963)
Démocrate

LYNDON JOHNSON (1963-1969)
Démocrate

RICHARD NIXON (1969-1974)
Républicain

JIMMY CARTER (1977-1981)
Démocrate

RONALD REAGAN (1981-1989)
Républicain

GEORGE BUSH (1989-1993)
Républicain

BILL CLINTON (1993-2001)
Démocrate

GEORGE W. BUSH (2001-2009)
Républicain

BARACK OBAMA (2009)
Démocrate

Les États-Unis et le mo nde

Le 44e président des États-Unis, Barack Obama, est à la tête d'une puissa nce qui reste inégalée.

LA PUISSANCE DES ÉTATS-UNIS AUJOURD'HUI

Avec leur réseau inégalé de bases et de traités, auquel il faut ajouter un système satellitaire qui couvre le monde entier, les États-Unis restent la première puissance militaire au monde. Le dispositif stratégique hérité de la guerre froide a été réduit, bien qu'il demeure en place, ne serait-ce qu'en garantie contre la Chine, puissance militaire montante. L'Europe était il y a vingt ans au cœur du dispositif. C'est aujourd'hui l'Asie orientale. Mais des forces importantes restent concentrées en Europe, en Méditerranée et dans le Golfe. Les États-Unis n'ont plus, depuis la fin de la guerre froide, d'ennemi comparable à l'URSS, du point de vue de la puissance militaire et de l'antagonisme politique et idéologique. Même s'il dispose d'une certaine profondeur stratégique dans le Sahara, le terrorisme islamiste ne représente pas une menace mortelle pour leur puissance.

Après des interventions ponctuelles contre des adversaires islamistes (Soudan, Somalie, Yémen), la plupart des interventions officielles des États-Unis depuis 1989 se sont déroulées au Moyen-Orient, où deux grandes guerres longues de près de dix ans, en Afghanistan et en Irak, se sont soldées par des résultats mitigés.

C'est sur le front économique que la puissance des États-Unis est aujourd'hui contestée par les pays dits « émergents » au premier rang desquels la Chine. Une redistribution des cartes est en cours, qui conduira à un rééquilibrage de puissance dans les années à venir.

Des Philippines à l'Afghanistan

1898 GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE aux Philippines, défaite de l'Espagne. Début de l'occupation américaine de l'archipel. Ce conflit marque l'acte de naissance d'une politique impérialiste clairement assumée.

1901 PROTECTORAT des États-Unis sur Cuba.

1903 AVRIL THEODORE ROOSEVELT déclare que Washington a un droit de police sur l'Amérique : c'est la *Big Stick diplomacy*.

1917 6 AVRIL ENTRÉE EN GUERRE des États-Unis aux côtés des Franco-Britanniques.

1918 8 JANVIER LES QUATORZE POINTS du président Wilson.

1919 28 JUIN LE TRAITÉ DE VERSAILLES est signé. Naissance de la Société des Nations (SDN).

1920 19 MARS, LE TRAITÉ DE VERSAILLES est rejeté par le Sénat américain pour la seconde fois.

1928 PREMIÈRE APPARITION de Mickey Mouse dans un dessin animé de Walt Disney.

1929 24 OCTOBRE JEUDI NOIR ; krach de Wall Street. Début de la grande dépression.

1930 LA COCA-COLA EXPORT CORPORATION est chargée de commercialiser la boisson dans le monde.

1931 1ER MAI L'EMPIRE STATE BUILDING ouvre à New York.

1933 4 MARS FRANKLIN D. ROOSEVELT entame sa présidence. Il lance le New Deal.

1937 1ER MAI LA LOI DE NEUTRALITÉ interdit la vente d'armes à tout État en guerre.

1939 4 NOVEMBRE CLAUSE « CASH AND CARRY » : les Américains pourront vendre des armes aux belligérants, à condition que ceux-ci paient comptant (cash) et se chargent du transport (carry). Sortie de *Autant en emporte le vent*.

1941 11 MARS LOI DU PRÊT-BAIL ; les Anglais, et bientôt les Soviétiques pourront puiser dans l'arsenal américain, et rembourser ou rendre le matériel après la guerre.
14 AOÛT LA CHARTE DE L'ATLANTIQUE est adoptée par F. D. Roosevelt et W. Churchill : elle définit les buts de guerre des démocraties.
7 DÉCEMBRE PEARL HARBOR.

1942 6 JANVIER VICTORY PROGRAM.
5 JUIN VICTOIRE AMÉRICAINE à Midway (Pacifique).
8 NOVEMBRE DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD. Roosevelt a rompu avec l'isolationnisme de l'entre-deux-guerres.

1944 6 JUIN DÉBARQUEMENT ANGLO-AMÉRICAIN en Normandie.
1er-22 juillet Bretton Woods.

1945 4-11 FÉVRIER A YALTA, Staline, Roosevelt et Churchill s'engagent à soutenir l'organisation d'élections libres en Europe.
23 AVRIL-26 JUIN L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES tient sa conférence inaugurale à San Francisco.
6-9 AOÛT BOMBARDEMENTS ATOMIQUES sur Hiroshima, puis Nagasaki.

1947 12 MARS LE DISCOURS DE TRUMAN devant le Congrès, annonçant la doctrine de l'« endiguement » (containment) est considéré comme la date de naissance de la guerre froide.
5 JUIN GEORGE MARSHALL propose un plan d'aide économique à tous les pays d'Europe qui le demandent.

1948 AVRIL L'OECE (Organisation Européenne de Coopération Économique) groupe les 16 pays d'Europe bénéficiaires de l'aide Marshall. L'Europe de l'Ouest s'organise sous tutelle américaine.

ARG/UNIVERSAL IMAGES GROU

L'acte de naissance de l'empire. *De 1898 à 1902, les Américains mènent une guerre aux Philippines et occupent l'archipel (ci-dessus, la bataille de Qingua, 23 avril 1899).*

JUIN 1948-MAI 1949 BLOCUS de Berlin. Mise en œuvre de la doctrine de containment. Staline cède. La ville est divisée.

1949 SIGNATURE DU PACTE DE L'ATLANTIQUE NORD qui établit la coopération militaire du bloc occidental sous parapluie américain. L'année suivante, l'Alliance se dote d'une force armée, l'OTAN. William Faulkner est prix Nobel de littérature. L'URSS met au point la bombe A.

1950 25 JUIN-1953 27 JUILLET GUERRE DE CORÉE, intervention armée des États-Unis dans un conflit de guerre froide.

1953 19 JUIN EXÉCUTION DES ÉPOUX ROSENBERG accusés d'espionnage au profit de l'URSS.

1954 COUP DE FORCE orchestré par la CIA au Guatemala contre Arbenz dont la réforme agraire menaçait les intérêts de la United Fruit.

1956 OCTOBRE-NOVEMBRE LE PRÉSIDENT EISENHOWER met fin à l'intervention anglo-française contre l'Égypte sur le canal de Suez.

1958 FONDATION DE LA NASA pour répliquer aux Spoutniks. La course aux armements a trouvé un prolongement : la course à l'espace.

1959 3 JANVIER L'ALASKA devient le 49e État de l'Union. 21 août Hawaï, 50e État. Septembre Visite de Khrouchtchev aux États-Unis.

1960 NOVEMBRE ÉLECTION DE KENNEDY. Bombardements du Guatemala. Envoi des conseillers militaires à Saïgon pour aider le Sud Vietnam menacé par les forces communistes du Nord.

1961 17 AVRIL A CUBA, échec du débarquement américain anticastriste dans la baie des Cochons.
AOÛT LA CONSTRUCTION DU MUR DE BERLIN met fin à la crise de Berlin (1958-1961).

1962 OCTOBRE-NOVEMBRE CRISE DES MISSILES à Cuba. Les États-Unis obligent l'URSS à démonter les rampes de fusées nucléaires installées à Cuba. C'est le paroxysme de la guerre froide.

1963 26 JUIN DISCOURS DE KENNEDY à Berlin.
30 AOÛT LE « TÉLÉPHONE ROUGE » relie Moscou et Washington.
22 NOVEMBRE A DALLAS, le président Kennedy est assassiné. Le vice-président Lyndon Johnson lui succède. Début de la Détente.

1964 5 AOÛT DÉBUT DES BOMBARDEMENTS sur le Vietnam du Nord. Émeutes contre les Américains au Panama ; intervention de l'armée américaine.

1965 28 AVRIL DES MARINES DÉBARQUENT en République dominicaine, à la suite d'une révolution perçue par Washington comme communiste et pro-cubaine.
JUIN PARTICIPATION DE SOLDATS AMÉRICAINS aux combats du Vietnam. Bombardements du Pérou.

1967 CRÉATION DE L'ARPANET, commande de l'armée américaine pour la transmission de données sensibles.

1967-1969 BOMBARDEMENTS DU GUATEMALA. Les soldats américains au Vietnam sont plus de 500 000.

1968 30 JANVIER DÉBUT DE L'OFFENSIVE DU TÊT au Vietnam ; les communistes lancent 70 000 hommes à l'assaut d'une centaine de villes du Vietnam du Sud.

1969 MARS-AVRIL BOMBARDEMENTS AMÉRICAINS sur le Cambodge.
21 JUILLET ARMSTRONG est le premier homme à marcher sur la Lune.
OCTOBRE GIGANTESQUES MANIFESTATIONS contre la guerre du Vietnam à Washington. Premier Boeing 747.

1971 JUIN SCANDALE DES « DOSSIERS DU PENTAGONE » : des révélations à la presse sur les véritables agissements des États-Unis au Vietnam discréditent l'exécutif. **15 AOÛT NIXON MET FIN AU COURS FLOTTANT DU DOLLAR** qui sera dévalué le 18 décembre. Fin du système de Bretton Woods.

1972 22-30 MAI SIGNATURE DES ACCORDS SALT I ; les deux superpuissances s'engagent à limiter la production de certains armements.
17 JUIN L'AFFAIRE DU WATERGATE commence.
Création de l'Internet.

1973 27 JANVIER SIGNATURE DES ACCORDS DE PARIS. La guerre du Vietnam est terminée.
11 SEPTEMBRE AU CHILI, COUP D'ÉTAT militaire du général Pinochet soutenu par la CIA.

1974 8 AOÛT LE PRÉSIDENT NIXON, menacé d'une procédure d'impeachment, choisit de démissionner.

1975 30 AVRIL A SAÏGON, les derniers Américains évacuent l'ambassade en hélicoptère. Premier échec du containment.
10 JUIN LE RAPPORT ROCKEFELLER accuse la CIA d'activités illégales.

1978 SEPTEMBRE LES ENTRETIENS DE CAMP DAVID. Jimmy Carter, Anouar el-Sadate et Menahem Begin préparent la paix israélo-égyptienne, signée à Washington en 1979.

1979 5 NOVEMBRE PRISE D'OTAGES à l'ambassade américaine de Téhéran. Ils seront libérés le 20 janvier 1981, après l'entrée en fonction de Ronald Reagan.

NEIL ARMSTRONG/CORBIS

Un Américain sur la Lune*, juillet 1969. Rêve et exploit, la conquête de l'espace est aussi un prolongement de la guerre froide.*

1980-1990 SOUTIEN MILITAIRE AU SALVADOR aux côtés du gouvernement et des « escadrons de la mort » pour chasser la guérilla. La guerre civile fait 100 000 morts.

1981 RONALD REAGAN proclame *« America is back »*.

1981-1988 SOUTIEN AUX « CONTRAS », basés au Honduras, dans leur lutte contre le régime sandiniste du Nicaragua.

1983 MARS LANCEMENT DE L'IDS (Initiative de défense stratégique, « Guerre des étoiles »).
25 OCTOBRE DÉBARQUEMENT AMÉRICAIN DANS L'ÎLE DE LA GRENADE après un coup d'État marxiste.
NOVEMBRE DES FUSÉES NUCLÉAIRES PERSHING ET CRUISE en Europe occidentale en réponse aux fusées SS20 soviétiques.

1987 19 OCTOBRE LUNDI NOIR sur les marchés boursiers après l'annonce de déficits américains records. Chute du dollar.

1989 INVASION DU PANAMA et renversement du régime du général Noriega.
9 NOVEMBRE CHUTE DU MUR DE BERLIN. A Noël à Malte, George Bush et Mikhail Gorbatchev signent la fin de la guerre froide.

1990 TIM BERNERS-LEE crée le Web à Genève.

1991 17 JANVIER L'OPÉRATION « TEMPÊTE DU DÉSERT », menée par les États-Unis, à la tête d'une coalition de 28 pays sur mandat de l'ONU, est lancée contre l'Irak qui a envahi le Koweït en août 1990. Accords START sur la réduction des missiles nucléaires américains et soviétiques à longue portée.

DÉCEMBRE EFFONDREMENT DE L'URSS. George Bush annonce le « nouvel ordre mondial ».

1993 MAI ÉCHEC DE L'OPÉRATION « RESTORE HOPE » en Somalie.
9 SEPTEMBRE RECONNAISSANCE MUTUELLE D'ISRAËL ET DE L'OLP à Washington.
13 SEPTEMBRE ACCORDS ISRAÉLO-PALESTINIENS d'Oslo.

1995 14 DÉCEMBRE FIN DU CONFLIT en Bosnie.

1998 DÉCEMBRE OPÉRATION « RENARD DU DÉSERT » contre l'Irak.

1999 24 MARS BOMBARDEMENTS lancés par l'OTAN sur la Yougoslavie ; un accord de paix est signé le 9 juin, permettant le déploiement d'une force internationale au Kosovo.
31 DÉCEMBRE RETRAIT AMÉRICAIN DU CANAL DE PANAMA, contrôlé depuis 1903.

2001 11 SEPTEMBRE ATTENTATS D'AL-QAÏDA contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington.
7 OCTOBRE GEORGE W. BUSH déclenche l'invasion de l'Afghanistan.

2003 20 MARS ENTRÉE DES TROUPES AMÉRICAINES et britanniques en Irak.
13 DÉCEMBRE CAPTURE DE SADDAM HUSSEIN.

2008-2010 FAILLITES DE BANQUES liées au surendettement. La crise entraîne une récession planétaire.

2011 2 MAI DES TROUPES SPÉCIALES DE LA CIA exécutent Oussama Ben Laden au Pakistan.
AOÛT RETRAIT DES TROUPES AMÉRICAINES D'IRAK ; annonce d'un désengagement en Afghanistan pour 2014. Bombardements franco-anglo-américains en Libye.

2012 ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE en novembre.

Sommaire

Les Collections de L'Histoire n° 56 - Juillet-septembre 2012

L'Empire américain
Du Big Stick au Soft Power

4 Repères : les États-Unis et le monde

6 Chronologie

Chapitre 1
La construction d'un empire

10 Qu'allaient-ils faire aux Philippines ?
par ***Farid Ameur***

15 Le colonialisme, version américaine
par ***Pap Ndiaye***

16 Wilson était-il un idéaliste ?
par ***Leonard V. Smith***

20 Et United Fruit inventa les républiques bananières
par ***Romain Huret***

24 La philanthropie est un pouvoir
entretien avec ***Olivier Zunz***

26 Hollywood : les dessous du rêve américain
par ***Yannick Dehée***

30 Le jazz conquiert l'Europe
par ***Claude Chastagner***

Chapitre 2
La République impériale

32 Soldats de la liberté : pourquoi se battent-ils ?
par ***Bruno Cabanes***

35 Les Noirs, des soldats comme les autres ?
par ***Pap Ndiaye***

38 Le monde selon Roosevelt
par ***André Kaspi***

41 Auschwitz : que savait-il ?
par ***Annette Wieviorka***

42 Le coup de génie du général Marshall !
par ***Pierre Melandri***

45 300 films pour vendre un plan
par ***Ariane Mathieu***

46 A nous, les petites Havraises !
par ***Mary Louise Roberts***

48 Guerre froide. Un empire pas comme les autres
entretien avec ***Pierre Hassner***

53 Le sang froid de J. F. Kennedy
par ***Alexia Blin***

58 Vietnam, première défaite
par ***Alexia Blin***

60 Portfolio : attention, les Russes arrivent !

62 Les Français sont-ils anti-américains ?
par ***Michel Winock***

65 Halte à la coca-colonisation !
par ***Richard Kuisel***

Chapitre 3
Une puissance en partage

68 Le spectre de la décadence
entretien avec ***Philip Golub***

74 Hollyweb : « le gang des douze »
par ***Divina Frau-Meigs***

76 Les secrets du Pentagone
entretien avec ***Pierre Melandri***

80 Grandeurs et misères du roi dollar
par ***Jean-Charles Asselain***

84 Une crise venue des États-Unis
par ***Pap Ndiaye***

86 La vraie doctrine d'Obama
par ***Pap Ndiaye***

90 Romney le Mormon
par ***Denis Lacorne***

94 Lexique

96 A lire, voir et écouter

ABONNEZ-VOUS PAGE 79 - Toute l'actualité de l'histoire sur www.histoire.presse.fr

Ce numéro comporte deux encarts jetés : *L'Histoire* (kiosques France et export, hors Belgique et Suisse) et Edigroup (kiosques Belgique et Suisse).

1. La construction d'un empire

Tout commence avec la conquête des Philippines en 1898. Les Américains affirment alors une vocation impériale. La domination sera aussi économique et culturelle.

THE GRANGER COLLECTION/RUE DES ARCHIVES

Impérialisme
L'aigle américain déploie ses ailes de Porto Rico aux Philippines, dessin satirique de 1904.

Qu'allaient-ils faire aux Philippines ?

En 1898, les États-Unis se projettent très loin de leurs bases, à 11 000 km des côtes californiennes, pour arracher les lambeaux de l'Empire espagnol mourant et prendre position à proximité de la Chine. C'est l'acte de naissance de l'impérialisme américain.

Par **Farid Ameur**

Le 1er mai 1898, à l'aube, le conflit hispano-américain s'ouvre, non pas dans les eaux cubaines, mais très loin à l'ouest, à 11 000 kilomètres des côtes californiennes, dans l'archipel des Philippines, une colonie d'exploitation sous domination espagnole depuis plus de trois siècles. Qu'allaient-ils faire là ? A l'issue d'une opération rondement menée, le commodore Dewey, qui commande la flotte américaine dans le Pacifique, détruit l'escadre espagnole défendant la baie de Manille. L'annonce de la victoire rend aussitôt les Américains euphoriques. De New York à Los Angeles, une fièvre patriotique s'empare des États-Unis. L'événement, à vrai dire, a une haute portée symbolique. Il marque l'acte de naissance d'une politique étrangère impérialiste. Livrée aussi bien dans la mer des Antilles que dans l'océan Pacifique sur les dépouilles du vieil Empire espagnol, la *« splendide petite guerre »*, pour reprendre la célèbre formule du secrétaire d'État John Hay, a dépassé le cadre fixé en 1823 par le président Monroe suivant lequel les États-Unis, en matière de politique étrangère, ne se réserveraient que le droit de régenter les affaires du Nouveau Monde. L'expansion de la puissance américaine a cessé d'être continentale pour devenir mondiale. Il y a déjà loin de la nation insignifiante qui s'était affranchie à grand bruit de la tutelle britannique en 1783 et de ce pays, aux marges incertaines, qui avait été tout près de se scinder à jamais en deux républiques rivales lors de la guerre de Sécession. Sortis de leur arrière-cour, les Américains font irruption sur la scène mondiale.

Le 10 décembre 1898, le traité de Paris reconnaît l'indépendance de Cuba, ainsi que la cession par l'Espagne des Philippines, de Porto Rico et de l'île de Guam aux États-Unis contre paiement de 20 millions de dollars. Quelques mois auparavant, les États-Unis ont pris l'île de Wake et annexé l'archipel d'Hawaï. Dans la foulée, leur empire s'agrandit des îles de Johnston, de Palmyra et d'une partie des Samoa, enclaves qu'ils aménagent en bases navales *(cf. p. 12)*.

Surtout, ils occupent les Philippines, une décision paradoxale dans la mesure où l'idée première de l'intervention avait été d'y appuyer les rebelles opposés aux troupes espagnoles. Au tournant du siècle, les États-Unis ont choisi la voie impériale et perdu leur innocence. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'invitation que leur fait le Britannique Rudyard Kipling à assumer, à leur tour, le *« fardeau de l'homme blanc »*[1].

Cette initiative ne constitue qu'une demi-surprise. Voilà des décennies que les États-Unis s'intéressent de près à l'Asie du Sud-Est, que le marché chinois les fascine et qu'ils y ont tissé d'étroites relations commerciales. Par la force ou la voie diplomatique, un « système américain » s'est peu à peu dessiné. En 1854, l'escadre du contre-amiral Perry a fait une démonstration de force à Ryuku et dans les îles Bonin pour obliger le Japon à ouvrir ses ports. En 1859, l'US Navy s'en

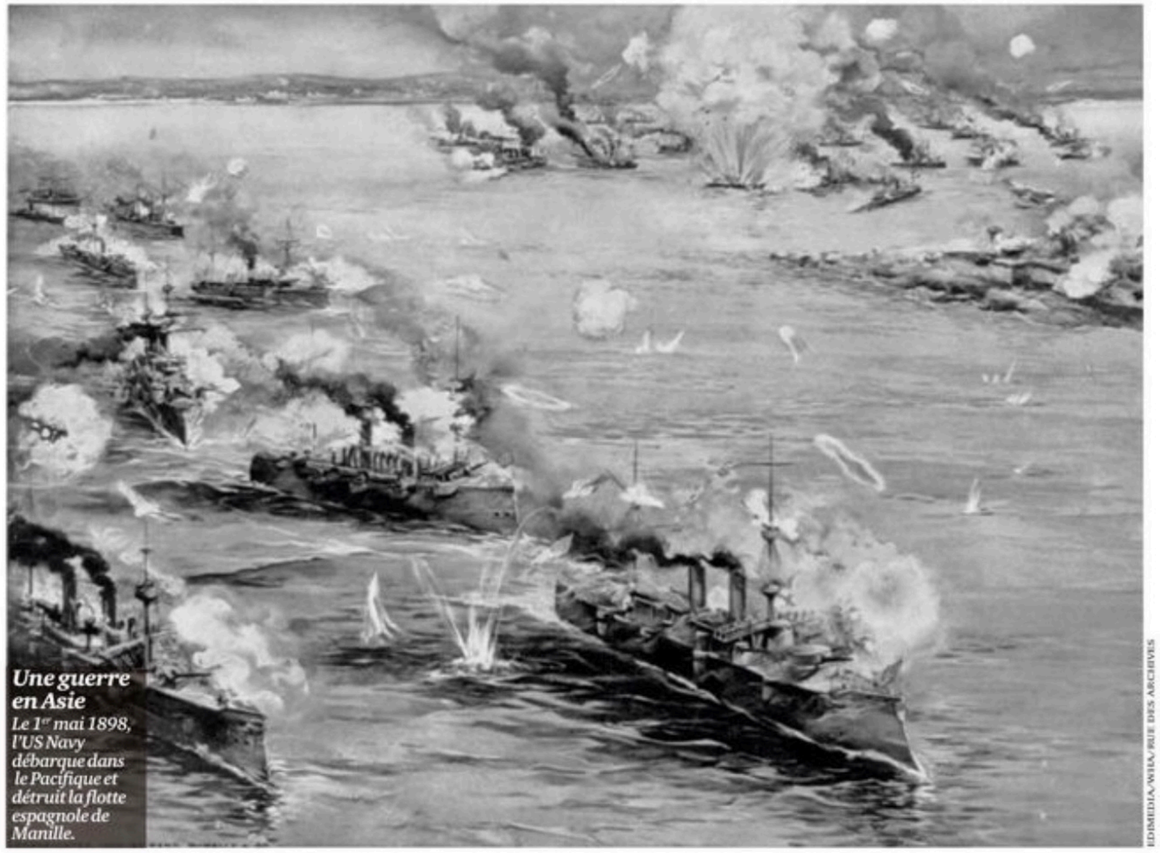
L'AUTEUR

FARID AMEUR est docteur en histoire, spécialiste des États-Unis. Il a notamment publié *Sitting Bull, héros de la résistance indienne* (Larousse, 2010) et *La Guerre de Sécession. Images d'une Amérique déchirée* (François Bourin, 2011).

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. R. Kipling, *« The White Man's Burden: The United States and the Philippine Islands »*, *McClure's Magazine*, vol. 12, n° 4, février 1899, p. 290.



Une guerre en Asie
Le 1er mai 1898, l'US Navy débarque dans le Pacifique et détruit la flotte espagnole de Manille.

EDIMEDIA/WIKA/RUE DES ARCHIVES

Occupation américaine
Des soldats américains dans une rue de Manille en 1898.

HULTON-DEUTSCH COLLECTION/CORBIS

« Les Philippines sont à nous pour toujours, fanfaronne le sénateur Beveridge en janvier 1900. « Le Pacifique est notre océan »

>>> est allée défendre les intérêts américains devant Shanghai. Elle en a fait de même sur les côtes coréennes en 1871. Les îles Midway sont annexées en 1867. Onze ans plus tard, l'île de Pago Pago, dans l'archipel des Samoa, est occupée. Autant de signes précurseurs d'un rêve impérialiste, celui de posséder une chaîne de relais qui mettrait la Chine aux portes des États-Unis au moment où toutes les grandes puissances, y compris le Japon, se sont engagées dans la course impérialiste. Dans les années 1880, les Européens ont mis la main sur l'Inde et l'Indochine et la « course au clocher » bat son plein en Afrique depuis la conférence de Berlin de 1885.

La situation internationale éveille des inquiétudes. A Washington, on soupèse la menace d'un prochain conflit d'intérêts avec les pays européens. Ceux-ci, se persuadent les Américains, ne reculeront devant aucun moyen pour assouvir leur ambition et maintenir leur pouvoir sur l'échiquier mondial. Les investisseurs britanniques sont de sérieux concurrents en Amérique latine. Sur toute la surface du globe, la Royal Navy a la maîtrise des mers. Depuis le désastre de 1870, la France a reconstitué ses forces, tant économiques que militaires, et veille jalousement sur ses territoires d'outre-mer. Bien qu'elle paraisse instable sur le plan politique, l'Allemagne unifiée, quant à elle, a installé sa puissance industrielle au cœur de l'Europe. Sa politique extérieure entreprenante témoigne de sa volonté d'étendre son influence à l'échelle planétaire, au risque de provoquer des complications diplomatiques.

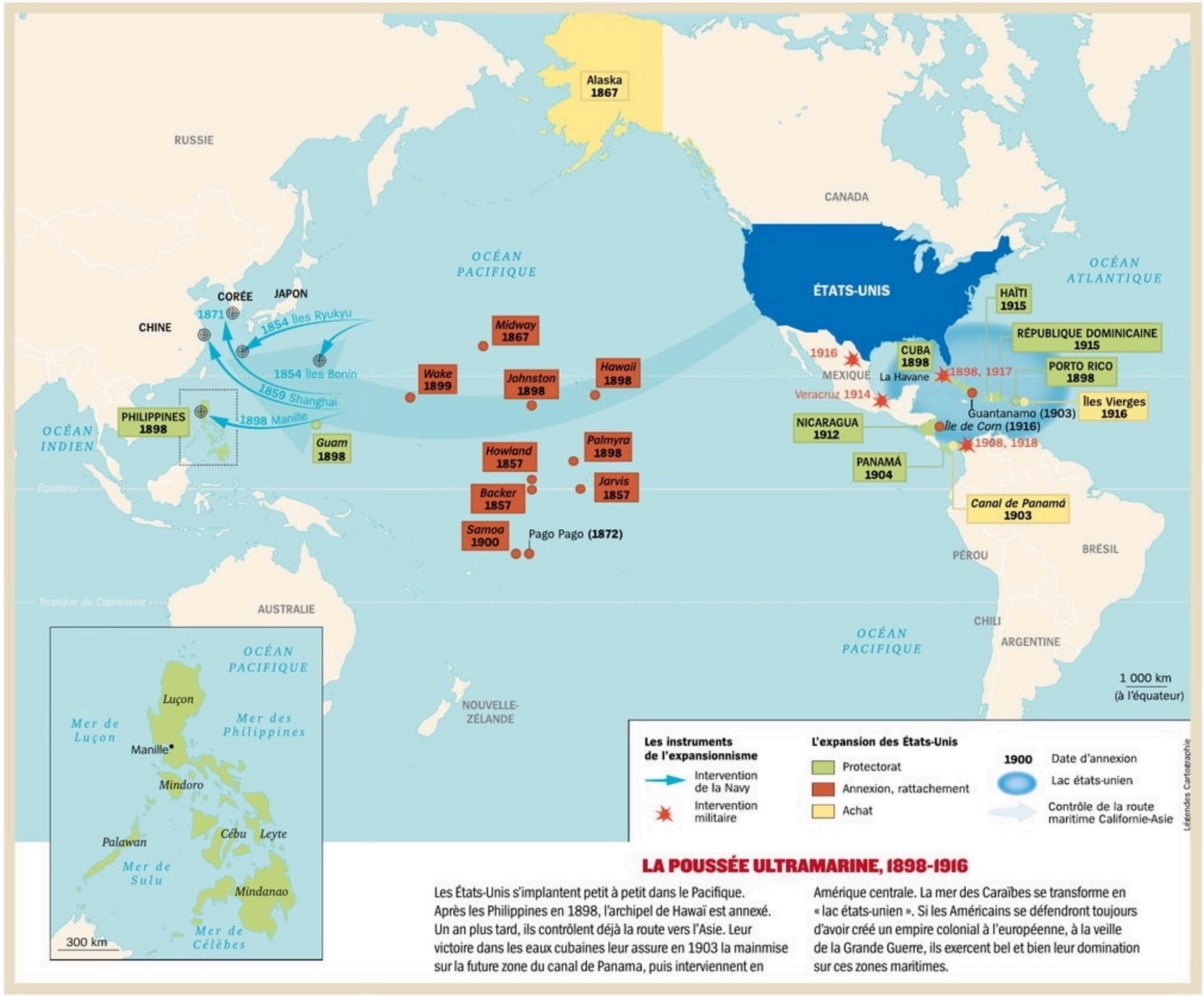
En outre, les milieux d'affaires font valoir les nécessités économiques de l'aventure coloniale. Depuis que les autorités fédérales ont annoncé la fermeture officielle de la Frontière, en 1890, ils craignent une prochaine saturation du marché intérieur. Un argument contestable dans la mesure où les États-Unis sont en passe de devenir la première puissance économique de la planète, alors que les exportations ne dépassent pas 3 à 4 % du produit national brut et que la consommation intérieure suit une courbe ascendante. Mais le marché chinois, qui compte plus de 400 millions de consommateurs, alimente tous les fantasmes des industriels. Des groupes de pression, comme l'American China Development Company, imaginent que ce « débouché miraculeux » pourrait faire tourner les usines américaines à plein régime durant des décennies[2].

LE MIRAGE CHINOIS

L'essentiel est ailleurs : l'impérialisme américain est soutenu par l'idée de la « destinée manifeste » de la jeune nation. Les États-Unis à cette date sont prêts à prendre le relais de la vieille Europe. De plus en plus d'Américains considèrent que leur pays est appelé à jouer un rôle primordial dans le cours de l'humanité et qu'il est de leur devoir de lui donner la place qu'il mérite dans le monde. Portée par les milieux anglo-saxons et protestants, la défense des valeurs nationales produit une brusque montée des pulsions xénophobes dans laquelle s'inscrit le jingoïsme, cet ultranationalisme fortement teinté de racisme. L'expansionnisme américain trouve sa justification morale dans la responsabilité de porter aux autres peuples la liberté, la démocratie et le progrès. Henry Cabot Lodge, sénateur du Massachusetts, exprime le sentiment qui prévaut en déclarant que son pays doit figurer au rang des *« grandes nations qui sont en train d'absorber les territoires incultes du globe »*.

Le courant évangélisateur représenté par le missionnaire Josiah Strong appuie cette théorie. Dans *Our Country*, publié en 1885, ce dernier assure ses concitoyens que le destin exceptionnel des États-Unis rend compte du succès du plus fort, du plus apte à assumer la direction des affaires mondiales[3].

Les considérations stratégiques ne sont pas absentes. Les thèses de l'amiral Mahan, notamment, >>>



LA POUSSÉE ULTRAMARINE, 1898-1916

Les États-Unis s'implantent petit à petit dans le Pacifique. Après les Philippines en 1898, l'archipel de Hawaï est annexé. Un an plus tard, ils contrôlent déjà la route vers l'Asie. Leur victoire dans les eaux cubaines leur assure en 1903 la mainmise sur la future zone du canal de Panama, puis interviennent en Amérique centrale. La mer des Caraïbes se transforme en « lac états-unien ». Si les Américains se défendront toujours d'avoir créé un empire colonial à l'européenne, à la veille de la Grande Guerre, ils exercent bel et bien leur domination sur ces zones maritimes.

Les opposants à la guerre gagnent du terrain. Pourquoi leur pays devrait-il s'avilir à imiter les puissances coloniales ?

>>> rencontrent un écho favorable. Pour se donner les moyens de son ambition, l'Amérique doit être, selon lui, une puissance navale. Dans le Pacifique, des bases bien défendues serviront à étendre sa sphère d'influence et à lui assurer le contrôle du marché asiatique[4]. Theodore Roosevelt, secrétaire adjoint à la Marine, lui donne raison.

UNE LUTTE ÂPRE

Au milieu des événements de 1898, le *Washington Post* peut résumer en des termes évocateurs de la flambée impérialiste qui s'empare des États-Unis : *« Un nouveau sentiment semble nous habiter : la conscience de notre propre force. Et, avec elle, un nouvel appétit : le désir d'en faire la démonstration. Ambition, intérêt, appétits fonciers, fierté ou simple désir d'en découdre. […] Nous sommes confrontés à un étrange destin. Le goût de l'empire règne sur chacun de nous comme le goût du sang règne sur la jungle[5]… »*

Les Philippines ? Une excellente porte d'entrée vers la Chine. Une terre riche et fertile pour les cultures tropicales, en particulier pour le tabac, la banane, l'ananas, le riz, la canne à sucre et le café. Les Américains n'ignorent pas qu'il s'y trouve aussi des richesses minières, de l'or, du cuivre et du fer. Pour justifier le recours aux armes dans le lointain Pacifique, en avril 1898, le président McKinley, qui a sacrifié ses penchants pacifistes au nom de l'intérêt national, évoque l'injustice faite au peuple philippin et le devoir moral qui incombe aux États-Unis de voler à son secours, tandis qu'en privé il parle de *« cadeau des dieux »*. Au nom de principes moraux, au lendemain de la victoire, le gouvernement fédéral prétend encore vouloir éduquer, civiliser et christianiser les Philippins, qu'il juge trop mal préparés à l'indépendance. Les préjugés racistes se mêlent aux arguments de bonne conscience. Au nombre d'un million et demi, les « indigènes », convertis pour une partie au catholicisme, sont perçus comme des êtres inférieurs, ensauvagés et incapables de progrès.

De libérateurs, les soldats américains deviennent des envahisseurs. En février 1899, les rebelles, menés par le nationaliste Emilio Aguinaldo, se soulèvent. Comme ils l'ont fait contre les Espagnols, ils se battent pour former une nation souveraine et indépendante. La guerre est impitoyable. *« Les Philippines sont à nous pour toujours,* fanfaronne le sénateur Beveridge en janvier 1900. *Le Pacifique est notre océan. »* De Manille à la chaîne de Cebu en passant par les plaines de Luzon, les insurgés sont traqués sans relâche. Après quelques mois de combats de type conventionnel, la guérilla fait rage. Les deux camps se livrent à des exactions. Pour imposer son autorité, le général Arthur Mac Arthur, qui exerce les fonctions de gouverneur militaire, opte pour la manière forte : confiscations, réquisitions, saccages des récoltes, destructions de propriétés, tortures et exécutions de prisonniers. Les civils ne sont pas épargnés. On parle de 100 000 à 200 000 victimes du côté philippin. L'US Army, qui a déployé 70 000 hommes, déplore 4 165 morts, pour la plupart à la suite de maladies.

CORBIS

Massacres
La rebellion est réprimée sans pitié. Ci-dessous, des cadavres d'insurgés dans une tranchée le 5 février 1899.

NOTES

2. H. Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, 2002, pp. 343-345.

3. Pour une excellente mise au point, se reporter à Susan Harris, *God's Arbiters: Americans and the Philippines, 1898-1902*, Oxford University Press, 2011.

4. Cf. A. T. Mahan, *The Interest of America in Sea Power, Present and Future*, Boston, Little, Brown & Co., 1897.

5. *The Washington Post*, 12 juin 1898.

6. D. Schirmer, *Republic or Empire : American Resistance to the Philippine War*, Cambridge, Schenkman & Co., 1972.

L'enthousiasme de départ, nourri par les journaux à sensation comme le *New York World* de Joseph Pulitzer et le *New York Journal* de William Randolph Hearst, retombe au fil des mois. Fondée à Boston en 1898, la Ligue antiimpérialiste, qui rassemble des démocrates du Nord, des républicains progressistes et des syndicats, dénonce la guerre et la perversion de l'esprit américain. Des figures telles que William Jennings Bryan, le candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1900, Andrew Carnegie et Mark Twain appellent au retour des traditions isolationnistes. Pourquoi, répètent-ils, leur pays devrait-il s'avilir à imiter les puissances coloniales alors qu'il représente, suivant le mot de Thomas Jefferson, le *« meilleur espoir du monde »* ? N'existe-il pas une contradiction flagrante avec les idéaux qui ont présidé à la naissance des États-Unis ? Peu à peu ces opposants à la guerre gagnent du terrain. Leur influence est telle que l'annexion des Philippines n'est ratifiée qu'à une voix près au Sénat le 6 février 1899[6].

Aux Philippines, les hostilités s'achèvent par un cessez-le-feu en juillet 1902. S'il a consenti à quelques concessions en matière d'administration, Theodore Roosevelt, qui a accédé à la présidence, ne relâche guère l'étreinte américaine, qu'il juge indispensable pour mener à bien la politique de la « porte ouverte » *(« open door policy »)* avec la Chine. Aussi, dans les coins reculés, la guérilla perdure jusqu'en 1913. La période de domination, elle, s'étend sur un demi-siècle. En 1935, les États-Unis accordent au « Commonwealth des Philippines » un statut de semi-autonomie qui entretient la relation de vassalité. Le pays ne devient indépendant qu'en 1946, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de la décolonisation. Par une certaine ironie de l'histoire, l'indépendance est proclamée le 4 juillet, jour de la fête nationale américaine. Tout un symbole. ■

Le colonialisme, version américaine

Quand la « destinée manifeste » du peuple américain s'exporte.

Les États-Unis n'eurent jamais un empire colonial comparable en taille à la Grande-Bretagne ou à la France, et il demeura assez largement « informel », mais celui-ci exista bel et bien, contrairement à l'opinion commune d'un pays réputé non colonial et même anticolonial par nature. Cependant, le lexique colonial des Européens fut délaissé par les Américains, au profit d'un vocabulaire nouveau, pour mieux signifier l'exceptionnalité de l'occupation américaine de territoires lointains. La conquête des Philippines fut un tournant important. Elle fut d'abord vue comme le prolongement naturel de l'expansion vers l'ouest, continentale au XIXe siècle, océanique au XXe : *« nous terminons le job commencé il y a un siècle »*, écrit Theodore Roosevelt en 1900. Mais l'annexion d'un pays à l'autre bout du monde allait moins de soi que le grignotage de l'Ouest américain, ce dont les élites américaines étaient bien conscientes. Un argument proprement colonial, l'« anglo-saxonisme », fut donc développé. L'idée d'une supériorité de la « race anglo-saxonne » apparut d'abord du côté britannique sous la plume du parlementaire Charles Dilke, auteur d'un ouvrage retentissant, *Greater Britain* (1868) impressionné de trouver des caractères communs aux peuples parlant la langue anglaise, et du côté américain sous celle de Theodore Roosevelt : avant d'être président, il publia en 1889 *The Winning of the West*, où il estimait que l'essor de la race anglo-saxonne était la caractéristique principale de l'histoire moderne. L'abondante littérature « anglo-saxoniste » de l'époque associait la Grande-Bretagne et les États-Unis dans le même camp, celui d'une « alliance naturelle » entre deux nations supérieures, permettant une coopération interimpériale dans les territoires colonisés. La question des droits du peuple philippin fut facilement résolue, selon un argument classique des partisans de la colonisation : les Philippins ne sont pas capables de s'administrer seuls, il leur faut un tuteur qui ne peut plus être l'Espagne décadente, mais la jeune République américaine. Cependant, les colonialismes britannique et américain ne s'équivalaient pas. Aux yeux des Américains mêmes, il y avait un style colonial qui leur était propre, moins pompeux et moins soucieux de hiérarchie, plus occupé par le développement économique et les infrastructures, que celui des Britanniques. De fait, plutôt qu'une « colonisation anglo-saxonne », c'est l'idée d'un « tutorat américain » qui s'imposa : pour se différencier des Britanniques, dont la guerre menée contre les Boers (1899-1902) était critiquée aux États-Unis, tout ce qui pouvait rappeler le colonialisme européen fut mis de côté, au profit d'un nouveau langage, censé mieux exprimer le projet universaliste des États-Unis. Dans la réalité, le rapport de domination était bel et bien colonial, mais les Américains voulaient s'épargner les contraintes politiques d'un pouvoir colonial explicite et formel. On inventa donc la notion d'« indépendance différée » pour les Philippines, une solution intermédiaire entre la situation de Porto Rico, intégrée plus fortement aux États-Unis, et celle de Cuba, à la souveraineté contrôlée, ou bien celle de pays d'Amérique centrale formellement indépendants mais sous la menace constante d'interventions militaires. Cette politique souple permettait d'éviter, aux États-Unis, un débat délicat sur la légitimité coloniale, et valorisait la démocratie américaine.

PAP NDIAYE

CORBIS

McKinley en campagne
En 1895, un poster de campagne de William McKinley, qui présida à la victoire américaine lors de la guerre hispano-américaine. L'affiche expose clairement les deux objectifs de l'expansion américaine : développer le commerce extérieur et « civiliser » les peuples…

La fierté de Wilson
Accueilli en Europe comme « une sorte de messie », comme « l'apôtre de la liberté », Wilson doit affronter de retour aux États-Unis l'hostilité du Sénat, qui refuse de ratifier le traité de paix signé à Versailles. Ci-dessus, avec son épouse, il salue la foule en traversant New York en juin 1919.

Wilson était-il un idéaliste ?

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le démocrate Woodrow Wilson rêve de réorganiser le système international sur le modèle démocratique et libéral américain. Il ignore pourtant les aspirations à l'indépendance de tous les peuples colonisés.

Par **Leonard V. Smith**

Alors que, par mépris, les opposants politiques de Barack Obama cherchent souvent à le faire passer pour un « professeur », Woodrow Wilson fut le seul universitaire élu président des États-Unis. Spécialiste de sciences politiques mais aussi historien, il poursuivit une brillante carrière qui le mena à la présidence de l'université de Princeton en 1902. Comme c'est le cas avec les contemporains d'Obama, ceux de Wilson le considéraient comme un personnage assez distant, plus à son aise avec le maniement d'une rhétorique enflammée qu'avec le monde réel. Pourtant, les défaites qu'il essuya pavèrent son chemin vers ses succès ultérieurs.

Contrarié dans ses projets de réforme de l'éducation à Princeton, Wilson entra en politique et fut élu gouverneur du New Jersey en 1910. Bloqué par l'opposition du Parlement du New Jersey, il devint le héros des démocrates progressistes, ce qui le conduisit à être élu président des États-Unis en 1912.

Ayant perdu les élections législatives de novembre 1918 – au terme desquelles les républicains emportèrent une majorité au Congrès –, il se consacra à la politique extérieure et devint le chantre d'un nouveau système international. Entre-temps, sa conception du monde se fit de plus en plus ambitieuse. Près d'un siècle plus tard, celle-ci continue d'influencer son successeur Barack Obama.

L'IDÉE D'UN PACTE UNIVERSEL

Aux yeux de ses détracteurs, le « wilsonisme » constituait un amalgame incohérent de principes flous. Le problème de ce système n'était pourtant pas son incohérence, mais son radicalisme. Wilson poussa le libéralisme anglo-américain du XIXe siècle vers sa conclusion logique, et fit de l'individu rationnel et responsable le lieu même de la souveraineté. L'individu souverain constituait la composante élémentaire de toutes les configurations politiques, du local à l'international en passant par la nation. C'était le sujet nécessaire à l'idée même d'auto-détermination, le « *self-government* ». Le concept du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » émergea en grande partie en réponse aux efforts déployés par les bolcheviques pour saper les empires européens.

Le concept wilsonien de sujet politique avait des racines aussi bien religieuses que scientifiques. Wilson fut toute sa vie membre de l'Église presbytérienne, branche américaine du calvinisme d'origine écossaise. Dans cette tradition religieuse, un individu est une personne satisfaisant aux critères requis pour signer un « pacte d'alliance[1] ». Font ce vœu sacré et irrévocable à eux-mêmes et à Dieu les êtres libres, honnêtes et responsables. Ce pacte reflète bien la préoccupation que les calvinistes portent à la communauté. Les Hébreux de la Bible étaient devenus un peuple en signant un pacte d'alliance. Les Pères fondateurs, arrivés dans le Massachusetts en 1620, les -imitèrent, établissant ainsi le premier de plusieurs pactes qui feraient des Américains un peuple à part entière.

Pour Wilson, c'était l'existence de pactes illégitimes, liant les nations d'Europe à des intérêts égoïstes, qui avait mené à la guerre en 1914. Aussi considérait-il qu'un pacte nouveau, légitime et universel, mettrait fin non seulement à la Grande Guerre, mais aussi à quelque guerre que ce soit, et ce pour toujours.

Un monde lié par des pactes planétaires révolutionnerait les relations internationales. La doctrine wilsonienne cherchait à ôter la régulation du système des mains des États pour la confier au vrai souverain : une communauté transnationale composée d'individus politiquement semblables.

Le dernier des « quatorze points* » du discours de Wilson prononcé en janvier 1918 énonçait : « *Il faut qu'une société des nations soit constituée en vertu de conventions formelles ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États.* » Les nations, à la suite de la Grande Guerre, s'allieraient au sein d'un pacte mondial, par lequel elles s'engageraient l'une envers l'autre (et implicitement envers Dieu) à se protéger mutuellement et à assurer leur sécurité respective.

Lors de la Conférence de paix de Paris en 1919, Wilson insista pour que la Société des Nations (la SDN) soit mise à l'ordre du jour, et pour que chaque traité porte en préambule le Pacte qui lierait chacun de ses membres. Ses partisans comme ses détracteurs comprirent le changement profond qu'il cherchait à impulser sur l'ordre international. « Le gouvernement du monde » viendrait à exister au niveau de l'individu, au sein d'une communauté mondiale composée de citoyens égaux et souverains. Rétablir la paix après la Grande Guerre nécessitait rien moins que l'établissement d'institutions capables d'exprimer cette souveraineté de façon adéquate.

LES QUATRE GRANDS DÉCIDENT

Paradoxalement, le wilsonisme comportait aussi une théorie de la puissance de l'État en général, et de la notion de grande puissance en particulier. Wilson ne considérait pas que la concentration des pouvoirs soit un problème en soi, qu'elle se manifeste entre les nations ou au sein de ces dernières.

Selon lui, la difficulté résidait davantage dans l'utilisation du pouvoir. En tant qu'enseignant, il n'avait aucune réticence à considérer que certains savent mieux que d'autres comment les individus doivent se comporter, et >>>

L'AUTEUR

LEONARD V. SMITH, spécialiste de l'histoire de France et de la Première Guerre mondiale, est professeur à Oberlin College dans l'Ohio et dirige le département d'histoire. Il a notamment publié *The Embattled Self: French Soldiers' Testimony of the Great War* (Cornell University Press, 2007).

KHARBINE-TAPABOR

« Ouvriers d'un monde nouveau »
LLoyd George, Clemenceau et Wilson, architectes d'un nouvel ordre mondial. Couverture du magazine français J'ai vu, février 1919.

Ce professeur était convaincu que certains savent mieux que d'autres comment les individus ou les États doivent se comporter

BETTMANN/CORBIS

DANS LE TEXTE

LES « QUATORZE POINTS »

Le message du président Wilson, le 8 janvier 1918, servit de base aux discussions de la conférence de la paix l'année suivante :

« 1) Des conventions de paix, préparées au grand jour ; après quoi il n'y aura plus d'ententes particulières et secrètes d'aucune sorte entre les nations, mais la diplomatie procédera toujours franchement et à la vue de tous.
2) Liberté absolue de la navigation sur mer *[…]*
3) Suppression, autant que possible, de toutes les barrières économiques *[…]*
4) Les armements de chaque pays seront réduits au minimum compatible avec la sécurité intérieure.
5) Un arrangement librement débattu, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales *[…] Suivent des recommandations sur une paix juste pour la Russie, la Belgique, la France, l'Italie, pour les peuples des Empires austro-hongrois et ottoman, la Pologne – points 6 à 13.*
14) Il faut qu'une Société des Nations soit constituée en vertu de conventions formelles ayant pour objet d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits comme aux grands États. »

>>> qu'il faut leur fournir la capacité d'agir en conséquence. Ce progressiste centralisa le fonctionnement des États-Unis plus que n'importe quel autre président depuis Abraham Lincoln. De même, il était légitime d'établir une paix reconnaissant la primauté des grandes puissances.

Wilson considérait que la victoire de novembre 1918 avait résulté d'une combinaison historique entre la force et le droit. Au moment de l'Armistice, au travers des quatorze points, les grandes puissances avaient accepté une palette de principes communs comme fondement d'un nouvel ordre mondial. Ainsi, les vainqueurs avaient fait preuve de « grandeur » morale et matérielle. En conséquence, ils méritaient le rôle prédominant dans le règlement de la paix.

Wilson accepta volontiers que la Conférence de paix de Paris s'organise de telle sorte que le pouvoir de décision se trouve centralisé entre les mains des « quatre grands » (lui-même ; Georges Clemenceau, chef du gouvernement français ; Lloyd George, le Premier ministre britannique ; et celui d'Italie, Vittorio Orlando). Un groupe restreint d'individus puissants pouvait donc modeler la paix, à condition qu'il le fasse en accord avec la volonté présumée de la communauté mondiale.

Assurément, Wilson considérait la SDN comme une entité supérieure à la somme des souverainetés nationales qu'elle comprenait. Comme il le déclara le 14 février alors qu'il présentait le Pacte devant la séance plénière de la Conférence de la paix : *« Ainsi, le résultat a une signification d'autant plus profonde qu'il est né de l'union des volontés vers un objectif commun, une union de volontés à laquelle rien ne peut résister, et à laquelle j'oserai dire qu'aucune nation ne courra le risque de tenter de s'opposer. »* La SDN représentait simplement l'expression organisée de cette volonté.

La SDN devait manifester la réalité d'une communauté mondiale d'individus souverains sur laquelle sa légitimité reposerait. Wilson déclara devant la séance plénière de la Conférence de Paris, lors de sa seconde réunion le 25 janvier, qu'il voyait la Société comme *« l'œil des nations, chargé de veiller sur l'intérêt commun – un œil qui ne somnole pas, un œil partout vigilant et attentif »*.

Grâce au système des mandats, le Pacte visait plus encore à étendre la souveraineté wilsonienne en disposant des domaines impériaux détenus par les Puissances centrales vaincues. Le mandat fournirait une alternative au modèle impérial* traditionnel, par lequel la puissance coloniale s'appropriait purement et simplement la souveraineté du territoire conquis.

L'article 22 du Pacte mentionnait des *« peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne »*, dont *« le bien-être et le développement […] forment une mission sacrée de civilisation »*. En théorie, le seul but de ce mandat était d'aider ces peuples à apprendre à se gouverner eux-mêmes. « Les peuples » du monde entier finiraient par accéder à la souveraineté, du moins ceux appartenant à des races jugées aptes à satisfaire aux conditions requises pour signer des pactes.

LA HIÉRARCHIE DES RACES

L'imaginaire wilsonien a toujours pris en compte l'importance politique des différences de race. Wilson prônait ainsi le développement de la ségrégation raciale aux États-Unis – né en Virginie, il est le premier président sudiste élu depuis la guerre de Sécession. Pour lui, la notion de race structurerait le système de mandats. L'Article 22 du Pacte établissait entre les anciennes colonies une hiérarchie fondée sur la capacité d'un peuple donné à évoluer vers une communauté libérale – ce postulat donnerait lieu aux mandats de classe A, B et C.

« Certaines communautés », qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, méritaient en quelque sorte d'être reconnues provisoirement comme nations indépendantes et réclameraient seulement que *« les conseils et l'aide d'un Mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules »*.

D'autres peuples, spécialement ceux de l'Afrique centrale, exigeaient une administration plus directe, afin qu'y soit garantie *« la liberté de conscience et de religion »*, qu'y soient supprimés armes, drogue, alcool et traite des Noirs, et qu'y soit évitée la levée d'armées indigènes à des fins hostiles.

Enfin, pour ce qui était des peuples *« encore moins capables »*, le pacte préconisait un système semblable à une annexion coloniale pure et simple. Ces peuples et ces territoires *« ne sauraient être mieux administrés que sous les lois du Mandataire comme une partie intégrante de son territoire, sous réserve des garanties prévues plus haut dans l'intérêt de la population indigène »*.

UN HÉRITAGE VIVANT

Aux États-Unis, on considère traditionnellement que la SDN était mort-née dès lors que le Sénat avait refusé de ratifier le traité de Versailles en 1920. Pourtant, l'héritage de Wilson n'a pas été oublié. Les républicains, qui lui ont succédé, n'ont pas tourné le dos au monde. En 1922, ils ont négocié le traité naval de Washington de 1922 et même le pacte Briand-Kellogg de 1928 qui proclamait abolir la guerre.

Le wilsonisme a trouvé des supporters dans les deux camps, républicains comme démocrates, surtout après que Wilson se fut retiré de la vie politique. La montée du fascisme en Europe et le militarisme agressif du Japon agitèrent le spectre d'une nouvelle guerre mondiale et entraînèrent un réexamen de l'héritage wilsonien. Franklin Roosevelt entama une réhabilitation prudente de ses principes, notamment dans les domaines de la sécurité collective, du progrès de la démocratie, et du libre-échange. Mais avant tout, Roosevelt chercherait à bâtir son propre monument par l'édification d'une organisation internationale à travers laquelle les nations du monde pourraient résoudre leurs conflits sans avoir recours à la guerre. Les Nations unies doivent autant à Woodrow Wilson qu'à Franklin Roosevelt.

Pour le meilleur ou pour le pire, Wilson a légué à ses successeurs un discours sur les responsabilités américaines dans le monde dont ils s'efforcent depuis lors de définir les contours. Parmi les nombreuses explications proposées par le gouvernement de George W. Bush pour justifier la seconde guerre du Golfe en 2003 figurait le devoir de diffuser la démocratie au Moyen-Orient. Une guerre d'agression aussi manifeste aurait scandalisé Wilson, qui ne croyait pas que la démocratie puisse être apportée à la pointe des baïonnettes.

Quant à Barack Obama, malgré le retrait annoncé pour 2014, il poursuit une guerre de plus en plus impopulaire en Afghanistan, en partie pour y protéger la « démocratie » contre l'islam radical. Les Américains s'entendent dire que l'abandon du peuple afghan par un retrait immédiat des troupes serait non seulement dangereux mais également immoral.

La morale de Wilson ainsi que l'ambitieuse – et, pour certains, arrogante – notion de ce qu'on peut accomplir au nom de la morale continuent d'inspirer ses successeurs.

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR CATHERINE GUILLET.

L'AUTODÉTERMINATION, MAIS PAS POUR TOUS

Les idées de Wilson ont fait naître d'immenses espoirs : l'idée du droit à l'autodétermination se diffuse dans le monde. Mais, pour Wilson, seuls les peuples d'Europe étaient mûrs pour la souveraineté immédiate. Pour les autres, un système des mandats européens devait se mettre en place.

Quant aux peuples d'Afrique noire, ils exigeaient une administration plus directe et quasi permanente (comme au Kivu, ancienne colonie allemande, ci-dessous, placé sous mandat belge) voire la colonisation pure et simple, en attendant qu'ils aient la capacité de se conduire seuls.

L'ILLUSTRATION

NOTES
* Cf. lexique, p. 94.
1. *Covenant* en anglais.

Et United Fruit inventa les républiques bananières

Fondation d'un empire continental, appuis à des coups d'État en Amérique latine, grèves réprimées dans le sang… L'histoire de la firme états-unienne United Fruit est devenue le symbole de l'impérialisme sans vergogne.

Par **Romain Huret**

L'humidité, les insectes, la chaleur du volcan rendent les conditions de travail exténuantes. Beaucoup d'ouvriers meurent, d'autres fuient loin de ce gigantesque chantier : la pose de rails entre la capitale du Costa Rica, San José, et Limon, le petit port sur la côte orientale.

Henry Meiggs et Minor Keith ont-ils vu trop grand ? Ces deux hommes d'affaires américains avaient pensé trouver un moyen simple de s'enrichir rapidement en inondant les États-Unis d'un fruit alors peu connu, mais délicieux et bon marché : la banane.

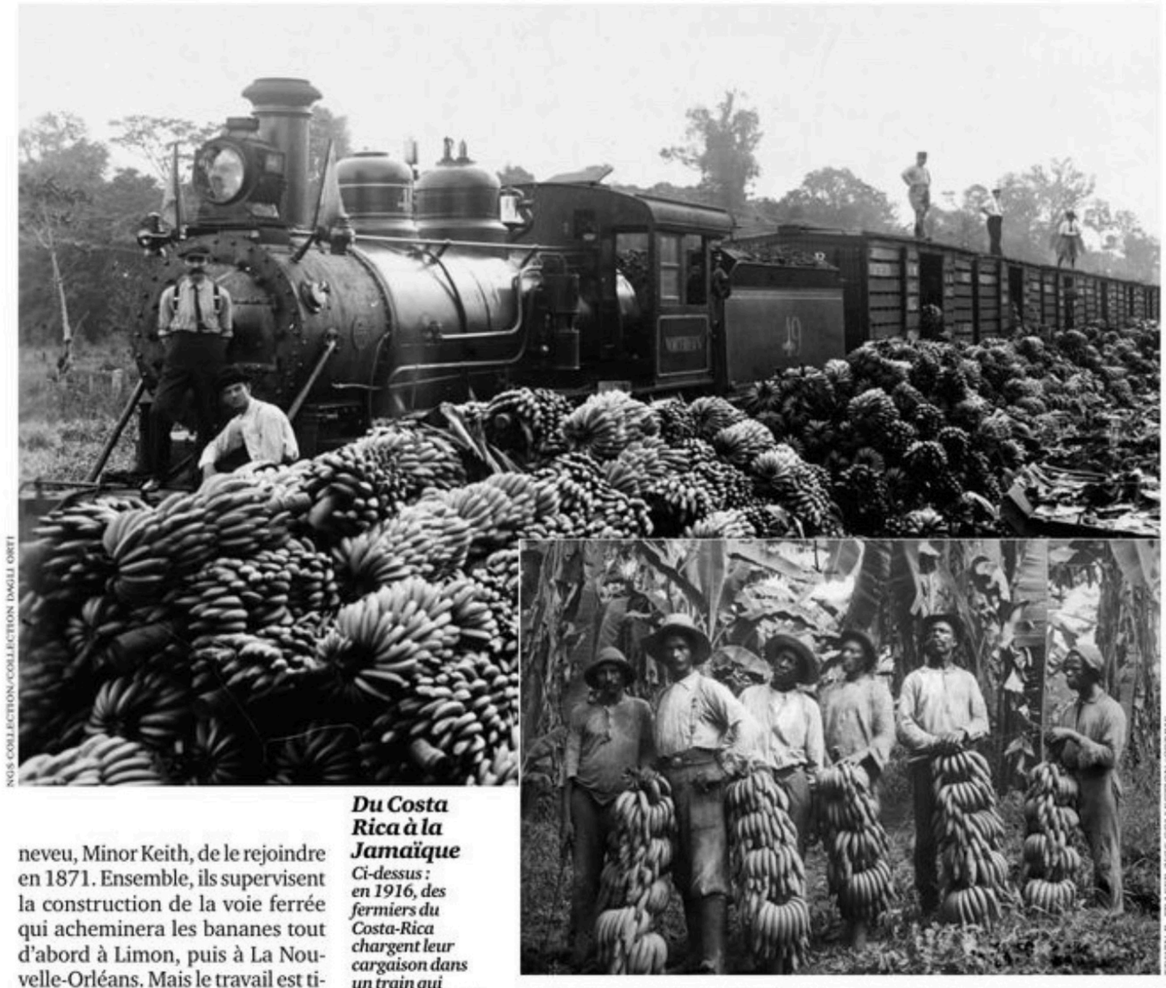
Arrivé au Costa Rica au début des années 1870, après avoir tenté de faire fortune en Californie au moment de la ruée vers l'or en 1848, Meiggs noue des contacts avec les autorités locales, notamment le général Tomas Miguel Guardia Gutierrez, l'homme fort du pays de 1870 à 1882. Pour le seconder, Meiggs demande à son neveu, Minor Keith, de le rejoindre en 1871. Ensemble, ils supervisent la construction de la voie ferrée qui acheminera les bananes tout d'abord à Limon, puis à La Nouvelle-Orléans. Mais le travail est titanesque, épuisant pour les hommes et très compliqué d'un point de vue technique. Beaucoup d'habitants refusent de travailler dans de telles conditions. Meiggs est obligé de faire venir des immigrants italiens, et même des prisonniers de La Nouvelle-Orléans qui obtiennent la promesse d'une remise de peine en échange d'un travail sur le chantier. Sur les 700 prisonniers qui se portent volontaires, seuls 25 survivront. Plus de 5 000 ouvriers trouveront la mort pour achever la liaison ferroviaire.

En 1877, la mort de Meiggs laisse Minor Keith seul maître à bord. Celui-ci peut donner libre cours à ses rêves de grandeur. Le gouvernement costaricain lui a offert des conditions très avantageuses : une concession de quatre-vingt-dix-neuf ans sur le chemin de fer, le contrôle du port de Limon et des milliers d'hectares de terres. Par centaines, des bananeraies voient alors le jour le long des voies. L'homme d'affaires ne s'arrête pas là et multiplie les investissements sur le continent. En Colombie notamment, il agit de même, achetant les terres et construisant les infrastructures nécessaires à l'acheminement des bananes. A chaque fois, profitant de l'instabilité politique, il noue des liens étroits avec les bourgeoisies locales pour éliminer la concurrence. Il épouse Cristina Castro, la fille du président du Costa Rica de 1894 à 1902.

En 1899, ses affaires sont si florissantes qu'il fonde United Fruit en association avec Andrew Preston, un homme d'affaires de Boston. United Fruit contrôle alors 75 % du marché de la banane aux États-Unis. Si Preston s'occupe de défendre les intérêts de l'entreprise aux États-Unis et en Europe, Keith reste au Costa Rica et accroît la présence d'United Fruit en Amérique centrale. La respectabilité pour l'un, les basses manœuvres pour l'autre.

Aux États-Unis, Preston popularise la banane, en présentant ses vertus diététiques. Dans les cabarets, humoristes et chanteurs de jazz s'amusent de sa forme et de sa simplicité. Pour sa part, Keith exporte sans scrupule les méthodes du capitalisme sauvage. La puissance d'United Fruit est telle qu'il est désormais surnommé *« le roi sans couronne de l'Amérique centrale »*. Tout est bon pour réussir et obtenir la construction des chemins de fer et l'achat des terres pour les bananeraies. En 1896, l'écrivain louisianais William Sydney Porter forge la formule de « République bananière* » pour dénoncer la rapacité et la corruption en cours dans les régimes d'Amérique centrale.

A partir de 1901, la politique du gros bâton *(« big stick »)* >>>


NGS COLLECTION/COLLECTION DAGLI ORTI

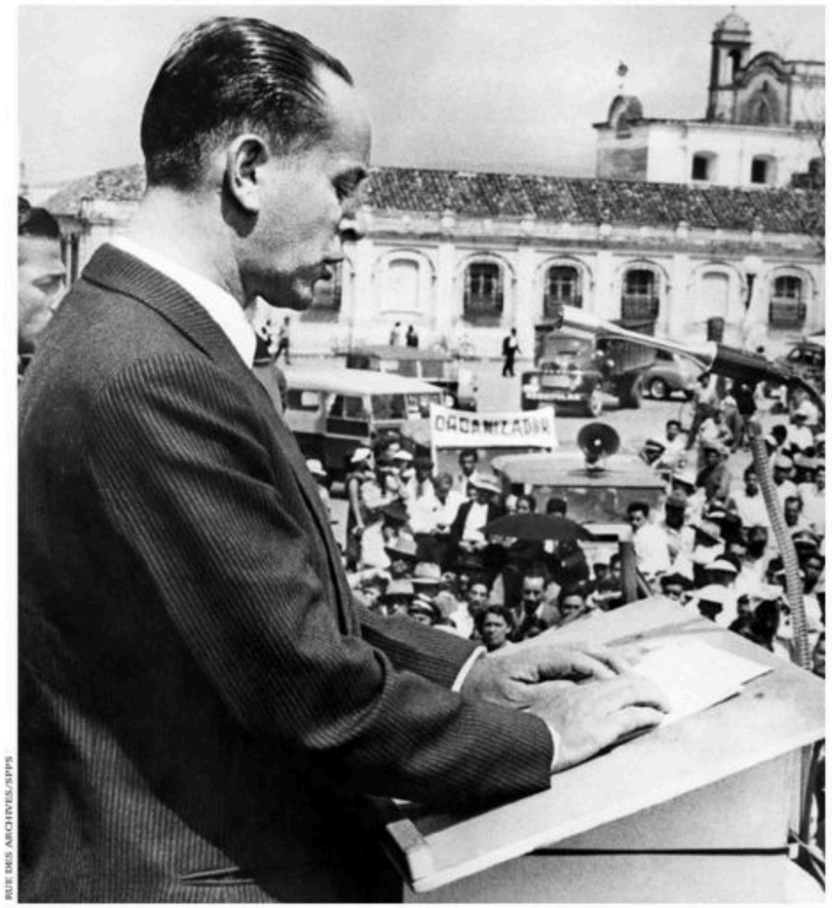
EDWIN R. FRASER/NGS COLLECTION/CORBIS

Du Costa Rica à la Jamaïque
Ci-dessus : en 1916, des fermiers du Costa-Rica chargent leur cargaison dans un train qui viendra inonder de bananes le marché américain. Ci-contre : travailleurs jamaïcains de la United Fruit Company en 1912.

L'AUTEUR

ROMAIN HURET, maître de conférences à l'université Lyon-II et membre de l'Institut universitaire de France, achève actuellement un ouvrage sur la résistance à l'impôt aux États-Unis depuis la guerre de Sécession (à paraître chez Harvard University Press en 2013).

A l'heure où Jimmy Carter invoque les droits de l'homme, les méthodes violentes de la firme apparaissent d'un autre temps



RUE DES ARCHIVES/SIPPS

COUP DE FORCE AU GUATEMALA

En 1954, le président du Guatemala Jacobo Arbenz engage une réforme agraire. Il se heurte ainsi aux intérêts d'United Fruit. Les frères Dulles, à la tête du département d'État et de la CIA, font alors tout pour renverser le président. Le 27 juin, une armée d'opposants quitte le Honduras vers la capitale, tandis que des avions nord-américains décollent du Nicaragua. L'armée nationale fait défection. Arbenz démissionne. Après ce coup d'État, le pays sera gouverné pendant trente et un ans par une succession de dictatures.

>>> défendue par le président Theodore Roosevelt avec ses voisins sud-américains prend une tournure cruellement concrète avec United Fruit. Citant un proverbe africain, *« parle doucement et porte un gros bâton »*, Roosevelt invite la puissance américaine à défendre avec force ses intérêts partout où ils seraient menacés. Sans vergogne, Keith parle fort avec un très gros bâton, toujours à portée de main. Dans les usines et les plantations, il ne tolère aucune contestation.

En octobre 1928, 32 000 ouvriers colombiens se mettent en grève pour protester contre les conditions de travail et obtenir des salaires plus élevés. Le 6 décembre, à Cienaga, l'armée nationale intervient pour mettre un terme à la grève à la demande d'United Fruit. Si le nombre de morts est difficile à établir, de 6 pour les autorités à 1 000 selon les grévistes, nul ne conteste la violence de la répression. United Fruit est également sans pitié pour ses concurrents. Grâce à ses appuis politiques locaux, Keith parvient à les éliminer les uns après les autres. Un seul homme va lui résister : Samuel Zemurray.

Celui qui allait bientôt être connu sous le surnom de Banana Man se fait connaître lorsqu'il organise en 1911 un coup d'État au Honduras pour y réinstaller l'ancien président Manuel Bonilla. Zemurray est tellement habile et dur en affaires qu'il finit par prendre le contrôle d'United Fruit en 1938. Si les hommes d'affaires de la bonne société bostonienne méprisent au départ ce fils d'immigrants juifs, ils n'ont pas d'autre choix que de lui remettre les clés de la maison. Dans les années 1940, l'entreprise possède plus de soixante navires et emploie 83 000 employés, ainsi que des milliers d'ouvriers et d'ouvrières. Elle est implantée dans toute l'Amérique du Sud. Si la banane demeure sa priorité, United Fruit exporte également du sucre de canne et du cacao.

LA CIA S'EN MÊLE

Plus rien ne semble arrêter son ascension. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, United Fruit accompagne la croisade anticommuniste des États-Unis. Les liens entre l'entreprise et la CIA*, créée en 1947, sont étroits. Allen Dulles, directeur de la CIA et frère de John Foster Dulles, secrétaire d'État du président républicain Dwight Eisenhower, détient d'importantes parts dans la société. Fort de ses accointances politiques, United Fruit agit à sa guise lorsque ses intérêts sont menacés et reçoit un soutien sans faille de la nouvelle puissance américaine. Au Guatemala, le coup d'État qui renverse Jacobo Arbenz en 1954 est un cas d'école.

La réforme agraire promise par Arbenz menace directement les intérêts de l'entreprise, le principal propriétaire terrien du pays. Les terres non cultivées par United Fruit (estimées à 90 000 hectares), explique Arbenz, seront redistribuées aux plus pauvres. Avec l'aide du président Eisenhower et de la CIA, United Fruit soutient l'opposition. Le 27 juin 1954, Arbenz, pressé par l'armée, cède la place au colonel Castillo. Un jeune militant argentin, Che Guevara, assiste incrédule à ce coup de force mené avec une absence totale de scrupules par les Américains. Ce coup d'éclat constitue l'apogée de la puissance d'United Fruit. Entre 1955 et 1962, elle distribue 15 millions de brochures pour vanter les mérites de la banane auprès des écoliers américains.

Dans les années 1960, le mouvement d'indépendance, les nouvelles revendications politiques des pays du Sud et leurs ambitions économiques changent la donne. En 1961, United Fruit soutient l'intervention américaine pour chasser Fidel Castro du pouvoir dans la baie des Cochons. C'est un fiasco. Dans le contexte de la guerre du Vietnam et de critique croissante contre la puissance américaine, la brutalité de ses interventions nuit à sa réputation. L'entreprise devient le symbole de l'impérialisme yankee.

GABRIEL GARCIA MARQUEZ RACONTE

En 1967, dans *Cent ans de solitude,* le futur Prix Nobel de littérature, Gabriel Garcia Marquez, livre un récit saisissant du massacre des bananeraies de 1928. Si le récit est fictionnel, Marquez avançant par exemple un chiffre erroné de morts, il marque profondément les lecteurs dans le monde entier. En 1976, un ancien vice-président de l'entreprise, Thomas McCann, publie un ouvrage pour dénoncer cette tragédie américaine et démontre que la légende noire d'United Fruit n'est pas un mythe. A l'heure où le président démocrate Jimmy Carter appelle à une politique des droits de l'homme, les méthodes violentes et prédatrices de l'entreprise apparaissent d'un autre temps. A tel point qu'United Fruit changera de nom pour devenir Chiquita Brands International. Le mal est pourtant fait : les républiques bananières d'United Fruit ont fortement contribué à l'impopularité des États-Unis dans de nombreuses régions du monde. ■

La philanthropie est un pouvoir

Carnegie, Rockefeller, Guggenheim, Soros ou Gates : leurs noms sont célèbres dans le monde entier. Les grandes fondations philanthropiques ont joué un rôle décisif dans l'émergence et l'expansion de la puissance américaine.

Entretien avec **Olivier Zunz**

L'Histoire : Dans un livre à paraître en français en septembre, vous montrez que les États-Unis plus que tout autre pays ont cultivé la philanthropie*. D'où vient cette originalité ?

Olivier Zunz : Pour Carnegie et ses pairs, il y avait un sentiment enivrant à mettre sa fortune au service de grandes causes, aux États-Unis comme ailleurs. C'était exercer un vrai pouvoir que de créer de nouvelles institutions, comme les fondations, à partir desquelles mettre en œuvre des grandes expérimentations dans l'enseignement supérieur, la science et la médecine.

Leur innovation majeure était la suivante : concevoir le financement philanthropique comme tout investissement économique, et donc en minimiser les risques et en changer l'échelle. La charité traditionnelle, exigence chrétienne d'agir pour son prochain, était en générale modeste et gratuite. La philanthropie américaine moderne était, au contraire, une entreprise capitaliste. A cette différence près : son but était le progrès social.

Mais les riches magnats de l'industrie ne furent pas les seuls à s'engager dans la philanthropie et, partant, à la transformer profondément. Au tournant du XX^e^ siècle, des millions d'Américains aux moyens beaucoup plus modestes se mirent à y participer.

L'H. : Quel rôle ce mouvement joue-t-il dans l'éclosion de la puissance américaine ?

O. Z. : Tout commence dans le sud des États-Unis après la guerre de Sécession. Les Rockefeller financent la recherche contre l'ankylostomose, une infection parasitaire intestinale qui affectait une grande partie de la population pauvre. Le projet servit de modèle à l'extension de la philanthropie américaine hors des États-Unis. Les Rockefeller espéraient faire école à travers le monde dans les domaines de la santé publique et de la productivité agricole. Leur Commission sanitaire internationale, créée en 1913, transposait exactement la méthode utilisée dans le Sud pour lutter contre l'ankylostomose.

L'effort s'étendit de la Virginie à l'Égypte et à Ceylan, puis en 1917 au Brésil, au Mexique et aux Andes. Il inclut bientôt la recherche pour éradiquer d'autres maladies, comme la malaria et la fièvre jaune. Partout, il s'agissait du même effort pour combattre la faim et la maladie en se fondant sur des données scientifiques.

Les philanthropes mirent la science au service de l'humanitaire. Leur engagement s'avéra durable, et il devint partie intégrante de la « mission civilisatrice » américaine. Mais les compromis avec les ségrégationnistes dans le Sud affaiblirent la légitimité de l'effort des philanthropes à l'étranger. Les planteurs britanniques en Inde ou à Ceylan avaient beau jeu de rappeler le racisme persistant aux États-Unis quand ils voulaient contrecarrer les efforts des philanthropes américains, et ils ne s'en privèrent pas. C'est un exemple précoce du dilemme, toujours actuel, de l'influence des États-Unis dans le monde : projeter à l'extérieur des solutions qui n'ont pas complètement fait leurs preuves dans le pays et sont difficilement adaptables à d'autres contextes locaux.

L'AUTEUR

OLIVIER ZUNZ est professeur d'histoire des États-Unis à l'université de Virginie. Il est l'auteur de *La Philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État* (traduction Nicolas Barreyre, Fayard, 2012, en librairie le 12 septembre).

L'H. : Comment la philanthropie est-elle devenue un instrument aux mains des gouvernements ?

O. Z. : Après la Seconde Guerre mondiale, la philanthropie devint un élément central de la *pax americana* – à la fois une ressource et une force à prendre en considération. Le secrétaire d'État de Dwight Eisenhower, John Foster Dulles, y verrait *« une force profonde qui lie entre eux les peuples du monde »*.

NOTE

* Cf. lexique, p. 94.

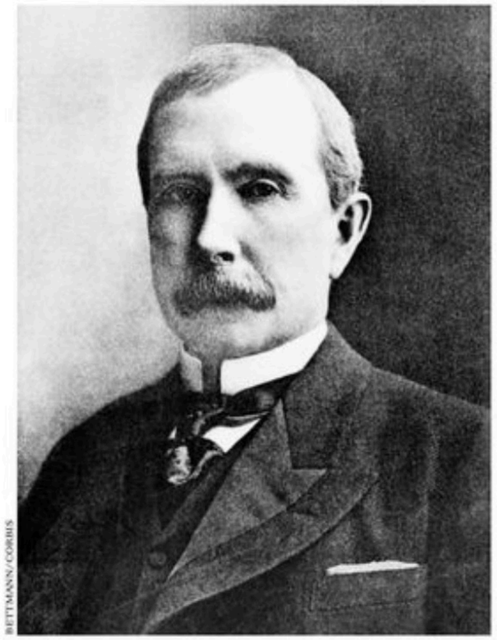
BETTMANN/CORBIS

L'installation de l'ONU à New York fut un symbole fort de cet engagement philanthropique de l'État. Le choix de l'emplacement vint des Rockefeller, qui firent le don du terrain où le siège s'érigea. L'installation de l'ONU à Manhattan ne symbolisait pas que la nouvelle puissance des États-Unis ; elle marquait une nouvelle maturité pour la philanthropie américaine.

Avec le déclenchement de la guerre froide*, les programmes philanthropiques se retrouvèrent plus d'une fois au cœur des tensions entre la Maison Blanche* et le Kremlin. Plusieurs fondations, notamment la fondation Ford, jouèrent un rôle important dans la reconstruction de sociétés civiles d'Europe occidentale (ainsi la création de l'université libre de Berlin), dans la perspective de la « guerre psychologique » contre le communisme. Dans le tiers-monde, leurs programmes de développement agricole et d'aides techniques furent rapidement, mais de façon ciblée, cooptés par Washington dans le même but.

Les largesses de Rockefeller

John D. Rockefeller (ici vers 1895) appartient à cette génération de capitaines d'industrie profondément religieux soucieux de redistribuer la richesse à travers de grandes fondations. Son fils John Jr. finança l'achat du terrain sur lequel fut construit le siège de l'ONU à New York (page de gauche).



BETTMANN/CORBIS

L'H. : Les grandes fortunes et l'État ont toujours marché du même pas ?

O. Z. : Le plus grand défi au partenariat que la philanthropie et l'État engagèrent au milieu du siècle vint de la création d'Israël, qui provoqua une crise ouverte entre les organisations juives américaines, en pleine expansion, qui soutenaient le nouvel État, et Washington qui s'inquiétait de s'aliéner des pays arabes dont le pétrole était si crucial pour ravitailler l'Europe. Leur activisme mit suffisamment en péril la politique étrangère américaine pour qu'on les menaçât à plusieurs reprises d'interdiction. Leur persistance et leur mobilisation efficace finirent malgré tout par forcer la Maison Blanche à adopter une approche plus conciliante vis-à-vis d'Israël.

L'H. : Quel rôle les grandes fondations ont-elles joué dans la diffusion d'un « modèle américain » ?

O. Z. : La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique permirent en fait à la philanthropie américaine de participer à un bourgeonnement associatif mondial, éclectique mais puissant. Les grandes fondations avaient longtemps mobilisé leurs ressources pour combattre le communisme. Quand le vieil ennemi s'écroula, et que les peuples du bloc soviétique cherchèrent des alternatives au marxisme, elles mirent en avant deux idées maîtresses : promouvoir les mécanismes du marché pour remplacer le système étatique de redistribution, afin de démocratiser la richesse ; et stimuler la vie associative pour renforcer la société civile et la rendre indépendante de l'État et respectueuse des différences culturelles. C'était l'occasion en or d'exporter le modèle américain, mélange de capitalisme et de communauté. Cela pouvait-il fonctionner ? Combien de temps cela prendrait-il ? C'étaient là d'autres questions, et dans la confiance des années 1990, peu se les posèrent.

L'H. : Faut-il craindre un repli avec la crise économique et la récession ?

O. Z. : La réponse à la question ne peut être que spéculative. Avant l'effondrement des marchés financiers de 2008, les économistes prédisaient un transfert massif de richesses dans les années à venir, entre la génération du baby-boom et les suivantes, essentiellement par l'intermédiaire du secteur à but non lucratif. Dans la situation actuelle, il est probable que les sommes en jeu seront moindres. Les problèmes économiques font toujours surgir le spectre d'un assèchement des dons ou de l'inadéquation de la philanthropie. C'était le cas pendant la Grande Dépression, quand le président Herbert Hoover tenta en vain de la mobiliser pour pallier le désastre.

La philanthropie qui a survécu à la grande dépression survivra à la « grande récession ». Sous l'influence de Bill Gates et Warren Buffett, quarante milliardaires américains annoncèrent publiquement en août 2010 qu'ils donneraient au moins la moitié de leur fortune de leur vivant ou à leur mort. La liste continue de s'allonger. Il n'y a pas que le club des super-riches, toutefois. Tout aussi importantes sont les contributions régulières de millions d'Américains beaucoup plus modestes, dont l'argent, canalisé par des campagnes massives de levées de fonds, a si souvent travaillé de concert avec les fondations.

PROPOS RECUEILLIS PAR « L'HISTOIRE ».

Hollywood : les dessous du rêve américain

Voilà plus d'un siècle qu'Hollywood fait rêver le monde entier. Dans les années 1950, l'exportation devient vitale pour le cinéma américain.

Par **Yannick Dehée**

Le lion de la MGM
En 1924, des opérateurs enregistrent les rugissements bien connus du lion Slats qui introduiront les films produits par la société de production Metro-Goldwyn-Mayer.

BLUE DOG ARCHIVES/RDA

La « Mecque du cinéma » trouve ses origines au sein d'un petit groupe d'entrepreneurs de la côte Est des États-Unis qui, dans les années 1900, aux débuts du cinématographe, ont produit des courts-métrages d'une bobine, à coût réduit, vendus au mètre. Ces producteurs se finançaient eux-mêmes et se méfiaient des banques. A partir de 1910, tout en conservant leur siège sur la côte Est, certains d'entre eux, attirés par la chambre de commerce de Los Angeles qui promettait 350 jours de soleil par an, vantait le prix très faible des terrains et d'une main-d'œuvre de grande diversité (communautés indienne, mexicaine, chinoise…), ont construit des studios de cinéma en Californie. Au début, il s'agissait de simples campements.

Parmi les premiers arrivés, le réalisateur David W. Griffith installe en 1910 le studio de sa compagnie, la Biograph, à Hollywood, dans la banlieue de Los Angeles. Il y tourne en 1915 un de ses chefs-d'œuvre – le premier grand film d'Hollywood –, *Naissance d'une nation*.

Pour produire les 12 bobines de ce long-métrage, Griffith a investi 100 000 dollars*, 60 fois le coût d'un film moyen de l'époque : une folie. Mais le film connaît un immense succès et rapporte près de 10 millions de dollars. Une nouvelle vague d'entrepreneurs, pour la plupart des Juifs émigrés d'Europe de l'Est, et issus de l'exploitation de salles, où ils ont appris à connaître les goûts du public populaire, rêvent de l'imiter. Ils ont pour noms Zukor, Laemmle, Lasky, Fox…

Ces producteurs sont convaincus que le cinéma peut être plus qu'un divertissement sans grande substance. Ils s'attachent de célèbres vedettes du théâtre, achètent les droits de prestigieuses pièces de Broadway et se lancent dans les longs-métrages. « *Famous Players in Famous Plays* » devient le slogan d'Adolph Zukor, le premier à miser sur la présence de vedettes au générique de ses films.

GETTY IMAGES

Le « self-made-man »
Walt Disney, qui fonda en 1923 sa compagnie, devint l'un des producteurs de cinéma les plus célèbres du monde (photo de 1935). Il fut aussi un pionnier des produits dérivés en créant le premier « parc à thèmes » en 1955.

Avec le développement des longs-métrages à gros budget, les équipes s'étoffent, les costumes et décors se sophistiquent. Le coût moyen d'un film passe de 1 500 dollars en 1910 à 60 000 dollars en 1920. Dès 1917, les studios doivent faire appel à des financiers extérieurs : distributeurs, riches particuliers ou banques. En 1919, la Paramount, issue en 1916 de la fusion des sociétés de Zukor, Lasky et d'une petite structure appelée Paramount, obtient un prêt de 10 millions de dollars pour acquérir des salles de cinéma.

L'ÂGE D'OR DES PIONNIERS

Pour assurer la diffusion de leurs films, les studios ont intérêt à contrôler les salles de première exclusivité. Un millier d'entre elles, les plus luxueuses, situées pour la plupart dans les grandes villes, comme le Grauman's Chinese Theater à Los Angeles ou le Victoria Theater, premier palace érigé à Harlem, sont bâties ou acquises par les producteurs hollywoodiens en une quinzaine d'années. Elles assurent plus de la moitié des recettes des studios.

Avec le passage au parlant, au début des années 1930, les Américains se ruent au cinéma : en 1930, les huit plus gros studios d'Hollywood cumulent 50 millions de dollars de bénéfices (soit l'équivalent de 650 millions de dollars aujourd'hui) ! Mais ces films nécessitent des investissements massifs, tant pour les tournages que pour l'équipement des salles les coûteux matériels de prise de son et de mixage ralentissent les tournages en extérieur et provoquent l'inflation des budgets de production, et cela en temps de crise économique. Dès 1932, les pertes s'élèvent à 56 millions de dollars. Plusieurs studios doivent passer sous le contrôle de banques et de compagnies d'électricité filiales des groupes Morgan et Rockefeller qui ont investi le secteur. Les financiers sauvent Hollywood de la ruine mais prennent le pouvoir ou se renforcent dans les conseils d'administration à la faveur de nouveaux prêts.

En 1933, plusieurs compagnies comme Warner ou Paramount sont en déficit. Zukor perd le pouvoir opérationnel de sa firme sous la pression d'une filiale de la banque Morgan. C'est à ce prix que la pérennité des studios est assurée. Désormais, saltimbanques et comptables doivent cohabiter. Dès 1934, les studios retrouvent la voie du profit.

Des années 1930 aux années 1950 s'épanouit ce que l'on a appelé le système « classique » des studios hollywoodiens. Il produit aussi bien des films de genre à petit prix que des superproductions destinées au monde entier. Elles sont le meilleur ambassadeur de l'« American Way of Life » : *Autant en emporte le vent* (1939) reste le plus grand succès de l'histoire d'Hollywood en recettes actualisées. Le dessin animé le plus rentable de l'histoire date de cette même époque : *Blanche-Neige et les sept nains* (1937). Huit grands studios se partagent 80 % du marché. Parmi ces firmes, les « majors » disposent des structures de production, de distribution et des circuits d'exploitation : MGM, Paramount, Fox, Warner, RKO représentent 75 % des recettes. Les « little three » : Universal, Columbia, United Artists produisent, elles, des séries B et n'ont pas de salles. Les studios inventent le *block booking* qui impose aux exploitants l'achat de films par >>>

L'AUTEUR

YANNICK DEHÉE est éditeur et directeur de la publication de la revue *Le Temps des médias*. Il a notamment dirigé *Les Producteurs, enjeux financiers, enjeux créatifs* (avec Laurent Creton, Caroline Moine et Sébastien Layerle, Nouveau Monde, 2012).
Cet article est la version revue et mise à jour de « Hollywood : les dessous de l'usine à rêves », *L'Histoire* n° 353.

« Titanic » réalise 600 millions de dollars de recettes aux États-Unis et le double dans le reste du monde

À SAVOIR

LES DIX PLUS GROS SUCCÈS DU CINÉMA AMÉRICAIN EN FRANCE DEPUIS 1945

- **« Titanic »** de James Cameron (1998) : 20,63 millions d'entrées.
- **« Autant en emporte le vent »** de Victor Fleming (1950) : 16,72 millions d'entrées.
- **« Avatar »** de James Cameron (2009) : 14,72 millions d'entrées.
- **« Le Livre de la jungle »** de Wolfgang Reitherman (1968) : 14,70 millions d'entrées.
- **« Les 101 Dalmatiens »** de Walt Disney (1961) : 14,68 millions d'entrées.

ARCHIVES DU 7E ART/PHOTOS12/DR

- **« Les Dix Commandements »** de Cecil B. DeMille (1956) : 14,24 millions d'entrées.
- **« Ben Hur »** de William Wyler (1960) : 13,85 millions d'entrées.
- **« Cendrillon »** de David Lean (1950) : 13,22 millions d'entrées.
- **« Les Aristochats »** de Wolfgang Reitherman (1971) : 12,62 millions d'entrées.
- **« Le Jour le plus long »** de Ken Annakin, Andrew Marton, Bernhard Wicki, Gerd Oswald et Darryl F. Zanuck (1962) : 11,93 millions d'entrées.

Source : CNC, 2011.

>>> lots de 10, dont 6 à 7 séries B voire plus, s'ils ne veulent pas rater le ou les films vedettes du moment.

Les coûts de distribution et de marketing sont peu élevés. Les films sortent d'abord en première exclusivité dans une poignée de salles, puis passent d'un circuit à l'autre. Le même matériel (bobines, affiches…) est donc utilisé jusqu'à l'usure. La publicité dans la presse locale est payée pour l'essentiel par les exploitants. Les acteurs sont sous contrat avec l'un ou l'autre studio et n'ont pas d'agent pour renégocier leur cachet d'un film à l'autre en fonction de l'évolution de leur notoriété. Le système est donc structurellement rentable, à condition que les charges fixes du studio soient maîtrisées. En 1947, le coût de production moyen d'un film de studio est de 732 000 dollars et la recette moyenne en salles de 1,6 million de dollars.

Partout, sans que ses acteurs en aient conscience, le système est déjà miné. Entre 1934 et 1941, chaque grand studio produit chaque année une centaine de films, plus que le marché ne peut absorber. Les films de prestige, qui coûtent entre 1 et 2 millions de dollars, ne rentrent pas tous dans leurs frais. Dans les années 1940, la production doit être réduite d'un tiers environ. Pourtant la fréquentation des salles est forte : en ces années de guerre, les Américains ont besoin de s'informer et de s'évader.

Dans l'après-guerre, plusieurs facteurs viennent contrarier l'apparente hégémonie des studios. Les poursuites du ministère de la Justice pour violation des réglementations antitrusts forcent ceux-ci à se séparer de leurs parcs de salles à partir de 1949 et à cesser le *block booking*. Les années 1950 sont également celles de l'apparition et du développement de la télévision[1]. Les producteurs hollywoodiens sont affolés par cette concurrence. Rares sont ceux qui comprennent que la télévision peut être une alliée : elle a besoin du savoir-faire des studios et peut leur assurer des recettes récurrentes.

La réponse des grands studios à leur perte d'hégémonie est à la fois technologique et géographique. Pour se démarquer du petit écran, ils mettent en chantier des films en écran large, plus spectaculaires, grâce aux procédés Cinemascope ou Vistavision. Ils cherchent également à s'appuyer sur les petits producteurs indépendants, plus créatifs.

L'autre réponse à la crise est la maîtrise des marchés étrangers. Il faut regagner à l'exportation le terrain perdu sur le marché domestique. La mission politique consistant à « américaniser » l'Europe libérée du joug nazi se double d'un intérêt économique vital. La MPEA (Motion Picture Export Association), créée en 1945, est un cartel de studios chargé de distribuer en Europe les films de ses membres, en choisissant les dates de sortie de façon à minimiser la concurrence entre eux. Hollywood impose aussi aux salles européennes la pratique du *block booking* devenue illégale aux États-Unis.

Malgré ces efforts, à la fin des années 1960, les cinq majors ont perdu 200 millions de dollars sur le marché américain. Les films à gros budget ne sont plus en phase avec le public. Les propriétaires des studios, en particulier les banques, ne croient plus en l'avenir du cinéma et préfèrent vendre : Universal est repris par MCA, Paramount par le trust pétrolier Gulf+Western, Warner par Kinney.

Le renouveau du cinéma américain dans les années 1970 est le fait d'une génération à peine sortie des écoles de cinéma : ce sont les films à petit budget d'un Dennis Hopper (*Easy Rider,* 1969) ou d'un Martin Scorsese (*Mean Streets,* 1973) qui redonnent espoir à la profession. De jeunes metteurs en scène nommés Coppola, Lucas, Spielberg tournent avec des acteurs encore inconnus : Robert De Niro, Al Pacino ou encore Jack Nicholson. En quelques années, ils deviennent les nouveaux rois d'Hollywood avec *Le Parrain, Taxi Driver, L'Exorciste* ou *Chinatown.*

Les normes morales traditionnelles sont provisoirement suspendues dans ce cinéma du « Nouvel Hollywood » : violence, sexe, politique (dont la contestation de la guerre du Vietnam) ont désormais droit de cité.

L'un des protégés de Coppola, un certain George Lucas, rallie le « Vieil Hollywood » en mettant sur pied un vaste projet de space opera baptisé *Star Wars* 1977. Un autre, Steven Spielberg, repéré à ses débuts comme une valeur montante du « Nouvel Hollywood », explose de son côté avec *Les Dents de la mer* (1975) et se met au service d'Universal. A eux deux, ces films (diffusés dans le monde entier) changent la donne en réalisant très vite d'énormes recettes.

LE TEMPS DU MARKETING

Hollywood comprend qu'il est possible de gagner beaucoup d'argent très vite avec des sorties massives appuyées par de gros investissements publicitaires. C'est le retour des superproductions à gros budgets publicitaires, capables désormais de susciter de lucratifs produits dérivés : jouets, casquettes, affiches, etc. Le « Nouvel Hollywood » se dilue dans le « Vieil Hollywood » en lui donnant le coup de jeune dont il avait besoin.

Dans les années 1980 et 1990, le marketing devient roi : les studios dépensent 2,55 milliards de dollars en 1999 en budgets publicitaires, ce qui en fait le troisième annonceur du pays. Les services marketing imposent aux réalisateurs des séquences qui pourront ensuite être détachées du film et vendues à un public particulier dans une affiche ou un spot télé de 30 secondes : un acteur dans son emploi favori (George Clooney en gentleman cambrioleur), une bande musicale truffée de chansons à succès *(Forrest Gump),* des animaux préhistoriques…

C'est l'époque du *High concept movie* (film-formule) théorisé par l'universitaire Justin Wyatt, d'après le mot attribué à Steven Spielberg : *« Si quelqu'un peut me vendre une idée de film en moins de 25 mots, ça peut faire un sacré bon film ! »*

Hollywood est entré dans l'ère du recyclage avec la multiplication des suites, les remakes de films classiques et de séries télévisées *(Mission : impossible),* l'adaptation de BD à succès *(Hulk, SpiderMan)* ou les parodies (la série des *Scary Movie*).

Avec l'apparition d'Internet en 1991, une foi aveugle dans les « synergies » entre les médias au sein d'un même groupe se développe. Fox est acquis par Rupert Murdoch en 1985 ; Columbia passe aux mains de Coca-Cola en 1982, pour être revendu à Sony en 1989 ; Paramount est racheté en 1993 par le câblo-opérateur Viacom ; Warner est acquis par l'éditeur de journaux Time en 1990 pour former Time-Warner ; Universal passe aux mains de Matsushita en 1990 avant d'être revendu à Seagram en 1995, puis à Vivendi en 2000, qui lui-même le remettra en vente peu après !

Dans les années 1990, l'international devient central dans la stratégie des studios : *Titanic* réalise 600 millions de dollars de recettes salles aux États-Unis et le double dans le reste du monde. On produit désormais pour les pays sud-américains et pour les Latinos des États-Unis : 400 salles où l'on diffuse des films sous-titrés en espagnol leur sont réservées rien qu'en Californie ; on emploie les stars et réalisateurs du marché asiatique comme Ang Lee, John Woo ou Tsui Hark.

L'animation, par essence universelle, multiplie les séries à succès comme *Toy Story* de Pixar, *Madagascar* de Dreamworks ou *L'Age de glace* de Fox. Dans les années 2000, le fantastique et l'héroïc fantasy se sont révélés des genres particulièrement lucratifs grâce à *Harry Potter* (Warner) ou le *Seigneur des anneaux* (New Line). Mais la course aux effets spéciaux accélère encore l'inflation des budgets, ce qui augmente le risque d'accidents industriels : en 2012 le patron des studios Disney a été débarqué pour cause d'échecs répétés sur des films à gros budget. ■

ARCHIVES DU 7E ART/PHOTOS12/DR

Les accords Blum-Byrnes

Le 28 mai 1946, Léon Blum, ambassadeur extraordinaire de la France, et James F. Byrnes, secrétaire d'État américain au Commerce extérieur, signent à Washington un accord financier qui annule une partie de la dette française envers les États-Unis et accorde à la France d'importantes aides à la reconstruction. Ces accords Blum-Byrnes comportent une clause sur le cinéma particulièrement sévère pour la France. Il est dit qu'*« aucune restriction de quelque nature que ce soit »* ne sera apportée à l'importation de films américains et que *« la projection de ces films ne subira d'autres limitations que celle du contingentement à l'écran »*. Quatre semaines par trimestre seront réservées aux productions hollywoodiennes. Les accords Blum-Byrnes provoquent immédiatement une invasion de films américains qui étouffent tous les autres films aussi bien français qu'étrangers.Quelques monuments, tels le *Jeanne d'Arc* de Victor Fleming ou *Autant en emporte le vent*, qui sont des triomphes incontestables, côtoient des dizaines de films de série B, voire de série Z, tels les cinq numéros des *Deux Nigauds*, qui sortent à Paris entre août 1950 et juillet 1951. Dans ces conditions, la domination n'engendre pas la sympathie. Il est vrai que le but n'était pas tant de se faire aimer que d'être consommé.

D'après **PATRICIA HUBERT-LACOMBE**, « 1946 : le cinéma américain débarque en France », *L'Histoire* n° 46, pp. 96-97.

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. En 1954, plus de 30 millions d'Américains possèdent un poste.

Dans les années 1950, le rock et le rythm and blues vont devenir le symbole du dynamisme américain et enthousiasmer la jeunesse

Le jazz conquiert l'Europe

Avec le cinéma, la musique est un des instruments du *soft power* américain. Tout a commencé avec le jazz dans les années 1920.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Un melting-pot musical
Le groupe Buddy Bolden à la Nouvelle-Orléans en 1900. C'est dans cette ville qu'émergea un nouveau genre musical, le jazz, qui trouvera en Europe ses lettres de noblesse.

Aux États-Unis, la musique est le produit de la société multiculturelle où elle s'est développée. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, comme pour la peinture, les modèles restent européens, mais à partir des années 1890, sous l'influence des divers groupes ethniques, afro-américains en particulier, des formes autochtones populaires apparaissent, ragtime, spirituals et blues. Surtout, c'est à La Nouvelle-Orléans qu'émerge au début du XXe siècle le genre dont l'impact en Europe sera le plus sensible : le jazz. Aux racines blues et gospel se mêlent les tambours et les fanfares des anciens esclaves, les airs d'opéras français et les mélodies irlandaises et espagnoles.
Ce *New Orleans Jazz* ou *Dixieland* (porté à partir de 1915 par Louis Armstrong ou Sidney Bechet), que suit dès la fin des années 1920 le swing de Count Basie et de Duke Ellington, conquiert les grandes villes du pays.
Porté par la réputation un peu trouble du *Jazz Age* et popularisé par les artistes américains expatriés en France – Gertrude Stein, Scott Fitzgerald ou Ernest Hemingway –, la modernité et l'exotisme du jazz séduisent l'Europe. Dans les années 1930, la chanson française y puise un regain d'énergie et d'originalité : Charles Trenet, Ray Ventura et ses Collégiens. Django Reinhardt et Stéphane Grappelli l'infléchissent en jazz manouche et Paris s'entiche de Joséphine Baker. Même la musique classique en sort revivifiée, comme l'attestent les concertos de Maurice Ravel. La Grande-Bretagne, initialement séduite par le dansant boogie-woogie des années 1940, connaîtra à partir des années 1950 un regain d'intérêt pour le style « *trad* » néo-orléanais. Enfin, c'est d'Europe que viendra la reconnaissance officielle, sous la plume d'Hugues Panassié qui fonde une des premières revues consacrées au genre, *Jazz Hot,* en 1935. Aujourd'hui encore, de l'Italie à la Scandinavie, l'Europe reste une terre d'accueil privilégiée pour de nombreux musiciens, tel que Wynton Marsalis à Marciac et son célèbre festival. Certains choisirent même de s'y installer, en particulier les Afro-Américains après 1945, qui y trouvèrent momentanément un climat marginalement plus accueillant et une écoute attentive.
Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la relative aisance économique de la classe ouvrière, l'émergence des « adolescents », l'impatience grandissante des Afro-Américains ayant participé aux combats en Europe suscitent des évolutions spectaculaires qui voient la musique de la jeunesse des classes sociales et ethniques défavorisées devenir la norme de référence, y compris pour les élites. Le rhythm and blues dansant des Afro-Américains accède sous le nom de rock'n'roll au succès international lorsque des musiciens blancs, Elvis Presley en tête, en produisent une variante influencée par la country, le rockabilly. La communauté noire lui préfère la soul profane, aux influences gospel. D'abord condamnées au cours des années 1950 par les franges les plus conservatrices de la société, ces musiques vont devenir le symbole de la puissance et du dynamisme américains et enthousiasmer la jeunesse de l'Europe occidentale (les rares notes qui filtreront de l'autre côté du rideau de fer y galvaniseront la résistance de la jeunesse à la censure communiste). La pop music et le rock qui résultent des fructueux échanges entre Grande-Bretagne et USA et entre musiciens blancs, noirs et latinos, finiront par étendre leur influence à l'ensemble de la planète.

CLAUDE CHASTAGNER, professeur de civilisation américaine à l'université Paul-Valéry, Montpellier-III.

2. La République impériale

Avec la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide, la puissance américaine devient planétaire. La compétition avec l'Union soviétique en est le principal ressort jusqu'aux années 1980.

Guerre froide
Un avion américain survole un navire soviétique le 14 octobre 1962, premier jour de la crise des missiles de Cuba.

AFP

Soldats de la liberté : pourquoi se battent-ils ?

Une mythologie du combattant américain s'est forgée dans la Seconde Guerre mondiale. Elle perdure malgré le désastre du Vietnam et les scandales de l'Irak ou de l'Afghanistan. Quelles furent les motivations réelles de ces hommes partis se battre à des milliers de kilomètres de chez eux ?

Par **Bruno Cabanes**

ADOC-PHOTOS

L'AUTEUR

BRUNO CABANES est professeur associé à Yale, où il enseigne l'histoire sociale et culturelle de la guerre au XXe siècle. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la Première Guerre mondiale et les sorties de guerre à l'époque contemporaine. Son prochain livre, à paraître chez Cambridge University Press, porte sur la redéfinition des droits de l'homme au lendemain de la Grande Guerre.

Aux États-Unis, depuis plus de soixante ans, les combattants de la Seconde Guerre mondiale sont célébrés comme la « plus grande des générations » *(the Greatest Generation*[1]). Commémorée par Stephen Ambrose dans *Band of Brothers* (1992), portée à l'écran par Steven Spielberg et Tom Hanks, leur histoire est vue comme une épopée. Les soldats américains d'Iwo Jima ou des plages de Normandie ne sont jamais de simples soldats, mais les « soldats de la liberté », symboles tout à la fois de la puissance militaire américaine, de son influence mondiale et des valeurs morales qu'ils sont censés incarner. Cette mythologie de la « bonne guerre » *(The Good War)* n'a jamais véritablement déserté l'imaginaire collectif américain.

CORBIS

A la lumière de nouveaux travaux, on comprend mieux cependant quelles furent les motivations exactes des soldats qui se sont battus sur des champs de bataille étrangers, tout au long du XXe siècle. L'histoire militaire des États-Unis se compose de générations successives, qui se construisent à partir du souvenir des précédentes[2]. Dans son récit autobiographique *Né un 4 Juillet* (1976), le militant pacifiste Ron Kovic explique par exemple qu'il s'était engagé au Vietnam pour imiter l'officier de la guerre du Pacifique, incarné par John Wayne dans *The Sands of Iwo Jima* (1949) : un modèle de la masculinité américaine, du dévouement au drapeau et aux camarades de combat. Dans cette succession de générations, un conflit sert en quelque sorte de socle aux expériences de guerre du XXe siècle : l'intervention du corps expéditionnaire américain en Europe à partir de 1917.

La participation des États-Unis à la Première Guerre mondiale représente un tournant dans l'histoire militaire américaine. C'est la première fois depuis la guerre de Sécession que les États-Unis décident de mettre en place une armée de conscription. La précédente tentative s'était heurtée à la défiance naturelle des Américains à l'égard du pouvoir central et soldée par des désertions et des émeutes urbaines d'une grande violence à New York (13-16 juillet 1863).

1917 : NAISSANCE DE LA CONSCRIPTION

Lorsqu'il signe le *Selective Service Act* le 18 mai 1917, le président Wilson rompt avec une tradition nationale plutôt favorable au volontariat – mais il le fait avec prudence, en ménageant la possibilité pour les conscrits d'éviter le service des armes pour des raisons familiales, religieuses (dans le cas des quakers ou des amishs) ou professionnelles. Sur un total de 24 millions d'hommes recensés, 2 800 000 seulement servent dans le service militaire actif et rejoignent les deux millions de volontaires déjà engagés aux côtés des Alliés, souvent à cause de leurs origines qui les lient à la France, la Belgique ou la Grande-Bretagne.

Il faut près de trois mois après la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne (2 avril 1917) pour que les premiers soldats américains débarquent dans les ports français (juin 1917), et plusieurs mois encore pour que les premières troupes, enfin entraînées, participent aux combats. La Grande Guerre des soldats américains est relativement courte. La première grande offensive américaine a lieu à la mi-septembre 1918, dans le saillant de Saint-Mihiel. Même si l'apport de l'armée américaine à la victoire finale est plus modeste que celui des autres Alliés, il ne faut pas négliger son impact psychologique, ni sous-estimer l'importance de la guerre elle-même pour la population américaine[3]. *« We won't come back 'till it's over/ Over there », (« Nous ne rentrerons pas avant que cela soit terminé/ terminé là-bas »)*, dit la célèbre chanson de George M. Cohan, écrite en 1917.

« La bonne guerre »

A gauche, une affiche de 1918 représente un soldat américain sauvant une femme et son enfant de l'attaque d'un « Hun » (l'équivalent de « boche » en français). Ci-dessus, des GI débarquent sur une plage de Normandie le 6 juin 1944 : un épisode qui a contribué à la légende des « soldats de la liberté ».

UNE CULTURE DE GUERRE

Pour la première fois, les soldats américains, désignés sous le surnom de « Sammies » ou « Doughboys », ont le sentiment de mener une croisade civilisatrice, largement inspirée par le souvenir des exactions commises par les troupes allemandes en Belgique et en France du Nord en 1914 et par le naufrage du *Lusitania*, coulé par un sous-marin allemand le 7 mai 1915 avec 128 passagers américains à son bord. *Remember Belgium* (« Souvenez-vous de la Belgique »), dit une affiche favorable à la conscription,

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Américains considèrent que le front du Pacifique est prioritaire par rapport au front européen

tandis qu'une autre, pour les « emprunts de la liberté » *(Liberty bonds)*, représente l'empreinte d'une main, rouge sang, avec cette légende : *« Le Hun, sa marque »*.

Du fait de sa brièveté, la Première Guerre mondiale n'a pas suscité chez les Américains ce sentiment profond de désillusion qui a frappé d'autres peuples. Mais elle a posé les fondements d'une culture de guerre, qui trouve ses prolongements lors de la Seconde Guerre mondiale.

En 1940, le *Selective Training and Service Act* met en place la première conscription en temps de paix de l'histoire des États-Unis, qui recense la population masculine mobilisable et, sur la base d'un tirage au sort, crée un service militaire d'un an pour un maximum de 900 000 hommes. A partir de l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941, le service obligatoire est étendu à la durée de la guerre, et ce sont 10 millions d'hommes qui servent sous les drapeaux : seules les guerres révolutionnaires et la guerre de Sécession avaient entraîné un engagement plus important, proportionnellement à la population américaine de l'époque.

L'opinion publique considère la guerre dans le Pacifique comme prioritaire par rapport à la guerre européenne : la Seconde Guerre mondiale est d'abord une réponse à l'agression par surprise de la base de Pearl Harbor par les Japonais (7 décembre 1941). Les travaux classiques de l'historien américain John Dower ont bien montré que la guerre du Pacifique est essentiellement une guerre raciale, menée contre un adversaire japonais diabolisé – ce qui apparaît nettement dans les films de propagande de Frank Capra, *Why We Fight* (1942-1945[4]). Cette radicalisation de l'image de l'ennemi donne lieu, sur le terrain, à des violences particulières, comme des mutilations d'oreilles et de nez, attestées à de nombreuses reprises par les combattants eux-mêmes[5]. Au mois d'août 1944, le président Roosevelt reçoit par exemple un coupe-papier en os humain, adressé anonymement par un soldat du front Pacifique. Quelques semaines plus tard, le commandement américain est obligé d'interdire officiellement l'importation de ce genre de trophées.

UNE CROISADE DANS LE PACIFIQUE

Deux photographies symbolisent le conflit sur le front japonais. La fraternité d'armes est illustrée par le célèbre cliché des soldats hissant le 23 février 1945 la bannière étoilée sur l'île d'Iwo Jima (la bataille la plus sanglante de l'histoire des marines : plus de 6 000 morts en quelques jours). La photo publiée dans le *Time* du 22 mai 1944 d'une Américaine avec un trophée de guerre (le crâne d'un soldat japonais envoyé par son fiancé) témoigne d'un conflit racial marqué par des atrocités.

TIME & LIFE IMAGES/GETTY IMAGES

JOE ROSENTHAL/CORBIS

LA FIDÉLITÉ D'ARMES AVANT L'IDÉOLOGIE

Le conflit européen, qui s'ouvre à l'été 1943 avec le débarquement en Sicile, est radicalement différent. Une lecture rétrospective a pu donner le sentiment que la guerre avait été conduite pour libérer l'Europe du totalitarisme et en réaction à l'idéologie antisémite du régime nazi. En réalité, la plupart des combattants américains qui débarquent en Italie, en Normandie ou en Provence sont des hommes jeunes, peu politisés. Dans ses *Écrits de guerre,* Antoine de Saint-Exupéry rapporte ses conversations >>>

Les Noirs, des soldats comme les autres ?

L'armée a longtemps traité les Afro-Américains comme des soldats de seconde zone. Elle est aujourd'hui un moyen d'ascension sociale pour les minorités.

> COMBIEN DE SOLDATS ?

L'enrôlement des soldats afro-américains dans l'armée des États-Unis a été croissant au long du XX[e] siècle. Pendant la Première Guerre mondiale, près de 400 000 d'entre eux servirent sous les drapeaux, dont 50 000 en France. Le chiffre passa à près d'un million pendant la Seconde Guerre mondiale (dont la moitié servirent en Europe ou dans le Pacifique), soit 9 % du total des forces armées. La déségrégation de l'armée, en 1948, encouragea de nombreux jeunes Noirs américains à entrer dans l'armée. En outre, la conscription, pendant la guerre du Vietnam, à laquelle les jeunes Américains les plus aisés pouvaient échapper, surreprésenta les couches populaires, et notamment les Afro-Américains. Le pourcentage de soldats noirs (15 % et même 22 % pour les troupes combattantes) dépassa alors nettement celui de la population noire aux États-Unis (10 %).

La « colorisation » de l'armée américaine ne s'est pas démentie depuis : les soldats noirs (17 %) et désormais latinos (15 %) composent un tiers des troupes américaines, surtout dans les échelons inférieurs, moins dans le corps des officiers supérieurs et généraux (6 % des généraux sont noirs). L'armée représente un ascenseur social, permettant le financement d'études universitaires après quelques années de service. La guerre en Irak, très impopulaire parmi les Afro-Américains, a eu pour effet un déclin des engagements, compensé par l'arrivée de soldats latinos pour qui l'armée est un moyen d'obtenir la nationalité américaine.

> ONT-ILS ÉTÉ DISCRIMINÉS ?

Lors de la Première Guerre mondiale, le sénateur du Mississippi James K. Vardaman faisait campagne contre l'envoi de troupes noires en Europe, les jugeant indignes de servir leur pays et susceptibles, à leur retour, de se rebeller. Le recrutement de soldats afro-américains s'opéra bien à partir du printemps 1917, mais ces soldats, par ailleurs moins bien habillés, nourris et entraînés, étaient maintenus à part et étroitement surveillés par leurs officiers blancs. De retour aux États-Unis, plusieurs dizaines d'entre eux furent lynchés par le Ku Klux Klan, parfois en uniforme. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la situation n'évolue guère. Dans les camps d'entraînement, les troupes noires vivent dans des baraquements distincts et ne peuvent fréquenter les mêmes cinémas que les Blancs. Sur le théâtre des opérations, les soldats noirs accèdent rarement à des grades de sous-officiers, et presque jamais à ceux d'officiers. Ils sont d'ailleurs relativement peu nombreux dans les troupes combattantes – à l'exception notable de la 92[e] division d'infanterie en Italie et de la 93[e] division d'infanterie, qui s'était distinguée lors de la seconde bataille de la Marne à l'été 1918 et se bat dans le Pacifique en 1944. D'où le slogan de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) : *« Se battre pour avoir le droit de se battre »*. La justice militaire se montra d'une grande sévérité à l'égard des Afro-Américains : 55 des 70 condamnés à mort de la Seconde Guerre mondiale (surtout pour des meurtres et des viols) furent des soldats noirs, alors qu'ils ne représentaient que 8,5 % de l'armée américaine (comme le montre bien Alice Kaplan dans *L'Interprète,* publié chez Gallimard en 2007). Le 26 juillet 1948, le président Truman mit officiellement fin à la ségrégation dans l'armée, même si, dans les faits, l'inégalité perdura au delà, en particulier dans la marine, plus conservatrice, et dans les rangs supérieurs du commandement.

La plupart des vétérans noirs américains de la guerre du Vietnam conservent un souvenir amer de leur expérience de guerre (racisme des officiers, exposition systématique en première ligne, etc.). Néanmoins, l'armée est considérée par les minorités ethno-raciales comme plus démocratique que d'autres institutions américaines, un point de vue amplifié par la figure populaire du général Colin Powell, premier Noir à accéder au poste de chef d'état-major des armées (1989-1993) et de ministre des Affaires étrangères (2000-2004).

PAP NDIAYE

THE MARINERS' MUSEUM/CORBIS

Un bataillon à part

Le 30 mars 1944, un bataillon d'Afro-Américains s'apprête à embarquer sur un navire commandé par le lieutenant-colonel Albert R. Rogers (le seul Blanc, au centre), qui est fier de raconter que, parmi ses hommes, 105 sont diplômés (dont 15 docteurs).

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. T. Brokaw, *The Greatest Generation*, New York, Random House, 1998.

2. P. S. Kindsvatter, *American Soldiers. Ground Combat in the World Wars, Korea and Vietnam*, University Press of Kansas, 2003.

3. D. M. Kennedy, *Over Here. The First World War and American Society*, Oxford University Press, 1980.

4. J. Dower, *War without Mercy: Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1986.

L'armée américaine a profondément changé. La conscription, supprimée en 1973, est remplacée par le volontariat et le mercenariat

>>> avec des pilotes américains : *« Vous savez pourquoi vous combattez : vous devez sauver votre pays »*, lui disent-ils. *« Mais nous, nous ne sommes pas concernés par vos problèmes en Europe. Notre avenir se joue dans le Pacifique. »*

Une fois engagés sur le terrain, les soldats américains sont moins motivés par un idéal antifasciste que par la fidélité à leurs camarades : c'est l'une des conclusions des nombreuses études menées dans les années 1940 sur le comportement des soldats américains au combat[6].

La loyauté à l'égard du groupe primaire joue incontestablement un rôle important dans l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale. Cela dit, le rôle essentiel de la fraternité d'armes ne doit pas faire oublier que, dans le même temps, l'armée américaine reste profondément divisée par les tensions raciales, qui se font sentir au quotidien sur tous les théâtres d'opérations. Les Afro-Américains restent des soldats de seconde zone qui servent dans des unités distinctes *(cf. p. 35)*.

UNE ARMÉE INÉGALITAIRE

Même si la ségrégation dans l'armée prend fin officiellement en 1948, les citoyens américains restent profondément inégaux face au devoir militaire. Ainsi, quelques années plus tard, pendant la Guerre du Vietnam, les Afro-Américains, 10 % de la population américaine, représentent environ 20 % des morts au combat. Leur accès à des grades supérieurs est à peine supérieur à ce qu'il était en 1944-1945 : ils forment 3 % des officiers au Vietnam (contre 1 % à la fin de la Seconde Guerre mondiale).

De manière plus générale, le service armé s'applique différemment aux jeunes Américains selon leur race, leurs origines sociales et leur niveau d'études. Sur les 26,8 millions d'hommes qui atteignent l'âge de 18 ans (âge de la conscription) pendant la guerre, entre 1964 et 1973, 40 % servent effectivement dans l'armée ; 10 % partiront au Vietnam. La majorité des conscrits ne sont pas partis au Vietnam (beaucoup ont fait leur service sur le territoire américain ou loin des combats : parler d'une « génération Vietnam » est donc abusif) ; en revanche, les conscrits forment bien une part importante des troupes de combat pendant la guerre, aux côtés des militaires professionnels. Comment expliquer ces inégalités sociales ? Essentiellement par le jeu des dispenses ou des reports, qui permettent notamment aux étudiants à plein temps – donc pas à ceux qui doivent travailler parallèlement à leurs études – d'échapper à la guerre. D'autres choisissent de s'exiler au Canada pour échapper à la conscription.

Ceux qui partent effectivement au Vietnam sont surtout des ouvriers[7], provenant des petites villes américaines, de l'Amérique rurale ou de la communauté noire. Ils partent pour un an, ce qu'on appelle le *« Tour of duty »*. Lorsqu'elle conçoit le monument pour les vétérans de la guerre du Vietnam à Washington en 1982, la jeune Maya Lin, 23 ans, étudiante en architecture à Yale, a donc raison de classer les noms des morts et des disparus, non pas par ordre alphabétique, mais par année de service : c'est ce qui constitue la « communauté d'expérience » des combattants au Vietnam – ils furent plus de 8 millions au total.

Les premières semaines sont généralement marquées par une certaine excitation. Comme lors de la guerre de Corée (1950-1953), beaucoup de jeunes recrues ont le sentiment de mener une croisade contre le communisme, considéré comme aussi dangereux que le militarisme japonais de la Seconde Guerre mondiale. Toutefois, l'arrivée des jeunes Américains au Vietnam passe aussi par la découverte d'un environnement naturel hostile. Les bruits inconnus de la jungle, la chaleur humide, une végétation luxuriante où se cache un ennemi invisible mais omniprésent servent de décor à un nouveau type de combat, auquel les troupes américaines sont, initialement du moins, mal préparées. Les mines anti-personnelles avaient été responsables de 3 à 4 % seulement des pertes américaines lors de la Seconde Guerre mondiale et en Corée ; elles sont à l'origine d'un mort sur dix et d'un blessé sur six au Vietnam.

LES SOLDATS PERDUS DU VIETNAM

Pour le psychiatre Jonathan Shay, cette perte de repères entre ce qui est sûr et ce qui est dangereux finit par provoquer une forme d'appréhension fiévreuse[8]. La littérature de guerre et le cinéma ont perpétué le souvenir de combattants paranoïaques, alcooliques ou héroïnomanes. La réalité est sans doute plus complexe. Il est certain cependant que l'environnement dans lequel évoluent les Américains et les stéréotypes racistes hérités de la guerre du Pacifique créent un climat propice à des exactions contre les civils, dont le massacre de My Lai perpétré par des hommes de la Charlie Company (16 mars 1968) est l'exemple le plus connu.

Cet enlisement dans la guerre tend à fragiliser le soutien de la population américaine à son armée. Revenus aux États-Unis en ordre dispersé, classe d'âge par classe d'âge, et non pas collectivement comme à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les vétérans du Vietnam doivent affronter de plus en plus l'hostilité des mouvements pacifistes, la honte des massacres de civils, puis celle de la défaite. C'est alors que la comparaison avec les vétérans de la Seconde Guerre mondiale est la plus cruelle : d'un côté, des combattants accueillis en héros et dotés, avec le GI Bill (1944), de l'un des programmes sociaux les plus généreux de l'histoire américaine, qui leur accorde des prêts immobiliers ou permet aux anciens combattants d'accéder massivement à l'enseignement supérieur à la fin des années 1940 ; de l'autre, des anciens du Vietnam de plus en plus mal considérés, sur lesquels pèsent par ailleurs tous les stéréotypes du combattant psychopathe véhiculés par le cinéma.

DU PROFESSIONNEL AU MERCENAIRE

De nos jours, le « syndrome du Vietnam » représente encore ce que les soldats américains redoutent le plus : une défaite militaire humiliante associée à l'hostilité d'une partie de la population civile. Le parallèle entre le Vietnam et ce qui se passe en Irak et en Afghanistan est souvent invoqué. En fait, les distinctions entre ces conflits sont beaucoup plus fortes que les convergences. Outre le contexte international très différent et le fait que les guerres en Irak et en Afghanistan sont beaucoup moins meurtrières que la guerre du Vietnam, c'est l'armée américaine qui a profondément changé. La conscription, même atténuée par des dispenses, a été supprimée en 1973 et remplacée par le volontariat.

Sociologiquement, l'armée américaine évolue en se féminisant : un soldat de l'armée d'active sur six est désormais une femme. La garde nationale, dont la mission première est de venir en aide à la population américaine en cas de catastrophe naturelle, est également envoyée sur le théâtre des opérations, sans être nécessairement formée pour ses nouvelles missions.

Lors de la guerre en Irak, l'armée des États-Unis s'est appuyée, enfin, sur des milices privées, employées non seulement pour l'intendance ou le transport, mais aussi pour des tâches de maintien de l'ordre – ce qui est nouveau. Leur action est de plus en plus remise en cause – depuis le scandale de la société Blackwater (16 septembre 2007), quand des mercenaires avaient tiré sur la foule, à Bagdad, et provoqué la mort de 17 civils. A l'époque, selon un rapport interne du ministère de la Défense américain, il y aurait eu environ 160 000 contractants privés en Irak, presque autant que le nombre de soldats américains déployés dans le pays.

C'est cette privatisation qui présente le plus de risques à court terme, dans la mesure où elle rompt le lien entre la puissance publique, les valeurs qu'elle défend, et ceux qui agissent en son nom sur le terrain[9]. Les soldats ne partent plus sur les théâtres d'opération pour un an, comme c'était le cas au Vietnam, mais pour deux, voire trois *« Tours of duty »*, au terme desquels ils s'engagent, pour certains, dans ces compagnies privées de sécurité. Incapables de renouer avec la vie civile, ils deviennent les soldats perdus de l'Amérique. ■

LE CAUCHEMAR VIETNAMIEN

Ce conflit a souvent été une expérience traumatisante pour les soldats qui devaient faire face à un type de combat auquel ils étaient mal préparés : lutter contre un ennemi souvent invisible, la menace des mines antipersonnel, etc. Cette photographie d'un poste de secours où les marines blessés étaient soignés avant d'être évacués a été prise en 1966 par le célèbre reporter du magazine *Life* Larry Burrows, mort au Laos en février 1971 dans l'attaque de son hélicoptère.

TIME & LIFE IMAGES-GETTY IMAGES

NOTES

5. Cf. E.B. Sledge, *With the Old Breed at Peleliu and Okinawa*, Oxford University Press, 1990 ou Lindbergh, *Journal de guerre*, 26 juin 1944.

6. Notamment celles de S.L.A. Marshall *(Men against Fire, 1947)* et de Samuel Stouffer (*Studies in Social Psychology in World War II*, 1949), dont la méthodologie est cependant souvent remise en cause, car leurs enquêtes orales reposent sur des échantillons restreints.

7. Cf. C. G. Appy, *Working-Class War : American Combat Soldiers and Vietnam*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1993.

8. Cf. J. Shay, *Achilles in Vietnam. Combat Trauma and the Undoing of Character*, New York : Simon & Schuster, 1994.

9. Cf. R. Maddow, *Drift. The Unmooring of American Military Power*, New York, Crown Publishers, 2012.

À SAVOIR

COMBIEN DE COMBATTANTS ? COMBIEN DE MORTS ?

Première Guerre mondiale
4,7 millions de soldats mobilisés
116 516 morts

Seconde Guerre mondiale
16 millions de soldats mobilisés
405 399 morts

Guerre de Corée
5,7 millions de soldats mobilisés
36 574 morts

Guerre du Vietnam
8,7 millions de soldats mobilisés (3 millions sur le terrain)
58 220 morts

Guerre du Golfe
2 225 000 soldats de métier
383 morts

Guerre d'Irak
Environ 190 000 soldats de métier et 160 000 contractuels (2008)
4 486 morts

Afghanistan
Environ 110 000 soldats de métier et 90 000 contractuels (2011)
Environ 2 000 morts

Le monde selon Roosevelt

Isolationniste de raison jusqu'aux années 1930, Franklin Roosevelt engage toutes les forces des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale. Il décide qu'une fois la paix rétablie les Américains assumeront leurs responsabilités, celles d'une superpuissance.

Par **André Kaspi**

Franklin Roosevelt est un wilsonien réaliste. Woodrow Wilson, président des États-Unis de 1913 à 1921, a été son maître à penser. Rien d'étonnant à cela. Roosevelt entre en politique en 1910. Trois ans plus tard, le voilà promu aux fonctions de secrétaire adjoint à la Marine. Pendant sept ans, il est au cœur de l'action gouvernementale. Il approuve, sans états d'âme, la politique du président : d'abord la neutralité dans le conflit qui oppose l'Angleterre, la France, la Russie, l'Italie d'un côté, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie de l'autre. En avril 1917, les États-Unis entrent en guerre. Roosevelt participe, au premier rang, à la défense nationale. La marine américaine tient un rôle capital. Le secrétaire adjoint traverse l'Atlantique, en septembre 1918, pour voir de près le théâtre des combats et encourager ses compatriotes qui se battent sur le front de l'Ouest. Il applaudit des deux mains les « quatorze points* » de Wilson, le projet d'une Société des Nations (SDN) qui instaurerait la sécurité collective, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La politique étrangère des États-Unis repose sur des valeurs universelles, la primauté du Droit, la Justice, la Liberté. Le Parti démocrate ne s'y trompe pas. Pour les élections présidentielles de 1920, Franklin Roosevelt est candidat à la vice-présidence. Il défend, bec et ongles, le bilan et les idées de Wilson. Mais ce sont les républicains qui l'emportent.

TOPFOTO/ROGER-VIOLLET

La conclusion est évidente. Les Américains referment la parenthèse. Ils ne veulent pas se mêler de trop près des affaires européennes et asiatiques. Ils ne souhaitent pas entrer à la SDN. Ils préfèrent rester à l'écart des intrigues de l'Europe, comme George Washington le leur avait conseillé en 1796. Un politique avisé doit en tenir compte. Roosevelt tire les leçons de l'échec de Wilson. Il ne parle plus guère de sécurité collective. Il ira même jusqu'à dire que la SDN n'est pas faite pour les États-Unis.

UN PRÉSIDENT RÉALISTE

Franklin Roosevelt accède à la présidence le 4 mars 1933. Le pays est plongé dans la tourmente. La crise économique bat son plein depuis quatre ans. Le chômage frappe le quart des Américains en âge de travailler. Dans les villes et les campagnes, le spectacle de la misère suscite le désarroi. Il est urgent que le gouvernement fédéral prenne la situation en mains. C'est le temps du *new deal*. Plus encore qu'auparavant, les États-Unis se replient sur eux-mêmes.

Roosevelt n'ignore rien de ce qui se passe en Europe, qu'il s'agisse des succès du nazisme et du fascisme ou des faiblesses des démocraties. Il n'est pas indifférent, non plus, aux ambitions d'un Japon militariste qui désire dominer la Chine et, peut-être même, l'Asie orientale. Il n'empêche que la reconstruction de l'économie américaine, la sauvegarde de la démocratie aux États-Unis, les formes nouvelles de la solidarité sociale occupent son esprit. Sous le poids des circonstances, Roosevelt oublie le reste du monde.

C'est aussi son intérêt politique. L'air du temps le pousse à devenir un isolationniste de raison. Au Congrès comme dans l'opinion publique, l'intervention américaine dans la Grande Guerre est maintenant condamnée. Elle n'a, dit-on, servi à rien. Quatre millions d'hommes ont été mobilisés. Les ressources du pays ont été réquisitionnées pour porter secours aux Britanniques et aux Français. Wilson a passé cinq mois à Paris pour négocier le traité de Versailles et le pacte de la SDN. Pour quels résultats ? Les idéaux américains ne sont pas respectés. « Les associés » d'hier n'expriment aucune reconnaissance. Ils ne remboursent pas les dettes qu'ils ont contractées pour poursuivre le combat. Non, décidément, il ne faut pas que les États-Unis tombent, une fois de plus, dans le piège.

Le Congrès élève des barrières législatives qui empêcheront les forces malfaisantes d'entraîner le pays dans la tempête. La loi de 1934 interdit au gouvernement fédéral de consentir des prêts aux États qui n'ont pas remboursé leurs dettes. De 1935 à 1937, le Congrès instaure l'embargo des ventes d'armes et « des articles militaires » aux États en guerre. Le 1er mai 1937, la clause « *cash and carry* » permet aux Américains de vendre aux belligérants, à condition qu'ils paient au comptant et viennent embarquer leurs achats dans les ports américains.

Roosevelt n'a pas le choix. L'isolationnisme* ne lui plaît pas. Mais il ne peut pas aller à l'encontre d'une opinion majoritaire. « *C'est une chose terrible, dit-il, de regarder derrière son épaule quand on essaye de gouverner et de s'apercevoir que personne ne vous suit.* » Bien sûr, comme ses compatriotes, il déteste la guerre. Il le proclame dans ses discours. Tout au plus parvient-il à glisser que les États-Unis ne sont pas isolationnistes, que les Américains tentent seulement d'éviter la guerre. Il lui arrive d'aller un peu plus loin. Le 5 octobre 1937, après que les Japonais ont déclenché les hostilités contre la Chine, il met en garde ses compatriotes : « *L'anarchie internationale détruit les fondements de la paix.* » Les agresseurs doivent être mis « *en quarantaine* […] *afin de protéger la santé de la communauté contre l'extension de la maladie* ». Réactions immédiates des isolationnistes : « *Arrêtez de vous mêler des affaires du monde* », écrit le *Wall Street Journal*. Roosevelt fait machine arrière.

LE SPECTATEUR ENGAGÉ

La guerre éclate en Europe. Surprise parmi les plus endurcis des isolationnistes. Roosevelt, lui, s'y attendait et avait autorisé que Français et Anglais passent des commandes d'armements. D'ailleurs, il encourage ses compatriotes à rester neutres « *en actes* », pas « *en pensées* » comme l'avait dit

DAVID J. & JANICE L. FRENT COLLECTION/CORBIS

« Libérateurs du monde »
Roosevelt et Churchill, accolés aux immenses drapeaux des États-Unis et de la Grande-Bretagne, surplombent des images de la guerre aérienne et navale (affiche de la Seconde Guerre mondiale, sans date).

L'AUTEUR

ANDRÉ KASPI est professeur émérite d'histoire de l'Amérique du Nord à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Il a notamment publié *Les Américains* (2 volumes, Seuil, 2002), *Les Présidents américains. De Washington à Obama* (avec Hélène Harter, Tallandier, 2012) et *Franklin Roosevelt* (rééd. Perrin, « Tempus », 2012).

Roosevelt est convaincu qu'il faut tout faire pour s'entendre avec Staline, « l'oncle Joe », et qu'une amitié est possible avec l'URSS

Wilson en 1914. Roosevelt soutient le camp des démocraties. Il sait que les États-Unis ne pourront pas pratiquer très longtemps la politique de l'autruche. Mais en novembre 1940, il y aura une élection présidentielle. Et, rompant avec la tradition, Roosevelt souhaite être candidat pour la troisième fois. Dans ces circonstances, la prudence s'impose. Une fois encore.

Le choc survient en juin 1940. L'armée française que les Américains croyaient d'une solidité à toute épreuve est battue. La France signe l'armistice. L'Angleterre reste seule face à l'Allemagne nazie et à l'Italie mussolinienne. Il est vrai que les Anglais sont orgueilleux, colonialistes, monarchistes, mais ce sont des cousins, des démocrates, des alliés désormais traditionnels.

Un comité influent demande que l'on vienne d'urgence à l'aide de la Grande-Bretagne. Un autre comité, influent lui aussi, plaide vigoureusement pour le maintien d'une stricte neutralité. Roosevelt préfère de loin, en son for intérieur, le premier au second. Tout au plus accepte-t-il de céder aux Anglais 50 destroyers usagés contre l'établissement de la flotte américaine dans sept bases britanniques aux Antilles et au large de l'Amérique du Sud.

Dans sa campagne électorale, il le rappelle : *« C'est pour la paix que j'ai travaillé ; et c'est pour la paix que je travaillerai le reste de ma vie. »* Il promet même qu'il n'engagera pas les forces américaines *« dans une guerre étrangère »*. Sauf en cas d'attaque ? Peut-être. L'ambiguïté des termes sert le candidat, réélu.

Après les élections, un pas de plus est franchi. Les États-Unis offrent aux Britanniques le prêt-bail, des armes et des munitions qu'ils prêtent jusqu'à la fin du conflit. Voila que les États-Unis deviennent en mars 1941 « le grand arsenal de la démocratie ». Les isolationnistes continuent de batailler avec leurs macarons, leurs badges, leurs placards publicitaires, leurs discours enflammés. Le président avance pas à pas, au rythme que ses compatriotes peuvent accepter. Il rencontre Churchill au large de Terre-Neuve et les deux hommes élaborent la charte de l'Atlantique (du 9 au 12 août 1941). La marine américaine patrouille d'Islande aux Caraïbes.

Lorsque l'Allemagne nazie attaque l'Union soviétique (22 juin 1941), Roosevelt accorde aux Soviétiques le bénéfice du prêt-bail. De plus en plus, il affiche ses positions : priorité à l'Europe, soutien à la Grande-Bretagne. Imagine-t-il que le danger surgira brusquement du côté de l'océan Pacifique ? Que les Japonais ne supporteront pas longtemps l'embargo sur les matières premières ? Toujours est-il que le 7 décembre 1941, le raid japonais sur Pearl Harbor détruit la quasi-totalité de la flotte américaine dans le Pacifique. *« Un jour d'infamie »,* déclare Roosevelt qui ne peut que proclamer l'état de guerre contre le Japon. L'Allemagne annonce, à son tour le 11 décembre, qu'elle entre en guerre contre les États-Unis.

Le spectateur engagé cède la place au belligérant. L'Amérique jette toutes ses forces dans la bataille. La guerre est mondiale. Les derniers isolationnistes ont compris que leur cause est perdue. Après des années de frustrations, d'hésitations, de demi-mesures, Franklin Roosevelt devient un chef de guerre. Libre à lui maintenant d'imaginer ce que sera le monde, une fois que les démocraties et l'Union soviétique auront remporté la victoire.

Ce qui ne signifie pas qu'il puisse tout faire et tout décider. La vie politique aux États-Unis continue. Le Congrès exerce ses compétences. Il est renouvelé en 1942 comme en 1944. Le président lui-même brigue un quatrième mandat, alors que la bataille fait rage en Normandie et dans le Pacifique. La machine économique ressemble à un rouleau compresseur. Elle produit les armements, les matériels, les denrées alimentaires qui soutiennent les Alliés, y compris les Soviétiques. Une quinzaine de millions d'hommes ont été mobilisés et combattront en Europe comme en Asie. L'Amérique est devenue une superpuissance. Et Roosevelt élabore une grande stratégie. Il est enfin, pour l'essentiel, le maître du jeu.

AVANT TOUT, GAGNER LA GUERRE

La priorité des priorités, l'objectif primordial, c'est de gagner la guerre. Quand la paix sera rétablie, les Américains assumeront leurs responsabilités, celles d'une superpuissance. La France, vaincue en 1940, ne retrouvera pas son rang. Le Japon et l'Allemagne seront reconstruits « à l'américaine ». La Chine occupera sans doute une place plus importante que celle qu'on lui attribue. Restent deux alliés avec lesquels il faut compter.

La Grande-Bretagne de Winston Churchill est l'alliée privilégiée. Sans elle, pas d'après-guerre solide. L'Europe ne peut pas reprendre vie sans que les Britanniques y tiennent la place principale, d'autant que les États-Unis ne manqueront pas, une fois la victoire acquise, de rapatrier leurs forces militaires. Il n'est pas question, pourtant, de tout accepter. Le colonialisme, Roosevelt ne le supporte pas. L'Empire britannique disparaîtra, un jour ou l'autre, même si Churchill en défend l'existence avec l'énergie du désespoir. Pour Washington, la Grande-Bretagne est un faux troisième Grand.

Et l'Union soviétique ? Roosevelt n'éprouve aucune sympathie pour le régime stalinien – du moins jusqu'en 1942. Il constate, toutefois, que l'Armée rouge est indispensable pour défaire les armées hitlériennes. Il croit surtout que Staline évoluera. *« L'oncle Joe »,* comme il l'appelle familièrement, sera sensible à l'amitié du président des États-Unis. Oui, une amitié naîtra entre les deux superpuissances. Les Russes ne domineront pas l'Europe. Il faut leur faire confiance. D'ailleurs, les États-Unis n'ont pas le choix. Ils doivent s'entendre avec l'URSS pour que l'après-guerre ne devienne pas une autre avant-guerre. L'opinion américaine est encore plus optimiste. Mal informée, cédant à un optimisme béat, elle croit que les Soviétiques ont construit le paradis sur terre. La lune de miel durera jusqu'à la fin du conflit. Roosevelt, lui, déchante beaucoup plus tôt.

Il ne ménage pas sa peine pour éviter les conflits. Il veut rencontrer Staline. C'est pourquoi il se rend en novembre 1943 à Téhéran en compagnie de Churchill. Un voyage difficile en temps de guerre, encore plus difficile quand on garde à l'esprit le handicap physique de Roosevelt. Plus impressionnant encore, plus épuisant aussi, le déplacement qui le conduit en février 1945 jusqu'à Yalta en Crimée. Roosevelt a parcouru 12 000 kilomètres en douze jours, pris l'avion, le bateau, l'automobile. A 63 ans, alors qu'il s'affaiblit de jour en jour, il a voulu aller au devant de Staline pour que l'après-guerre soit pacifique, pour que l'Union soviétique et les États-Unis resserrent leur alliance.

A Yalta, du 4 au 11 février 1945, il obtient que l'URSS signe une Déclaration sur l'Europe libérée. Les frontières de la Pologne seront déplacées vers l'ouest, au bénéfice de l'URSS, mais en principe des élections libres détermineront le régime politique. L'URSS adhérera à l'Organisation des Nations unies, cette formule nouvelle de la Société des Nations. En contrepartie, elle obtiendra deux autres sièges (pour la Biélorussie et l'Ukraine) dans l'assemblée générale. Ses troupes combattront les Japonais, trois mois après la capitulation des armées allemandes. Les États baltes ne recouvreront pas leur indépendance. L'Allemagne sera divisée en zones d'occupation – quatre zones, puisque la France occupera une zone prise sur les deux zones anglo-américaines.

L'Armée rouge est alors à 60 kilomètres de Berlin et a libéré la quasi-totalité de l'Europe centrale et orientale. Roosevelt sait ce qu'il fait. Il fait ce qu'il peut, compte tenu de la situation militaire en Europe et en Extrême-Orient. Une fois de plus, le disciple de Wilson ne manque pas de réalisme.

A son retour aux États-Unis, Roosevelt a bien compris que l'entente avec l'URSS est très fragile. Il nourrit peu d'illusions. Staline ne cédera rien en Europe et tâchera d'établir un glacis stratégique aux dépens de la démocratie. L'après-guerre n'instaurera pas la paix éternelle et universelle. Comment résister aux ambitions de l'Union soviétique ? Peut-être l'arme atomique, que les Américains sont sur le point de tester, fera-t-elle peur et servira-t-elle paradoxalement à construire un monde apaisé. Quoi qu'il en soit, de Pearl Harbor à Alamogordo[1], Roosevelt a fait franchir à son pays une incommensurable distance. Il n'a pas évité la guerre froide*. Le pouvait-il ? ■

LES DEUX GRANDS À YALTA

A Yalta, du 4 au 11 février 1945, Roosevelt et Staline se rencontrent pour la deuxième fois, avec Churchill. Les Alliés s'entendent sur les frontières de l'Europe libérée : la frontière de la Pologne est déplacée au profit de l'URSS, qui conservera les États baltes, l'Allemagne sera divisée en quatre zones d'occupation. L'URSS adhérera à l'ONU. Contrairement à la légende, ce n'est pas le partage du monde. Ni la soumission de Roosevelt à la volonté de Staline, si l'on se souvient que l'Armée rouge se trouve alors à 60 km de Berlin.

AKG

Auschwitz : que savait-il ?

Depuis la parution du livre d'Arthur Morse, *Pendant que six millions de Juifs mouraient* (1967), le débat sur ce que savait F. D. Roosevelt, sur son absence de politique spécifique pour tenter de sauver les Juifs d'Europe n'a pas cessé, certains allant jusqu'à l'accuser d'avoir, par antisémitisme, laissé volontairement détruire les Juifs d'Europe et d'avoir voulu masquer ce crime par l'organisation du procès de Nuremberg. Les archives mises au jour ces dernières années confirment que des informations fiables parvinrent jusqu'au président des États-Unis. Le désormais fameux télégramme de Riegner, le représentant à Genève du Congrès juif mondial, en août 1942, fait état d'un « plan » mis en œuvre pour assassiner la totalité des Juifs d'Europe. Ceux qui cherchent à comprendre mettent en avant la difficulté d'agir dans le contexte de la guerre totale, le risque, en dénonçant le génocide, de donner raison à la propagande allemande qui martèle que la guerre est celle des Juifs américains et soviétiques coalisés pour détruire l'Allemagne, la difficulté de saisir, dans des pays où les Juifs sont des citoyens nationaux comme les autres, qu'ils soient ainsi désignés comme un peuple à détruire. Et enfin la conviction de Roosevelt que, une fois la guerre gagnée, les Juifs seront sauvés. La destruction des Juifs d'Europe est désormais au centre de notre mémoire de la guerre. Elle ne fut pas perçue ainsi pendant le conflit et les années qui le suivirent.

ANNETTE WIEVIORKA

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. Le premier essai nucléaire eut lieu à Alamogordo, le 16 juillet 1945.

Le coup de génie du général Marshall !

A coups de milliards de dollars, le plan Marshall, l'acte « le plus désintéressé de l'histoire » selon Churchill, a permis aux Américains de s'investir durablement dans les affaires du Vieux Continent et a ramené la prospérité dans l'Europe de l'Ouest en ruines. De part et d'autre de l'Atlantique, les réticences étaient pourtant grandes.

par **Pierre Melandri**

L'AUTEUR

PIERRE MELANDRI est spécialiste des relations internationales et de l'histoire des États-Unis. Il est professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris. Il a notamment publié *Histoire des États-Unis contemporains* (André Versaille, 2008). Cet article est la version revue et mise à jour de « Bienvenue, M. Marshall ! », *L'Histoire* n° 151, pp. 20-25.

« *La vérité, c'est que les besoins de l'Europe pour les trois ou quatre prochaines années en nourriture ou autres produits essentiels en provenance de l'étranger – notamment des États-Unis – sont si supérieurs à sa capacité actuelle de financement qu'elle doit recevoir une assistance supplémentaire substantielle ou faire face à une détérioration économique, sociale et politique d'une extrême gravité.* » Dans son célèbre discours du 5 juin 1947 à Harvard, George C. Marshall, secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) américain depuis le mois de janvier, résume parfaitement le but du plan* auquel son nom est demeuré attaché : sauver un ordre international conforme aux intérêts des États-Unis.

Aussi les Américains cherchent à appliquer au monde les méthodes auxquelles ils attribuent leur prospérité. Discernant dans un vaste marché national une des clés de leur succès, ils comptent sur l'abolition des discriminations douanières pour réaliser à l'échelle de la planète cette division optimale du travail qui accroît la productivité. Voyant dans l'initiative privée le meilleur gage d'efficacité, ils sont décidés à la protéger des nationalisations. Mais comprenant aussi, *New Deal* oblige, l'intérêt d'un interventionnisme tempéré, ils financent la création d'organisations internationales afin d'atténuer les fluctuations économiques trop brutales.

Tandis qu'une Organisation des Nations unies (ONU) est mise en place pour gérer la paix, de nouvelles institutions sont chargées d'assurer le rétablissement de la prospérité : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le Fonds monétaire international (FMI) et une Organisation internationale du commerce qui ne verra pas le jour mais aboutira en 1947 au General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Pour les États-Unis, ce système est le plus favorable qui se puisse imaginer. Il institutionnalise leur *leadership* économique tandis >>>

BRIDGEMAN-GIRAUDON

GEORGE C. MARSHALL (1880-1959)

Né en Pennsylvanie, il fait ses premières armes aux Philippines, puis combat sous les ordres du général Pershing en France lors de la Première Guerre mondiale. En septembre 1939, il est nommé chef d'état-major de l'armée américaine et s'impose comme le principal conseiller stratégique du président Roosevelt. De 1947 à 1949, il exerce les fonctions de secrétaire d'État et œuvre à la reconstruction de l'Europe. Il reçoit le Prix Nobel de la paix en 1953.

Solidarité transatlantique
Dans le cadre du plan Marshall, le 10 septembre 1948, 123 tonnes de produits de première nécessité (savons, nourriture, etc.) en provenance de la ville de Columbia arrivent à Berck-sur-Mer, sinistrée par la guerre.

KEYSTONE/GAMMA-RAPHO

L'URSS est avertie : « Tout gouvernement qui manœuvrera pour bloquer la reconstruction des autres pays ne peut attendre d'aide »

>>> que leur statut plus modeste de « *primus inter pares* » au Conseil de sécurité des Nations unies limite le coût de leurs nouvelles responsabilités. Cette illusion est de courte durée. Dès 1946, les échanges d'invectives à l'ONU et le comportement de l'Union soviétique en Europe centrale montrent à quel point l'ouverture des frontières et la sécurité collective sont de vains espoirs. Surtout, la menace communiste en Grèce et le discours de Truman du 12 mars 1947 font basculer le monde dans la guerre froide*.

Mais il existe un danger moins apparent : la désintégration économique de l'Europe occidentale que les communistes n'hésiteraient sans doute pas à exploiter. Avec ses ports, ses cours d'eau, ses voies ferrées bloqués par la glace et la neige, l'Angleterre connaît une pénurie de charbon qui paralyse son activité. La France s'inquiète de l'insuffisance de la prochaine moisson. Quant aux zones occidentales de l'Allemagne, elles sont plongées dans la désolation.

Avant la fin de l'année 1947, nombre de pays européens auront épuisé leurs derniers dollars* et ne pourront plus payer ni les produits de première nécessité ni les biens d'équipement que seuls les États-Unis sont en mesure de leur livrer. Ce *dollar gap* (« pénurie de dollars ») est une menace pour l'expérience américaine.

Dès le 5 mars 1947, William Clayton, le sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques, juge urgent d'assister les pays menacés par l'expansionnisme communiste. Le 8 mai, le sous-secrétaire d'État Dean Acheson évoque en public les graves difficultés auxquelles l'Europe est confrontée et laisse entendre qu'un effort particulier va être demandé au Congrès. A cette date, George Marshall a déjà décidé le lancement d'un plan d'aide au Vieux Continent : les Américains doivent renoncer à une reconstruction « pays par pays », au profit d'une aide globale. Cette approche permet en outre d'envisager le relèvement de l'économie de l'Allemagne, donc de neutraliser la résistance de pays – comme la France – hostiles à son redressement.

15 % DU BUDGET DES ÉTATS-UNIS !

C'est dans l'avion qui le ramène de Moscou que Marshall a pris sa décision, après l'échec de la conférence des quatre ministres des Affaires étrangères alliés (du 10 mars au 24 avril 1947). Le 5 juin, il est en mesure d'annoncer une initiative d'une immense portée.

A Harvard, le secrétaire d'État affirme que, si la « face visible » des ravages de la guerre a été correctement estimée, leurs retombées invisibles – la dislocation de toute l'économie européenne – n'ont pas été suffisamment mesurées. Le cercle vicieux doit être brisé : « *Il est logique que les États-Unis fassent tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer au retour de conditions économiques normalement saines dans le monde, sans lesquelles il ne peut y avoir de stabilité politique ni de paix assurées.* […] *L'initiative, je le pense, doit venir d'Europe. Le programme devra être un programme commun, accepté par un certain nombre, sinon par la totalité des nations européennes.* » Si l'Union soviétique n'est pas écartée, l'avertissement est clair : « *Tout gouvernement qui manœuvrera pour bloquer la reconstruction des autres pays, ne peut attendre d'aide* [des États-Unis]. »

Il faut sauver l'économie allemande
En 1950, l'aide Marshall finance un chantier de reconstruction, dans le cadre d'un programme pour les sans-abri de Berlin-Ouest.

AKG

Très vite, les ministres des Affaires étrangères britannique et français se concertent et, bientôt, invitent leur collègue soviétique. Une grande conférence de tous les pays intéressés est convoquée le 12 juillet 1947. Mais à cette date, l'Union soviétique a déjà refusé de participer au projet qui l'aurait contrainte à informer – par la fourniture de statistiques précises sur sa situation économique – les Occidentaux de ses difficultés et aurait entamé son autorité sur son glacis de sécurité. Cette dernière inquiétude explique probablement l'interdiction faite par Moscou aux gouvernements tchécoslovaque et polonais d'accepter le plan.

Dès juillet 1947, les négociations pour le lancement du plan commencent entre les Européens de l'Ouest et les Américains[1]. Durant l'été, un Comité de coopération économique européenne établit une estimation des besoins des pays concernés – les diplomates américains s'assurant que l'aide demandée (ramenée à 19 milliards de dollars) n'est pas a priori inacceptable pour le Congrès. Convaincre ce dernier est un objectif clé. Il s'agit de rallier les élus à une aide équivalente à 15 % du budget des États-Unis ! Fin 1947, les actions subversives des partis communistes européens l'incitent à s'incliner. En février 1948, le « coup de Prague » apporte un appui décisif au plan Marshall, alors contesté à gauche par l'ancien vice-président Henry Wallace qui croit y voir un « *plan martial* », et à droite par le sénateur républicain Robert Taft qui y discerne une « *Tennessee Valley Authority européenne* » (en référence au New Deal[2]).

Le 3 avril 1948, le président Harry Truman signe enfin la loi qui lance le Plan de reconstruction européenne (European Recovery Program). Les pays assistés doivent signer une convention collective qui institue l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). Par ailleurs, chaque pays bénéficiaire doit conclure avec les États-Unis un accord bilatéral par lequel il s'engage à utiliser au mieux les ressources à sa disposition, à stabiliser sa monnaie, à coopérer avec les autres participants pour libérer les échanges commerciaux, à ouvrir aux Américains l'accès à ses ressources naturelles, enfin à accueillir une mission de l'Economic Cooperation Administration (ECA), l'agence chargée de la gestion du plan.

Pour s'assurer que leurs objectifs ne seront pas oubliés, les Américains se sont dotés de plusieurs leviers. Le Congrès s'est réservé le droit de voter les crédits chaque année. L'ECA, elle, pourra approuver ou non les listes d'achats qui lui seront présentées. Surtout, seules ses missions nationales peuvent débloquer pour des objectifs qu'elles ont approuvés, des fonds en devises locales que les États bénéficiaires devront déposer à hauteur des dollars qui leur ont été attribués.

ACCEPTER L'INGÉRENCE DE WASHINGTON

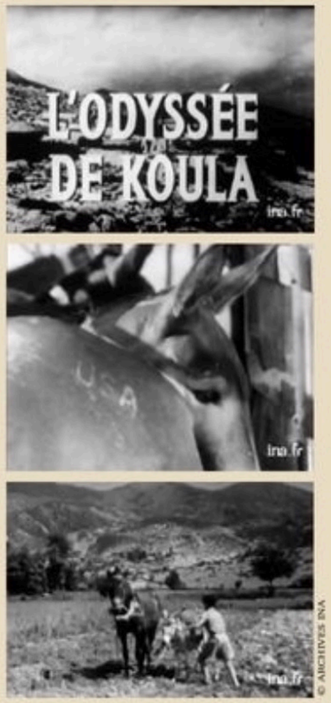
Les Européens ont été stupéfaits par la méticulosité de ces contrôles. Tout le dispositif assure à Washington une capacité d'ingérence difficile à contester. Les Anglais ne cachent pas leur hostilité à une intégration économique poussée, qu'ils considèrent comme une menace pour leur souveraineté. Les Français s'indignent du traitement privilégié dont les Allemands leur paraissent bénéficier, s'inquiètent des efforts des États-Unis pour se gagner la sympathie des territoires d'outre-mer et se plaignent des pressions que l'ECA exerce en faveur d'une refonte de leur fiscalité dans le sens d'une plus grande équité.

Pourtant, la pression américaine est en général assez bien tolérée. En outre, l'« hégémonie » de l'Amérique apparaît aux Européens comme un prix peu élevé au regard des avantages qu'ils en retirent : le plan Marshall atténue les sacrifices, autrement peut-être insupportables, exigés par une >>>

300 films pour vendre le plan

C'est en 2003, au moment des débats houleux sur la reconstruction de l'Irak après la guerre menée par les États-Unis, que la productrice américaine Sandra Schulberg, professeur de cinéma à Columbia University, commença à s'intéresser au travail de son père. Stuart Schulberg avait été nommé, de 1950 à 1952, chef de la section cinématographique du plan Marshall à Paris. Il venait alors de travailler sous la direction de John Ford pour rassembler les documents cinématographiques du IIIe Reich présentés au procès de Nuremberg. Près de 300 films (documentaires ou fictions) furent produits dans les 18 pays concernés par le plan de reconstruction de l'Europe d'après-guerre. Les films étaient réalisés sous la direction de Stuart Schulberg par des équipes de chaque pays et souvent traduits en plusieurs langues. Le cinéma tenait un rôle clé dans la vaste campagne de communication pour convaincre les populations du bien-fondé des valeurs démocratiques et du libre marché. Chacun mettait l'accent sur un programme particulier du plan et sur la nécessaire coopération européenne. On peut citer *Renaissance agricole*, qui vante les mérites de la traction mécanique (les fameux tracteurs américains), le film scénarisé par Pierre Grimblat, *Les Aventures extraordinaires d'un litre de lait*, contant le parcours qui, de la vache à l'usine (créée grâce au plan), transforme le liquide nourricier en poudre industrielle, ou encore *L'Odyssée de Koula*, où, dans un village grec, un jeune garçon parvient à dompter une mule venue d'Amérique pour les travaux de labour. Les films souvent diffusés en salle avant les longs-métrages, parfois aussi dans les foyers ruraux, visaient tout particulièrement les jeunes. Leur production a permis à toute une génération de réalisateurs ou de monteurs de débuter leur carrière dans une ambiance expérimentale où chacun rivalisait d'inventivité ou d'humour. Pour en savoir plus, voir le site sellingdemocracy.org ou ina.fr où de nombreux films du plan Marshall, jusque-là gardés en France au ministère de l'Agriculture, peuvent être visionnés.

ARIANE MATHIEU



© ARCHIVES INA

Une si charmante propagande
Ces photogrammes proviennent d'un film réalisé par les services de propagande du plan Marshall. Il raconte l'histoire d'un jeune orphelin de guerre grec, Kiriakos, qui parvient à apprivoiser une mule envoyée du Texas par bateau pour aider son grand-père aux travaux des champs.

Avec le recul, le plan Marshall apparaît encore comme l'« une des plus grandes et des plus honorables aventures de l'histoire »

A nous, les petites Havraises !

La présence de l'armée américaine au Havre en 1944-1946 suscita bien des conflits.

Libéré en septembre 1944, Le Havre est devenu à l'été suivant une vaste base militaire, la porte d'accès des soldats américains vers les différents théâtres d'opération européens : plus de 3,5 millions de GI y transitent entre 1944 et 1946, plus que dans aucun autre port au monde. Mais le cas havrais illustre aussi les désordres que cause alors la présence américaine en Europe. Les agressions, en particulier sur les femmes, et les vols sont des réalités quotidiennes, comme en témoigne la rubrique « Faits divers » du *Havre Éclair*.
La ville a été transformée en une gigantesque plateforme d'approvisionnement pour les Alliés, où beaucoup de Havrais trouvent à s'employer, à côté des prisonniers de guerre et hommes de troupe. Par ailleurs, l'armée américaine pousse à la remise en service ou à l'entretien des infrastructures de base comme l'électricité. De leur côté, les organisations de secours américaines fournissent les habitants en nourriture et vêtements.
En 1944, l'armée américaine a construit huit camps au nord de la ville pour loger les GI en attente d'un bateau pour les États-Unis : le plus grand, « Lucky Strike », peut accueillir 58 000 hommes. Toute la ville elle-même est devenue un vaste camp de soldats, et la cohabitation n'est pas toujours simple. Dans la rue, les cafés, et même aux domiciles des civils, les GI n'hésitent pas à faire usage de leurs armes, couteaux et poings. Les habitants du Havre libéré ont le sentiment de vivre un siège : *« Attaqués, dévalisés, écrasés dans la rue, chez soi, voilà le régime de terreur que nous subissons de la part de bandits en uniforme qui occupent notre ville »*, écrit un citoyen furieux au maire Pierre Voisin.
La prostitution, surtout, pose un sérieux problème. Les services vénériens des hôpitaux sont débordés. 85 % de la ville ayant été détruits par les bombardements alliés et allemands, les maisons closes comme le reste, les prostituées échappent à tout contrôle sanitaire. Le maire se plaint dans une lettre au préfet du comportement des GI : *« Des scènes contraires à la décence se déroulent constamment de jour comme de nuit… dans les squares, jardins et promenades et dans les ruines des immeubles sinistrés. »* On a beau mettre les prostituées dans des trains pour Paris, elles descendent au premier arrêt et rejoignent la ville par taxi…
A bout d'arguments, il supplie le colonel Weed, qui dirige les forces américaines sur place, de construire un bordel au nord de la ville. Des tentes seraient dressées à proximité des camps, sous le contrôle de la police militaire et de personnels de santé. L'épidémie de maladies vénériennes pourrait ainsi être jugulée. Et la vie reprendrait son cours en ville. Weed répond qu'il est hors de question que les militaires américains se mêlent d'encadrer la prostitution.
Le travail sexuel des Françaises devait rester invisible.

MARY LOUISE ROBERTS,
professeur d'histoire à l'université Madison du Wisconsin

CORBIS

Glenn Miller en Normandie
Le 28 juillet 1945, des soldats américains sont rassemblés au camp Herbert Tareyton, près du Havre, pour écouter un concert de Glenn Miller.

>>> reconstruction qui mettra, en principe, un terme à cette dépendance provisoire de Washington.

Avec le recul, le plan Marshall semble bien conforme à la description que Dean Acheson en a donnée : *« une des plus grandes et des plus honorables aventures de l'histoire »*. L'objectif premier, la reconstruction de l'Europe occidentale à son niveau d'avant-guerre, a été atteint. Dès 1951, la production industrielle de l'Europe dépasse celle de 1938 d'un bon tiers, de nouvelles technologies (matériels américains de travaux publics, trains de laminage à large bande, etc.) se sont introduites ou généralisées, des méthodes américaines d'organisation du travail se sont diffusées et un programme « de modernisation et d'équipement » mettant l'accent sur cinq secteurs clés (électricité, charbon, acier, transports ferroviaires et matériel agricole), a pu être réalisé à un coût tolérable pour le peuple français.

Le plan a également permis aux Américains d'encourager les centristes et les socialistes qui s'opposaient à l'utopie communiste dans une Europe qui « penchait à gauche ». Il a cherché à renforcer des syndicats tels que Force ouvrière, décidés à collaborer à l'amélioration de la productivité en envoyant par exemple des travailleurs aux États-Unis faire des stages. L'idée étant de projeter sur l'Europe la vision américaine d'une alliance entre patrons et ouvriers pour un accroissement des richesses à partager.

Ensuite, une véritable coopération a été instaurée entre les pays occidentaux. Les Américains ont favorisé une libération des échanges entre les vieilles nations, quitte à tolérer dans un premier temps une discrimination contre leurs propres exportations. Ils ont assuré la suppression progressive des quotas de marchandises intra-européens et le retour des devises à la convertibilité à la fin de l'année 1958. Car les États-Unis poursuivent longtemps leur effort financier : en 1951, dans la foulée de la guerre de Corée, le Congrès vote un important programme d'aide militaire destiné à prendre le relais de subventions qui touchaient alors à leur fin. Enfin et surtout, le plan Marshall a indirectement contribué à la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1951 et ainsi amorcé l'intégration d'une Allemagne reconstruite dans une nouvelle communauté.

Bref, le plan Marshall apparaît comme un mélange de réalisme et de générosité, en même temps que la démonstration de l'efficacité d'un interventionnisme tempéré par les principes de l'économie privée. Les produits des États-Unis ont été durement concurrencés, à partir des années 1960, par ceux des pays qu'ils avaient aidés à se redresser. Mais l'attestation la plus éclatante de la réussite du plan n'est-elle pas l'effondrement du Comecon (ou CAEM – Conseil d'aide économique mutuelle), le système que l'Union soviétique avait cherché à lui opposer en 1949 ? Et, mieux encore, l'espoir si souvent caressé aujourd'hui de tant de pays confrontés à des difficultés de voir quelque nouveau « plan Marshall » les aider à les surmonter ? ■

BERLIN DIME/BRIDGEMAN-GIRAUDON

VERS UNE UNION EUROPÉENNE

Cette affiche de 1950 prône la coopération entre les pays d'Europe. Les États-Unis, avec le plan Marshall, mais aussi grâce à la création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), fondée en 1951, ont posé les bases d'une Europe de l'Ouest réunifiée. En 1957, cela aboutit à la création de la CEE (Communauté économique européenne), qui comprend à l'origine six États membres, dont des anciens belligérants (l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, et les Pays-Bas). La CEE est la première pierre de la fondation de l'Union européenne en 1992.

NOTES
* Cf. lexique, p. 94.
1. Les pays participant à la conférence de Paris sont, outre la France et le Royaume-Uni, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie. Ni l'Espagne ni l'Allemagne n'ont été invitées. Mais lorsqu'en avril 1948 l'Organisation européenne de coopération économique sera créée, les trois commandants en chef des zones d'occupation se joindront aux seize de l'été précédent. Et, le 31 octobre 1949, l'OECE accueille des représentants du nouveau gouvernement de la RFA.
2. La Tennessee Valley Authority fut créée par Roosevelt en 1933 dans le cadre de la relance économique du New Deal. Elle réalisa un vaste programme d'électrification, de développement de l'agriculture et d'industrialisation.

Guerre froide

Un empire pas comme les autres

Après 1945, dans le contexte de la guerre froide, les États-Unis prennent la tête du « monde libre ». Les traités d'alliance, les bases militaires, l'influence politique, la domination économique en font une puissance inégalée dans l'histoire.

Entretien avec Pierre Hassner

Le blocus de Berlin
D'avril 1948 à mai 1949, l'Union soviétique bloque les voies d'accès terrestre à Berlin-Ouest. Les États-Unis et leurs alliés mettent en place un pont aérien pour ravitailler la ville. Cette photographie, prise en août 1948, montre un avion militaire atterrissant à l'aéroport de Tempelhof.

AKG/TONY VACCARO

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se retrouvent à la tête d'un immense réseau d'alliances qui s'étend sur toutes les régions du monde : 450 bases militaires dans 35 pays vers 1950. Est-ce un empire ? Les réponses de Pierre Hassner, l'un des meilleurs spécialistes de la guerre froide*.

L'Histoire : Parmi les adversaires de la puissance américaine, l'accusation d'impérialisme* a été courante. Peut-on parler d'empire pour désigner l'immense sphère d'influence américaine après 1945 ?

Pierre Hassner : On a parlé d'« empire par inadvertance », de « superpuissance réticente », d'« empire par invitation » (et c'est vrai que ce sont les Anglais qui ont eu l'idée de l'OTAN*, la force armée du pacte de l'Atlantique Nord). Ce sont l'effondrement de l'Europe puis la guerre froide qui expliquent la formation de cet « empire par invitation ».

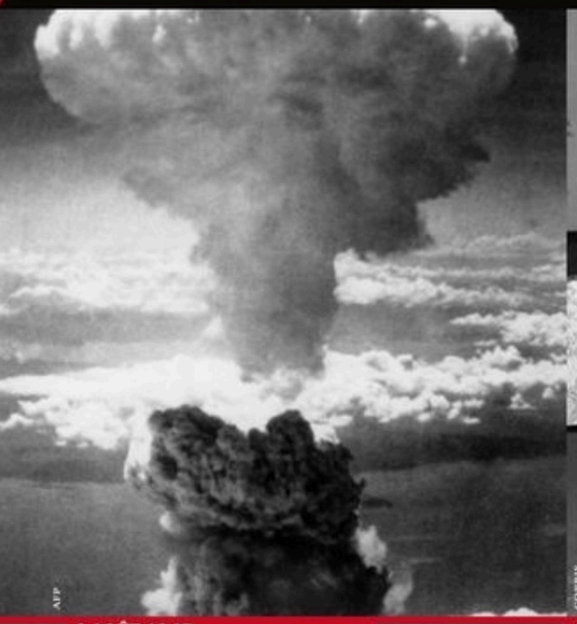
Les Américains se voient en défenseurs du monde libre. Il y a là évidemment une part d'hypocrisie. Car il existe bien des rapports de domination, de nature politique, militaire et économique. Quand Truman déclare en mars 1947 que les États-Unis sont pour la première fois en position d'établir la paix dans le monde, il parle de la liberté de pensée, de la liberté politique mais aussi de la liberté du commerce : on retrouve là leur intérêt économique et l'*« open door policy »* (politique de la porte ouverte) de la fin du XIXe siècle.

Il faut certainement distinguer selon les régions du monde. Si j'étais latino-américain, je parlerais d'impérialisme et d'oppression américaine. Ayant vécu >>>

L'AUTEUR

PIERRE HASSNER est chercheur associé au Ceri (Fondation nationale des sciences politiques). Né en Roumanie, réfugié en France, il a été l'assistant de Raymond Aron. Il a notamment publié *La Violence et la Paix*. T. I, *De la bombe atomique au nettoyage ethnique* (Esprit, 1995, rééd. revue et augmentée, Seuil, « Points », 2000) ; t. II, *La Terreur et l'Empire* (Seuil, 2006).

En 1946, le diplomate américain George Kennan écrit un télégramme prophétique, qui prédit que les Soviétiques seront obligés, *« d'ici à une quarantaine d'années »*, de procéder à des bouleversements en profondeur de leur système.


AFP

6 AOÛT 1945

HIROSHIMA

Avec l'explosion des deux bombes atomiques au Japon, les États-Unis accélèrent la fin du conflit et veulent éviter que les Soviétiques ne participent à l'occupation de l'archipel nippon.

CORBIS

SEPTEMBRE 1945

LE PROTECTORAT JAPONAIS

Hirohito est reçu par le général MacArthur à son ambassade à Tokyo. Les États-Unis exercent pendant sept ans un protectorat au Japon, en y menant démocratisation et démilitarisation à marche forcée.

AFP

4 AVRIL 1949

L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Le premier siège du conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en Belgique. Ce traité politico-militaire, impulsé par les États-Unis, doit assurer la défense de l'Occident. La réponse soviétique sera le Pacte de Varsovie en 1955.

ARG.GULLSTEIN BILD

1950-1953

UN FRONT EN CORÉE

Marilyn chante pour les GI. Cette guerre opposa, de juin 1950 à juillet 1953, le Nord communiste, soutenu par la Chine, au Sud appuyé par les États-Unis et leurs alliés.

>>> de l'autre côté, en Europe de l'Est, sous l'oppression nazie et l'oppression soviétique, les États-Unis nous sauvaient ou faisaient barrage.

Pour l'Europe, en tout cas, on ne peut pas parler d'un impérialisme « classique » : les États-Unis donnaient le plan Marshall* à condition que les Européens coopèrent entre eux. C'est le contraire du « diviser pour régner » de l'impérialisme classique. L'Europe était vraiment à part : l'Alliance atlantique, nouée en 1949, la communauté atlantique, cela signifiait quelque chose.

Parlons d'un impérialisme éclairé, d'inspiration libérale, dans la mesure où il servait à la fois les intérêts américains et ceux des Européens, qui émergeaient des décombres de la guerre. N'oublions pas qu'en 1954 les Américains tenaient si fort à la coopération des Européens entre eux et étaient si attachés à voir se renforcer leur puissance militaire que, au moment du débat sur la Communauté européenne de défense (CED), qui allait avorter, les Américains menacent de *« révision déchirante »*, si elle n'est pas ratifiée. Or, si elle l'avait été, la conséquence aurait pourtant été une plus grande indépendance des Européens à l'égard des Américains.

Si impérialisme il y a, il n'est pas de même nature, en tout cas, que celui que Washington pratique à l'égard de l'Amérique latine. Là, on est dans une configuration d'un classicisme impeccable. Au Guatemala ou à Saint-Domingue, les Américains, sous Eisenhower comme sous Kennedy, n'hésitent pas à financer des coups d'État pour renverser des gouvernements légitimes.

La même politique se poursuit au Chili en 1973, sous Nixon, lorsque les États-Unis favorisent la prise de pouvoir par Pinochet. Les Américains se considèrent comme chez eux, dans leur pré carré. La doctrine Monroe* formulée au début du XIXe siècle reste de mise. Pas question que les Européens y trouvent quoi que ce soit à redire et tentent de se mêler des affaires de ce que les États-Unis tiennent pour leur arrière-cour.

En Asie, c'était encore différent, les Américains ont établi des relations bilatérales multiples avec le Japon, avec Taïwan quand la Chine est devenue communiste, avec le Pakistan – l'Inde étant non-alignée. Les différents alliés des États-Unis restaient souvent en mauvais termes entre eux. L'Otase en Asie, le Cento pour le Moyen Orient étaient des organisations passagères et sans intégration, dues à ce qu'on a appelé la « pactomanie » de John Foster Dulles.

En revanche, les relations des États-Unis avec les divers pays (occupation, rééducation, alliance avec le Japon, protection pour la Corée du Sud ou Taïwan, renversement encouragé ou organisé de Sukarno en Indonésie, aux Philippines lutte contre la guérilla révolutionnaire, puis soutien à la démocratie lors du renversement du dictateur Marcos, renversement de Mossadegh par la CIA* en Iran) ont été permanentes, encore que variables.

L' H. : La guerre froide, de ce point de vue, était-elle une « aubaine » ? Jusqu'à la fin, pourtant, Roosevelt semble réticent à la rupture avec Staline ?

P. H. : Roosevelt avait fait le pari de la bonne foi de Staline, *« le plus grand pari de l'histoire »*, comme il l'avait confié à son fils. Mal lui en a pris. Le procès de sa naïveté supposée a été instruit à plusieurs reprises, même si l'on sait qu'il avait conscience des risques d'une trop grande complaisance. Je me souviens que, juste après la guerre, on disait à Bucarest où je me trouvais alors : *« Roosevelt peut tout et ne comprend rien : Churchill comprend tout et ne peut rien ; Staline comprend tout et peut tout. »*

De fait, par rapport à Roosevelt, Churchill a paru très vite beaucoup plus circonspect. Il voulait devancer l'Armée rouge dans les Balkans, alors que les Américains étaient tendus vers leur seul objectif proclamé, la victoire militaire contre l'Allemagne.

L'H. : Sur le totalitarisme stalinien, personne autour de Roosevelt pour le mettre en garde ?

P. H. : Si, des diplomates – Averell Harriman, Georges Kennan – ont fait part de leurs inquiétudes. Mais jusqu'en 1946, l'attitude officielle à Washington reste constante : nous sommes alliés, c'est à nous de nous entendre pour régler les affaires du monde au lendemain de la guerre. Pour autant, des doutes se font jour. Si les Américains ont recours à la bombe, en août 1945, à Hiroshima et Nagasaki, c'est pour accélérer la fin des hostilités mais aussi pour éviter que les Soviétiques ne participent à l'occupation de l'archipel nippon. Car, des deux côtés, on avait admis tacitement le principe que le premier qui occuperait un pays de l'Axe avait la légitimité pour lui.

L'H. : Qu'est-ce qui change avec Truman ?

P. H. : Truman, qui succède à Roosevelt après sa disparition brutale le 12 avril 1945, n'était pas un intellectuel comme Roosevelt, il avait des idées simples mais claires. Il a fait preuve d'une réelle énergie lorsque les Occidentaux commencent à s'alarmer de >>>

NOTE
* Cf. lexique, p. 94.

Après la crise de Cuba, les deux camps comprennent qu'il est vital de maintenir le dialogue et se demandent comment éviter la guerre « par accident ». C'est la naissance du « téléphone rouge », un télétype qui relie directement les deux supergrands.

BETTMANN/CORBIS

3 JUIN 1961

KENNEDY VERSUS KHROUCHTCHEV

A Vienne, lors de leur première rencontre à l'ambassade de Russie. Kennedy déclara que négocier avec Khrouchtchev c'était *« tout donner sans rien recevoir en échange »*.

OCTOBRE 1962

CUBA, LA CRISE DES MISSILES

Un avion espion apporte la preuve qu'il existe à Cuba des sites de lancement de missiles nucléaires (pouvant atteindre le territoire américain) construits par les Soviétiques. La crise atteint alors son paroxysme.

DOMINIQUE BERRETTY/RAPHO-GAMMA

AVRIL 1967

GÉNÉRATION VIETNAM

De jeunes Parisiens brûlent un drapeau américain. La jeunesse du monde entier a manifesté contre la guerre du Vietnam et l'« impérialisme américain ».

RIA NOVOSTI

21 JANVIER 1976

KISSINGER, BREJNEV : « FRÈRES ENNEMIS »

Après 1962, un dialogue régulier s'ouvre entre les deux grands. *« Jamais dans l'histoire on n'a vu deux adversaires négocier en permanence sur les moyens de se détruire réciproquement »*, a résumé Kissinger.

>>> la tournure des événements en Europe de l'Est, au vu des rapports qui leur sont communiqués. Mais s'ils obtiennent de vagues promesses de Staline sur une représentation libérale et démocratique au sein des gouvernements contrôlés par les communistes en Roumanie et en Bulgarie, ils apprennent vite à faire le deuil de leurs illusions.

L'H. : Qui a formulé la doctrine du *« containment* »*, l'endiguement du communisme ?

P. H. : Elle s'élabore au terme d'une réflexion qui fait le constat de la dégradation irréversible des relations entre Occidentaux et Soviétiques. En février 1946, le diplomate américain George Kennan, en poste à Moscou, adresse à Washington un long télégramme où il invente la doctrine de l'endiguement, le *containment*.

Le 5 mars 1946, Churchill, qui n'est plus Premier ministre depuis juillet 1945, prononce à Fulton, dans le Missouri, son fameux discours sur le *« rideau de fer »* qui est en train de s'abattre sur l'Europe. Truman ne se prononce pas publiquement sur ce discours, mais l'approuve entièrement en privé. En octobre 1946, la guerre civile reprend en Grèce entre les communistes et la monarchie restaurée, accroissant la tension. Les Britanniques n'ont de cesse d'alerter les Américains sur la nécessité de les remplacer militairement sur le terrain.

Le 12 mars 1947, Truman prononce au Congrès un discours dans lequel il propose l'aide des États-Unis aux pays qui veulent défendre leur liberté. Une date souvent considérée comme la date de naissance de la guerre froide. En mai, les ministres communistes sont renvoyés en France et en Italie.

En juin 1947, George Kennan, alors chef du Policy Planning Staff, publie dans *Foreign Affairs* un article qui reprend son « long télégramme » de 1946. Un article extraordinairement prophétique, qui prédit que les Soviétiques finiront par être confrontés à leurs contradictions et seront obligés, *« d'ici à une quarantaine d'années »*, de procéder à des bouleversements en profondeur de leur système.

Le 2 juillet, Staline refuse le plan Marshall et impose aux pays de l'Europe de l'Est d'y renoncer. Convoqué au Kremlin, Jan Masaryk, le ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères, qui ne voyait que des avantages à l'aide américaine, a dû s'incliner devant l'oukase de Staline. Parti pour Moscou comme ministre d'un pays libre, il en est revenu, a-t-il reconnu, comme *« ministre d'un pays esclave »*. Il mourra peu après (suicide ou plutôt défenestration). >>>

Le sang froid de J. F. Kennedy

En octobre 1962, un avion espion américain photographie des installations nucléaires placées à Cuba par les Soviétiques, à moins de 200 km de la Floride. Durant 13 jours, du 16 au 28 octobre, le président Kennedy et ses plus proches conseillers se réunissent à la Maison Blanche et envisagent diverses possibilités pour résoudre la crise cubaine, sans risquer la guerre nucléaire. Kennedy enregistre alors ces conversations à l'aide de micros dont il est le seul, à l'exception possible de son frère Bobby, à connaître l'existence. L'historien peut tirer plusieurs enseignements de cette source sans précédent, publiée en 1997 dans *The Kennedy Tapes, Inside the White House During the Cuban Missile Crisis* (Ernest May et Philip D. Zelikow ed., Harvard University Press). Tout d'abord elle permet de saisir le cadre de référence dans lequel les acteurs délibèrent. Il s'agit par exemple de l'importance des références historiques et politiques – les accords de Munich, Pearl Harbor ou la question du mur de Berlin sont constamment évoqués. Un autre apport de ces cassettes est l'affirmation du rôle personnel de JFK dans le processus de règlement de la crise. Le président apparaît en effet très calme, dominant les discussions, faisant la synthèse des arguments, adoptant un point de vue global des conséquences possibles des différentes options envisagées – la négociation, la frappe aérienne, le blocus, l'invasion. Bobby Kennedy, au contraire, apparaît moins sûr de lui que dans les récits rétrospectifs de la crise. Les cassettes montrent comment se délimite le champ des possibles dans une prise de décision politique, comment s'agencent les différents facteurs qui entrent en cause. Bien sûr ces cassettes ont des limites : elles ne révèlent que ce que JFK a bien voulu enregistrer, uniquement ce qui se passe en sa présence et elles n'offrent pas le point de vue soviétique de la crise.

ALEXIA BLIN, doctorante à l'EHESS.

Affaiblie depuis longtemps par un système bloqué, l'Union soviétique s'est épuisée dans une course aux armements qu'elle ne pouvait gagner. L'endiguement du communisme prôné par les Américains a fini par triompher

KEYSTONE/GAMMA-RAPHO

11 SEPTEMBRE 1973

COUP D'ÉTAT AU CHILI

Dernière photographie du président de la République Salvador Allende, peu avant sa mort dans le palais de la Moneda lors du coup d'État dirigé par le général Pinochet, subventionné directement par la CIA.

RUE DES ARCHIVES/BCA

23 MARS 1983

REAGAN ET LA « GUERRE DES ÉTOILES »

Le président américain annonce son projet de défense stratégique : un système capable d'intercepter les missiles dans l'espace en cas d'attaque nucléaire.

>>> Le 25 février 1948, « le coup de Prague » enferme les Tchécoslovaques derrière le rideau de fer. Le blocus de Berlin, entre avril 1948 et mai 1949, les procès staliniens dans les démocraties populaires qui commencent au même moment ajoutent à la tension. Washington avait abandonné Prague, par une logique purement militaire, en 1945. Mais, en Europe, le communisme ne progressera plus.

L'H. : Le *containment* s'accompagne d'une organisation militaire du camp atlantique et d'un bras armé, l'OTAN. Les Américains pensaient-ils devoir faire la guerre ?

P. H. : Ils ont toujours su, au niveau gouvernemental, qu'ils ne prendraient pas l'initiative d'un conflit armé avec l'Union soviétique, mais ils ne se sont jamais bercés d'illusions sur les termes d'une véritable paix tant que l'URSS, pour paraphraser George Kennan, se considérerait *« comme une cause plutôt que comme un pays parmi d'autres »*.

L'OTAN, au moins au début, n'a pas vocation, pour les dirigeants américains, et pour George Kennan en particulier, qui n'avait rien d'un militariste, à s'éterniser. C'est d'abord une idée des Britanniques, notamment de Bevin, le ministre travailliste des Affaires étrangères.

Même Eisenhower, qui est élu en 1952, après une campagne où son futur secrétaire d'État, John Foster Dulles, propose de remplacer le *« containment »* par le *« rollback »* (refoulement) de l'URSS, a cru à une création provisoire permettant le retrait des troupes américaines dans les deux ans. Au contraire, pour les Européens, la présence militaire américaine sur leur territoire représentait une dissuasion irremplaçable. L'isolationnisme demeure une constante dans la mentalité américaine.

Le plan Marshall, lancé le 5 juin 1947, par quoi passerait le redressement de l'Europe, était, aux yeux des Américains, autrement important que leur assistance militaire au Vieux Continent. Ce n'est pas sans mal que les deux secrétaires d'État successifs, le général Marshall et Dean Acheson, ont « vendu » au Congrès l'idée de l'OTAN. Mais, dans leur esprit, ce pacte avait un caractère essentiellement défensif. La formule de Raymond Aron résume bien une situation qui n'aura pas évolué sur les quarante ans qu'a duré la guerre froide : *« paix impossible, guerre improbable »*.

L'H. : Comment comprendre cette formule ?

P. H. : La paix était impossible à cause de l'idéologie soviétique. On pouvait conclure des armistices passagers mais un véritable accord sur les sphères d'influence ne pouvait tenir puisque la manière dont chacun concevait sa sphère d'influence était très différente.

L'H. : Mais la guerre était-elle vraiment improbable ? On l'a pourtant frôlée à plusieurs reprises ?

P. H. : La guerre était improbable à cause de l'arme atomique et de son rôle de dissuasion mais aussi à cause de l'ampleur des destructions de la Seconde Guerre mondiale, surtout en Russie et en Europe.

L'H. : L'arme atomique, les États-Unis sont les seuls à la détenir entre 1945 et 1949 : n'est-ce pas un avantage ?

P. H. : C'est un grand atout diplomatique pour eux. La bombe atomique est pensée comme un facteur d'équilibre puisque les Russes ont une réelle supériorité en matière de troupes terrestres. C'est la bombe américaine qui est censée les empêcher d'envahir l'Europe occidentale.

Quand les Russes ont maîtrisé la bombe A à leur tour, en août 1949, plus tôt que les Américains n'auraient cru, il y a eu une certaine panique. C'est ce qui entraîne la chasse aux espions (l'exécution des Rosenberg en 1953) mais aussi la décision de mettre au point la bombe à hydrogène, la bombe H. Le but est de garder une avance technologique sur les Russes.

Nouvelle panique en 1957 au moment du lancement du Spoutnik. Le Spoutnik n'était pas une arme mais il semblait faire la preuve d'une supériorité des Soviétiques en matière technologique et était accompagné par la première fusée intercontinentale. C'est l'époque où Khrouchtchev clame que les Soviétiques produisent des fusées *« comme des saucisses »*. En 1960, Kennedy fait campagne sur le *« missile gap »*, l'angoisse pour l'Amérique de se voir distancée par l'avancée des Russes en la matière. A-t-il vraiment cru au bluff de Khrouchtchev ?

Les Américains ont su assez vite qu'ils conservaient une réelle avance dans ce domaine mais cette force de dissuasion supérieure était considérée par eux comme indispensable face à la supériorité conventionnelle des Russes.

Au total, la bombe a eu un effet positif. Elle a joué un rôle de dissuasion et de détente*. Après la crise de Cuba, ni Khrouchtchev ni Kennedy ne veulent que cela recommence.

L'H. : A Cuba, en octobre 1962, on a vraiment été au bord de la guerre ?

P. H. : Khrouchtchev s'était aventuré en installant ses missiles à Cuba. Kennedy a assez bien réagi en organisant le blocus de l'île puis par un accord secret il a renoncé à ses missiles en Turquie et les Russes ont accepté de retirer leurs fusées à la grande fureur de Castro. Mais, pendant quelques jours, la publication des documents de la Maison Blanche en apporte la preuve : on a vraiment frôlé la guerre. C'est indubitablement au moment de la crise de Cuba, en 1962, que la guerre froide a atteint son paroxysme.

Curieusement, tous les pays en Occident n'ont pas réagi de la même façon. La France, peut-être parce qu'elle avait davantage confiance dans l'équilibre créé par la menace nucléaire de part et d'autre, n'a pas connu la panique qui a secoué alors l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Mais globalement, à l'Est comme à l'Ouest, on a partagé le sentiment que l'on avait frôlé le point de rupture.

L'H. : La détente découle donc de la crise de Cuba ? C'est une ère nouvelle qui s'ouvre ?

P. H. : Il faut peut-être sortir de la chronologie canonique. En réalité, les phases de tension et de détente ont rythmé toute la période. De la guerre de Corée, entre juin 1950 et 1953, à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques à Noël 1979, du vol du Spoutnik en 1957 à la découverte des missiles soviétiques à Cuba en 1962, les Occidentaux à plusieurs reprises ont pu se sentir pris dans l'étau de la menace soviétique. Mais des moments de détente, il y en eut au cours de ces quarante années, et même avant 1962.

Au lendemain de la mort de Staline en mars 1953, on a pu croire à une décrispation des relations et l'on a même crédité le couple Beria-Malenkov d'une volonté politique dans ce sens pouvant aller jusqu'à un grand accord sur l'Allemagne.

C'est ce qu'on a appelé le « dégel », qui avait des sources soviétiques intérieures – le XX^e^ Congrès du PCUS et le rapport Khrouchtchev sur les crimes de Staline en 1956. Entre-temps, en 1955, un sommet réunit à Genève Eisenhower, Khrouchtchev et Boulganine. Khrouchtchev prône la *« coexistence pacifique* »*. On a parlé un temps de *« l'esprit de Genève »* avant que l'affaire de Suez et l'intervention soviétique à Budapest, toutes deux en novembre 1956, balaient les espoirs soulevés par cette rencontre. Fini le dégel.

Avant l'écrasement du printemps de Prague en 1968, un sommet Brejnev-Johnson était prévu, aussitôt déprogrammé. Fallait-il alors renoncer à poursuivre le dialogue ? Il a repris très vite. Les premiers accords SALT de réduction des armements sont signés en 1972, d'autres suivront puis seront suspendus à la crise suscitée dans les années 1980 par le déploiement des missiles soviétiques SS 20 puis des missiles américains en Europe.

Si la crise de Cuba reste un tournant, c'est qu'à cette date, les deux camps ont compris qu'il était désormais vital pour tous de maintenir le dialogue ouvert. Un autre facteur de la détente est le fait que la crise de Berlin, très forte entre 1958 et 1961, a été apaisée par la

Selon la formule de Kissinger, la détente est l'art de « concilier la réalité de la compétition et l'impératif de la coexistence »

construction du Mur, en août 1961, que les Américains, après avoir protesté, ont de fait acceptée.

Côté américain, on se demande comment faire pour éviter la guerre « par accident ». C'est la naissance du « téléphone rouge », ce télétype qui relie directement les deux dirigeants.

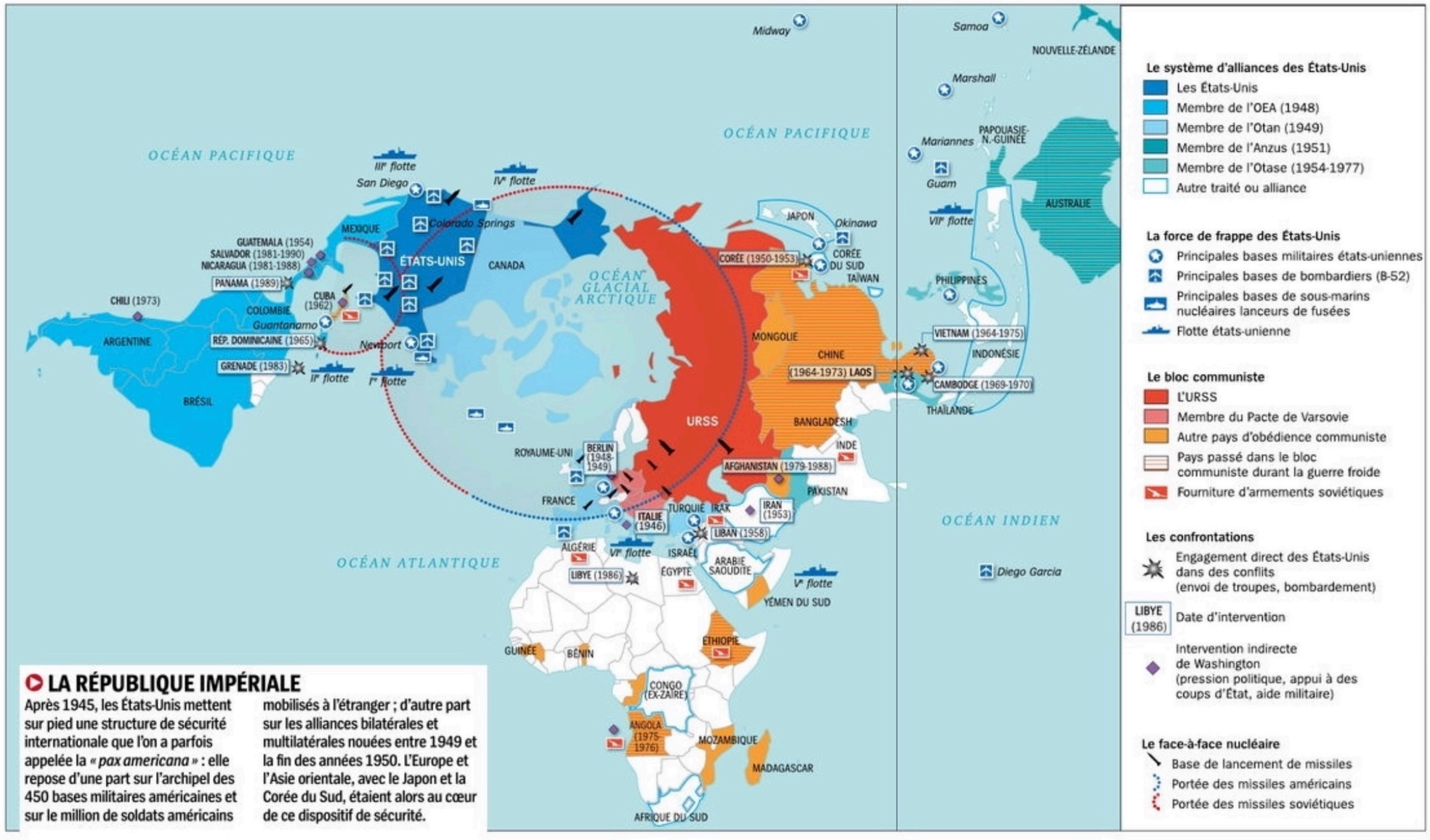
C'est alors que naît l'un des paradoxes de l'âge nucléaire : l'idée que, pour éviter la peur d'être frappé le premier sans riposte possible et la panique qui peut s'ensuivre, il faut ménager une capacité de deuxième frappe. McNamara, le secrétaire d'État à la Défense de Kennedy, déclare qu'il est de l'intérêt des Américains que les Russes la détiennent aussi. C'est l'idée que si chacun des adversaires a des forces de représailles invulnérables, l'agresseur ne peut plus le vaincre ou le détruire sans craindre de subir le même sort en retour et, de son côté, celui qui se croit agressé n'est pas tenté de frapper le premier à partir d'un signal mal interprété (manœuvres, vol de cigognes sur les radars, etc.). Bref, tout doit être fait pour éviter la guerre.

Commencent alors les discussions sur la réduction des armes nucléaires MBFR (Mutually Balanced Force Reduction), puis SALT (Strategic Arms Limitation Talks) en 1972 et START (Strategic Arms Reduction Talks) en 1991. *« Jamais dans l'histoire on n'a a vu deux adversaires négocier en permanence sur les moyens de se détruire réciproquement »*, a résumé Kissinger. Ce dialogue régulier a créé une complicité entre les ennemis, on peut parler de « frères ennemis », qui avaient des intérêts communs partagés, par exemple, la non-prolifération, au détriment de leurs alliés. La diabolisation de l'adversaire diminue après 1962.

L'H. : La détente, pour les Américains, c'est une façon de prolonger la guerre froide par d'autres moyens ?

P. H. : Le pragmatisme l'a emporté. Qu'est-ce que la détente, au fond, selon une formule de Kissinger, sinon la manière de *« concilier la réalité de la compétition et l'impératif de la coexistence » ?* Mais la gestion de la détente par les Américains est unilatérale. Kissinger ne voyait pas d'un très bon œil Willy Brandt, chancelier social-démocrate de RFA à partir de 1969, faire cavalier seul avec ce qu'on a appelé l' *« Ostpolitik »*, politique d'ouverture vers les pays de l'Est,en particulier la RDA.

Un diplomate américain important m'a confié un jour que si >>>



LA RÉPUBLIQUE IMPÉRIALE

Après 1945, les États-Unis mettent sur pied une structure de sécurité internationale que l'on a parfois appelée la *« pax americana »* : elle repose d'une part sur l'archipel des 450 bases militaires américaines et sur le million de soldats américains mobilisés à l'étranger ; d'autre part sur les alliances bilatérales et multilatérales nouées entre 1949 et la fin des années 1950. L'Europe et l'Asie orientale, avec le Japon et la Corée du Sud, étaient alors au cœur de ce dispositif de sécurité.

DANS LE TEXTE

CE QUE DISAIT RAYMOND ARON

« La classe dirigeante des États-Unis n'a pas souhaité l'hégémonie qui lui est échue dès que le potentiel industriel de la République américaine s'est transformé en force militaire. *[...]* On appelle *commitment*, avec une nuance de regret, ce que les impérialistes appelleraient conquête. La diplomatie soviétique a suscité en réaction une volonté de *containment*, l'effort pour arrêter l'expansion du rival, elle n'a pas suscité une volonté de domination, à moins d'employer ce terme pour désigner l'effort pour élargir la zone ouverte aux échanges libres. *[...]* L'absence de paix n'est pas la guerre. La diplomatie totale, la disparition des équilibres partiels, la tendance de l'humanité à un empire universel, même le découpage absurde de l'Allemagne et de l'Europe, excluent la paix traditionnelle, ils n'appellent pas pour demain l'écrasement des villes par les bombes atomiques. La paix est impossible, mais la guerre est provisoirement improbable. »
R. Aron, *Une histoire du xxe siècle*, Plon, 1996, pp. 234-235.

La « théorie des dominos » justifiait la guerre du Vietnam. Si le Vietnam devenait communiste, l'Asie tout entière « serait perdue »

Vietnam, première défaite

L'échec des États-Unis a été perçu dans les années 1970 comme le signe du déclin de l'empire.

HERVÉ GLOAGUEN/RAPHO-GAMMA

La chute de Saigon
Le 30 avril 1975, les chars nord-vietnamiens prennent position autour du palais présidentiel à Saigon, qui deviendra bientôt Ho-Chi-Minh-ville. En Occident, c'est la stupeur : la plus grande armée du monde a été vaincue par des soldats en sandales de caoutchouc.

Lorsque les Accords de Paris entérinent le retrait des GI du Vietnam le 21 janvier 1973, la puissance américaine semble grandement affaiblie et doit faire face à une triple crise.

Il s'agit d'abord d'une défaite militaire. Une supériorité technique et financière incontestable, ainsi 3 millions de soldats américains dont 58 000 ont été tués (pour 2 à 3 millions de victimes vietnamiennes), n'ont pas réussi à venir à bout du Viêt-Cong, qui reconquiert finalement le Sud-Vietnam en 1975. Cette première défaite intervient alors que l'URSS a comblé son retard et arrive à la parité nucléaire. Dès 1969 le président Nixon semble reconnaître le déclin en théorisant ce qui apparaît comme une diminution de l'engagement militaire américain dans le monde : les États-Unis continueront de soutenir leurs alliés, mais ne s'engageront plus directement (doctrine de Guam).

Le déclin est aussi économique. La défaite américaine au Vietnam correspond en effet à une période de crise économique et financière. En août 1971 les États-Unis renoncent au système de Bretton Woods qui faisait du dollar la base du système monétaire international depuis 1944. En octobre 1973, le premier choc pétrolier plonge le bloc de l'Ouest dans une crise économique durable.

Enfin la crise de l'empire est une crise de légitimité. Dès la fin des années 1960, l'opinion publique américaine est de plus en plus sceptique sur les raisons qui ont conduit au « bourbier » vietnamien. Les images de la guerre dans les médias et la révélation d'exactions commises par des soldats américains – tel le massacre des villageois de My Lai dévoilé par le magazine *Life* en 1969 – choquent aussi bien les étudiants qui se révoltent contre la conscription que l'opinion internationale. La légitimité de l'intervention américaine est encore ébranlée en 1971, lorsque le *New York Times* publie les dossiers du Pentagone, des documents émanant du département de la Défense, révélant que le gouvernement américain a délibérément étendu et intensifié la guerre du Vietnam *(cf. Pierre Melandri, p. 76)*. Cette crise, ajoutée à celle du Watergate quelques mois plus tard, semble finir de miner la crédibilité du gouvernement américain et sa capacité à intervenir à l'étranger.Nombreux sont ceux, parmi les élites, qui crient alors, dans les années 1970 et 1980, au déclin de l'empire. Cependant, il apparaît aujourd'hui que cette triple crise n'a pas causé le déclin de la puissance américaine, mais que les discours sur la perte d'influence ont au contraire remobilisé autour du projet impérial. C'est la thèse de Philip Golub dans *Une autre histoire de la puissance américaine (cf. Pour aller plus loin, p. 98)*. Les États-Unis s'attachent en effet, dès les années 1970, à rétablir leur hégémonie, en faisant porter sur leurs alliés le coût de la puissance, et ce dans les deux piliers de l'empire : l'économie et l'armée. Ainsi la suspension du système de Bretton Woods et la doctrine de Guam peuvent apparaître non comme un recul de l'empire, mais comme des décisions unilatérales dont les États-Unis profitent plus qu'ils ne pâtissent. Ces deux mesures, si elles provoquent des crises dans le reste du monde, leur permettent de se concentrer sur leurs intérêts et de ne plus porter seuls le poids de la puissance. Les crises des années 1970 n'ont pas altéré les structures de la puissance américaine, elles ont contribué à modifier le modèle impérial, qui a évolué vers un unilatéralisme croissant. Quant à la crise de légitimité, elle s'éloigne dès les années 1980, avec le reaganisme triomphant, et n'est plus qu'un mauvais souvenir en 1991, lors de l'effondrement de l'Union soviétique.

ALEXIA BLIN, doctorante à l'EHESS.

>>> Dubcek avait réussi en 1968 à imposer en Tchécoslovaquie, lors du Printemps de Prague, le « socialisme à visage humain », les Américains auraient été très embarrassés. Ils n'étaient pas très favorables non plus à la conception gaulliste de la détente ni à la conférence sur la sécurité européenne ouverte à Helsinki en septembre 1973 sur proposition de la Russie, mais que les diplomates européens, en particulier français, ont réussi à réorienter en faveur des droits de l'homme et de la circulation des personnes et des idées : *« la troisième corbeille »*. Dans la mesure où ils n'étaient pas les maîtres d'œuvre de ces négociations, ils ont laissé faire.

L'H. : En pleine détente, la guerre au Vietnam, avec les bombardements américains sur le Nord-Vietnam, à partir de 1966, est-elle vraiment une guerre défensive ?

P. H. : Le *containment* avait été pensé par Kennan pour le continent européen. Dean Acheson, le secrétaire d'État de Truman, pensait qu'il ne pourrait être accepté par le Congrès américain que si on lui donnait un caractère global.

La *« théorie des dominos »* (expression d'Eisenhower) justifiait une guerre défensive aux côtés du Vietnam du Sud. La Chine était devenue communiste en 1949, si le Vietnam le devenait à son tour, l'Asie du Sud serait perdue, puis l'Asie tout entière.

Les Américains avaient une conception défensive de la guerre qu'ils menaient : il n'y a pas eu d'engagement terrestre au Nord-Vietnam et pour eux les bombardements visaient à arrêter l'invasion du Sud par le Nord. Mais la grande erreur était de voir le Vietnam en termes essentiellement militaires. A partir de 1968, Nixon et Kissinger se sont résignés à une victoire du Nord-Vietnam mais ils voulaient partir la tête haute. Kissinger disait : *« Il faut un intervalle décent entre notre départ et l'arrivée des Vietnamiens du Nord. »*

On peut faire le parallèle avec la situation en Afghanistan aujourd'hui, où on retrouve un pouvoir faible et corrompu comme jadis au Sud-Vietnam. Le *containment* était beaucoup plus compliqué en Asie qu'en Europe. Le protecteur ou libérateur y est vite perçu comme l'occupant.

Quoi qu'il en soit, les bombardements américains n'ont pas empêché la visite de Kissinger à Moscou en avril 1972 ni la signature des accords SALT en 1972. Le Vietnam n'a pas troublé la détente.

L'H. : L'échec américain au Vietnam, avec la chute de Saigon, c'est la première guerre perdue par les Américains. Est-ce le début d'un repli ? A la même époque, le communisme progresse aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine. L'endiguement ne fonctionne plus ?

P. H. : La guerre américaine au Vietnam a mobilisé contre elle une génération entière dans le monde. L'image du pays est durablement affectée et aux États-Unis même c'est une des sources de la contre-culture.

Désormais, il ne sera plus question d'envoyer le contingent dans une guerre. Le refus de suivre le conseil du général MacArthur, *« Plus jamais de guerre terrestre sur le continent asiatique après la guerre de Corée »*, et de comprendre que, comme l'avait soutenu Raymond Aron, le problème était militaire en Europe mais politique en Asie, a eu pour conséquence l'échec du *containment* au Vietnam du Sud, le génocide cambodgien, etc.

Ailleurs, des régimes antiaméricains se sont maintenus, comme en Amérique latine (Cuba, Nicaragua). Mais les « dominos » d'Eisenhower ne sont pas tombés en Asie, le Vietnam aujourd'hui s'appuie sur les États-Unis contre la Chine, et, surtout, en Europe, terrain d'origine du *containment*, c'est l'empire soviétique qui s'est effondré.

On a souvent dit de la détente en général qu'elle était un piège tendu par l'Union soviétique. Il faut croire que si piège il y avait, il a fini par se refermer sur elle. Kennedy avait reproché à Khrouchtchev de raisonner en ces termes : *« Ce qui est à moi m'appartient, ce qui est à vous est négociable. »* A bien y réfléchir, c'est l'inverse qui s'est produit.

L'H. : Le *containment* a-t-il gagné ?

P. H. : Au final, oui. Avec une accélération des événements en fin de cycle. Élu en 1981, Ronald Reagan tient un discours très offensif contre *« l'empire du mal »*. En 1983, son projet de *« guerre des étoiles* »* secoue la gérontocratie du Kremlin. Obsédés par l'affaire des SS20, nous avons tous sous-estimé l'état de décomposition de l'économie soviétique. Affaiblie depuis longtemps par une gestion structurellement désastreuse, l'URSS s'est épuisée dans une course aux armements qu'elle ne pouvait gagner.

Le *containment* est arrivé dès lors au terme de sa logique. Raymond Aron, dans *Paix et Guerre entre les nations*, en avait justifié le principe par cette autre formule : *« Survivre, c'est vaincre »*. Ce à quoi Richard Pipes, historien américain de la Russie et alors conseiller de Reagan, avait répliqué : *« Survival is not enough. »* Survivre n'était pas suffisant, il existait des marges de manœuvre qu'il fallait exploiter, poursuivait-il, en citant en exemple l'accélération des dépenses militaires auxquelles l'URSS ne résisterait pas.

Mais le mérite des dirigeants occidentaux, de Reagan et Bush père à Mitterrand et Kohl, a été de reconnaître dans Gorbatchev un interlocuteur avec lequel on pouvait mettre fin à la guerre froide.

Paradoxalement, cependant, après une décennie d'apparent triomphe de l'« hyper-puissance » américaine, celle-ci a vu, en l'absence de l'adversaire soviétique traditionnel, s'effriter son autorité et sa puissance.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉVERINE NIKEL ET DANIEL BERMOND.

Attention, les Russes arrivent !

LE COMMISSAIRE POLITIQUE
Joseph Zack Komfeder, ancien communiste d'origine slovaque devenu antistalinien après l'arrestation à Moscou de sa famille en 1936, participe avec enthousiasme à l'opération Mosinee en endossant le rôle du commissaire politque.

L'ÉCONOMIE EN COUPE RÉGLÉE
Sur la route, les cadres de l'usine tout juste nationalisée sont emmenés en prison. Les ouvriers, interdits de grève, doivent désormais travailler gratuitement quatre heures pour l'État.

Les 1er et 2 mai 1950, la petite ville de Mosinee dans le Wisconsin organise un gigantesque jeu de rôles pour démontrer les ravages du communisme. Le magazine *Life* a couvert l'événement.

« *Sortez, les mains sur la tête ! Je représente le Conseil des commissaires du peuple et nous avons pris le contrôle de la ville.* » Contre toute apparence, c'est au cœur des États-Unis que se déroule cette scène, à Mosinee, paisible petite ville de 1 400 habitants dans l'État rural et conservateur du Wisconsin. Et, loin d'être un coup d'État bolchevique, il s'agit d'une mise en scène destinée à montrer aux Américains les ravages du communisme en les faisant vivre à la mode soviétique. Nous sommes le 1er mai 1950, en pleine guerre froide*. L'idée a germé dans le cerveau de John Decker, un vétéran de la guerre, qui a convaincu ses amis de la Légion américaine, une puissante organisation conservatrice, de l'urgence d'endiguer la propagation du communisme.

En quelques heures, le maire, le chef de la police, le représentant de l'Église, le rédacteur en chef du journal local et tous les citoyens éminents sont arrêtés. La ville se retrouve coupée du monde, les routes bloquées par des barrages, le réseau téléphonique sous contrôle. Une partie des habitants manifeste dans les rues pavoisées de drapeaux rouges en scandant « *Staline est notre chef* » ou « *La religion est l'opium du peuple* », tandis que d'autres attendent patiemment devant la porte de magasins mal approvisionnés ou de restaurants ne servant qu'une soupe de pommes de terre, du pain noir et du mauvais café. Les livres censurés de la bibliothèque sont saisis ainsi que les armes personnelles – une provocation bien plus mal vécue que la confiscation des livres… L'usine de papeterie, qui fait vivre la ville, est nationalisée, un nouveau code du travail interdit la grève, instaure le travail aux pièces et exige des ouvriers quatre heures de travail gratuit, offertes à l'État.

Le 2 mai à la nuit tombée, un gigantesque feu engloutit tous les symboles du communisme puis la foule entonne le *God Bless America*. Tout rentre dans l'ordre. L'écho médiatique est immense mais l'espoir d'inciter d'autres villes à « jouer » le même scénario sera déçu. Il est vrai qu'un autre acteur vient d'entrer en scène, à côté duquel les citoyens de Mosinee font figure d'amateurs : Joseph McCarthy lui-même sénateur du Wisconsin.

Cette fausse invasion fit tout de même deux victimes : le maire, mort d'une hémorragie cérébrale au moment même où il revenait « restaurer la démocratie » ; et le pasteur, que l'on trouva quelques jours plus tard mort dans son lit.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE
Le « théâtre du peuple » nationalisé annonce un film sur le primat catholique de Hongrie, József Mindszenty, condamné en 1949 à la prison à vie pour « trahison ».

PEUR SUR LA VILLE
Le maire, Ralph Kronenwetter (en haut), est arrêté à l'aube par la « police de sécurité » communiste. Peu après, le chef de la police, Carl Gewiss (en bas), est « torturé » après avoir refusé de se rendre.

LES « ENNEMIS DU PEUPLE »
Près de la « place Rouge », un camp de concentration regroupe les ennemis du peuple, au premier rang desquels le maire, Ralph Kronenwetter, reconnaissable à son écharpe, et des religieuses.

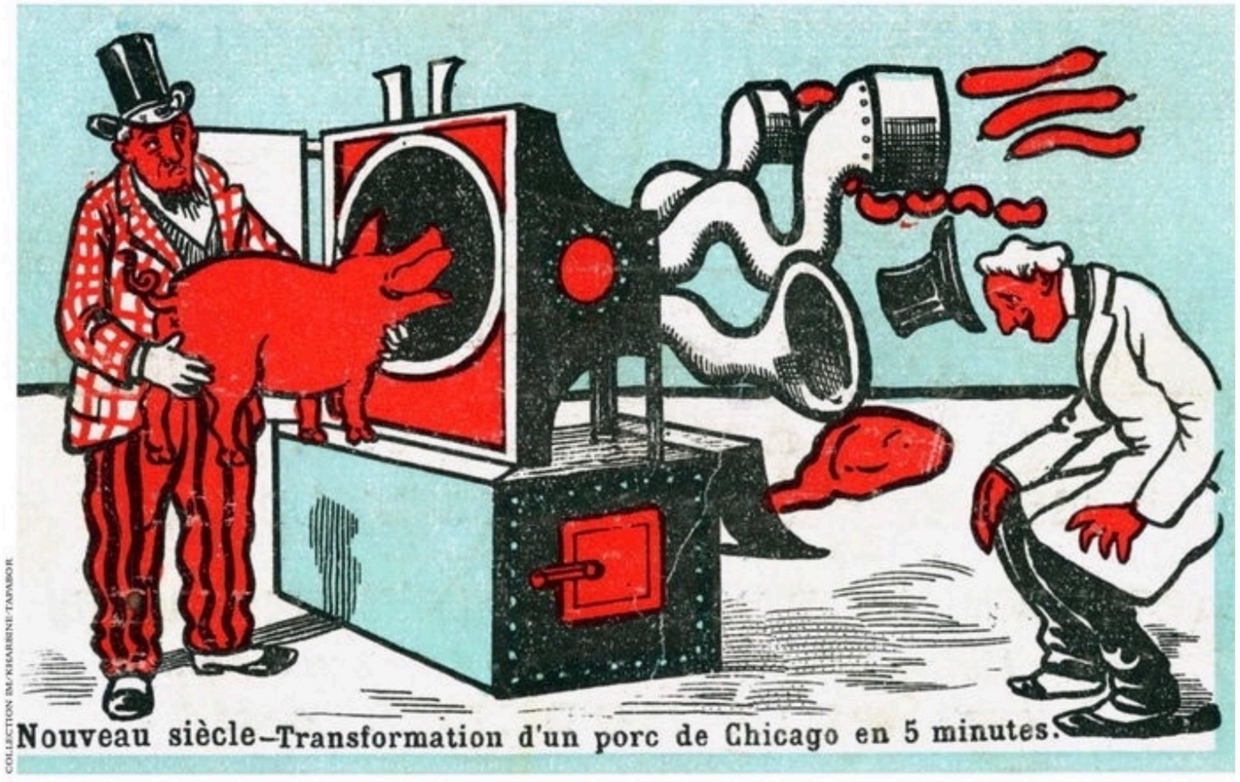
PHOTOS DE FRANCIS MILLER/TIME & LIFE PICTURES/GETTY IMAGES

D'après **RICHARD M. FRIED**, *The Russians Are Coming! The Russians Are Coming! Pageantry and Patriotism in Cold-War America*, Oxford University Press, 1998.

Les Français sont-ils anti-américains ?

La guerre froide n'a pas inventé l'antiaméricanisme. Depuis Tocqueville, la France nourrit une fascination mêlée de répulsion pour ce modèle de société qui semble préfigurer son avenir.

Par **Michel Winock**



COLLECTION SIRKHARENE-TAPABOR

Un futur redouté
Caricature dénonçant les procédés de l'industrie alimentaire, à Chicago, vers 1900. On retrouve la même image dans Tintin en Amérique, *publié en 1931.*

Il y a un paradoxe dans les relations franco-américaines. La France et les États-Unis n'ont jamais été en guerre entre eux ; ils ont même été alliés dans les grandes épreuves de leur existence : guerre de l'Indépendance américaine, Grande Guerre, Seconde Guerre mondiale, guerre froide*, guerre du Golfe… Et pourtant existe une défiance réciproque, une incompréhension renouvelée, voire parfois une franche hostilité.

Au départ, c'est-à-dire après l'indépendance, les États-Unis ont eu bonne presse en France. *La Démocratie en Amérique* de Tocqueville, en 1835, témoigne de cette sympathie – encore qu'on puisse lire dans le second tome de l'ouvrage, publié en 1840, un exposé des dangers qui guettent la société démocratique : l'Amérique préfigurait ce que pourrait être un jour l'Europe, pour le meilleur et pour le pire.

Lorsque les États-Unis sont devenus un « pays émergent » en achevant la conquête de leur territoire, en développant leurs industries et en devenant, après la guerre de Sécession, une grande puissance capitaliste, l'image des Américains dans la presse et dans les livres a cessé d'être celle d'une république bucolique : le thème du « matérialisme » s'est imposé.

Sous le Second Empire, la littérature et le théâtre vont peu à peu préciser le portrait caricatural de l'Américain : un homme d'affaires énergique, une liasse de dollars* entre les dents, « roi du cuivre ou du porc salé », la tête assez faible, privé de culture et de savoir-vivre – un béotien sans goût, sans délicatesse, voulant tout chiffrer en monnaie, admirant tout ce qui est outré, ostentatoire, criard. Ainsi le représente le théâtre d'Eugène Labiche ou de Victor Sardou.

En 1861, un critique, Paul de Saint-Victor, rendant compte d'une pièce de Sardou, écrit : *« On ne saurait trop applaudir ce trait, lancé de loin, au monstre américain qui s'avance sur nous, crachant la vapeur. Son souffle grossier a déjà glacé nos esprits et terni nos mœurs. »* Même dans les œuvres teintées de sympathie, l'Américain *« provoque le sourire ou excite le rire »*.

BRIDGEMAN-GIRAUDON

Le PCF contre l'impérialisme
La pieuvre américaine aux yeux de dollars colonise la France : dans le contexte de la guerre froide, l'antiaméricanisme des communistes se nourrit de la théorie léniniste de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme (affiche du PCF, années 1950).

L'AUTEUR

MICHEL WINOCK
est conseiller de la direction de *L'Histoire* et professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris.
Il a récemment publié *Madame de Staël* (Fayard, 2010, grand prix Gobert 2011 de l'Académie).
Cet article est la version revue et mise à jour de « US go home : l'antiaméricanisme français », *L'Histoire* n° 50, pp. 6-20.

En 1927, André Siegfried, un des maîtres de la science politique en France, fait paraître un de ses grands livres, *Les États-Unis d'aujourd'hui*, dans lequel il avertit ses contemporains que *« le peuple américain est en train de créer une société complètement originale »*, entrant dans un âge nouveau de l'humanité. Les Américains ont transposé le luxe en *« consommation courante »*, on est en présence *« d'une société de rendement, presque d'une théocratie de rendement »*. Chaque ouvrier a sa maison, sa baignoire, son auto… de quoi faire rêver l'Européen. Siegfried, médusé, observe la naissance de ce qu'on appellera dans les années 1960 la société de consommation.

Mais, attention, dit Siegfried, tout cela *« se paie d'un prix presque tragique, celui de millions d'hommes réduits à l'automatisme dans le travail »*. Le diagnostic est que la standardisation de l'industrie aboutit à la standardisation de l'individu lui-même, soumis au conformisme, dépourvu d'art, dépourvu de raffinement. La perte de l'artisanat, c'est la perte du produit unique. La société américaine est devenue une société de masse.

Ce propos va devenir un truisme et nourrir une série de clichés, tels qu'on les découvre réunis quelques années plus tard dans les *Scènes de la vie future* de Georges Duhamel en 1929 – vie future dont l'Amérique est le modèle menaçant. Le pamphlet de Duhamel ne ménage rien : le cinéma *« divertissement d'ilotes, passe-temps d'illettrés »*, les disques *« musiques en boîtes de conserve »*, l'ivrognerie triste opposée aux poivrots joyeux de chez nous, l'envahissement de la publicité, l'omniprésence de l'automobile, le jazz (pas de musique aux États-Unis, sauf celle des *« nègres monocordes »*), les ascenseurs, l'horrible promiscuité de toutes les races du monde, le goût excessif du sport, la cuisine qui n'est pas naturelle, l'uniformité des goûts… L'ouvrage de Georges Duhamel, membre influent de la république des lettres, décrit un antagonisme culturel, on pourrait dire civilisationnel, qui fera date.

En 1931, Robert Aron et Arnaud Dandieu dans leur ouvrage au titre éloquent, *Le Cancer américain*, décrivent l'homme d'outre-Atlantique comme *« assujetti seulement à l'impératif barbare de la production et de la spéculation sans profit. »*

LYNCHAGES ET AUTRES HORREURS

Le mépris affiché se double d'une profonde inquiétude. Si l'Amérique fait peur, c'est qu'elle est – et sur ce point Tocqueville l'avait lui-même formulé avec son concept de *« société démocratique »* – la préfiguration de la « vie future » des Européens. Le modèle d'une société profondément rurale, artisanale, coutumière est profondément menacé par le gigantisme industriel, l'urbanisation champignon, la production et la consommation des objets standardisés.

La critique française du genre de vie américain s'alimente avec gourmandise aux sources de l'autocritique américaine. C'est en 1930 qu'est traduit en français le livre à succès *Babitt*, de Sinclair Lewis, prix Nobel la même année, et >>>

Le modèle de société rurale, artisanale, coutumière est menacé par le gigantisme industriel, l'urbanisation, les objets standardisés

DANS LE TEXTE

GEORGES DUHAMEL, 1930

« Ici tout est faux. Fausse, la vie des ombres sur l'écran, fausse, l'espèce de musique répandue sur nous par je ne sais quels appareils torrentueux et mécaniques. Et qui sait ? Fausse, aussi, cette multitude humaine qui semble rêver ce qu'elle voit et s'agite parfois, sourdement, avec des gestes de dormeur. *[…]* La musique ! Qu'est-ce donc cette musique ? On l'entend sans l'écouter. *[…]* Je le pensais bien : c'est de la fausse musique. De la musique de conserve. Cela sort de l'abattoir à musique comme les saucisses du déjeuner sortaient de l'abattoir à cochons. »

Scènes de la vie future, Mercure de France, 1930, rééd. Mille et Une Nuits, 2003.

PIERRE-ANTOINE COUSTEAU, 1942

« Ce que Roosevelt nous propose, les armes à la main, c'est la forme la plus bassement réactionnaire de la civilisation, la plus affligeante médiocrité spirituelle, la plus brutale oppression des déshérités, la plus cynique dictature des hommes d'argent, les institutions politiques les plus stériles et les plus absurdes et le règne des Juifs tout-puissants. »

L'Amérique juive, 1942.

FRANÇOIS MAURIAC, 1959

« Des milliers de films, sur tous les écrans de Paris et de la province nous imposent en toute matière son idée *[…]* : par-dessus tout le culte, l'idolâtrie de la technique, de toutes les techniques inventées par l'homme et auxquelles l'homme s'asservit, la folie de la vitesse, ce tournis qui affecte tous les moutons de l'Occident, une trépidation à laquelle aucun de nous n'échappe : une démesure en toutes choses, qui est la chose au monde la moins conforme à notre génie. »

Bloc-Notes, t. II, *1958-1960*, Seuil, « Points-Essais », 1993.

>>> qui caricature à gros traits comiques les us et coutumes de l'Américain moyen. En 1933, Paul Nizan traduit l'ouvrage de Theodore Dreiser sur la crise américaine, *L'Amérique tragique*, une année après le succès du *Voyage au bout de la nuit* de Céline, dont le héros Bardamu a expérimenté le mauvais sort que de travailler dans les usines Ford.

Les enfants eux-mêmes, lecteurs par millions de *Tintin en Amérique* (1931), apprennent les abominations de la société américaine : crimes des gangsters, abattoirs monstrueux de Chicago, lynchages et autres horreurs.

Le régime de Vichy apporte son écot à l'antiaméricanisme, en opposant explicitement la civilisation terrienne et catholique à l'Amérique juive, comme le fait Pierre-Antoine Cousteau en 1942 *(cf. ci-contre)*.

L'antiaméricanisme du Parti communiste de guerre froide à partir de 1947 prend le relais : charges répétées contre les *« comics »*, les *« digests »*, les *« pin-up »*, les films en Technicolor, le Coca-Cola… Les communistes jouent sur du velours, en appuyant sur la corde nationaliste, sur l'identité culturelle de la France, touchant quelque chose de profondément ancré dans l'esprit des élites du pays. Mais les communistes n'ont pas le monopole de l'antiaméricanisme.

Le gaulliste catholique François Mauriac écrit en 1959 : *« Ma sympathie va au chef d'un grand peuple que j'admire certes ; mais ce peuple, par bien des aspects de son génie, m'est plus étranger qu'aucun autre. Je ne l'ai jamais visité… A quoi bon ? Lui, il a fait beaucoup plus que nous visiter ; il nous a transformés. Le rythme de notre vie quotidienne est accordé au sien. Sa musique orchestre nos journées par des millions de disques. »* Ici on retrouve le même regard de l'homme ancien sur le monde moderne qu'avait Duhamel trente ans plus tôt *(cf. ci-contre)*.

L'extrême droite n'est pas en reste. Dans les années 1980, Alain de Benoist et la Nouvelle Droite allaient jusqu'à dire qu'à tout prendre, s'il fallait choisir entre l'URSS et les États-Unis, c'est pour l'Union soviétique qu'il faudrait opter : *« Le choix doit se porter sur le camp qui, dans la pratique, est objectivement le moins favorable à l'universalisme, à l'égalitarisme et au cosmopolitisme. […] L'ennemi principal, pour nous, sera donc le libéralisme bourgeois et l'Occident atlantico-américain, dont la social-démocratie européenne n'est que l'un des plus dangereux succédanés*[1]*. »*

Ainsi, de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par le gaullisme, la civilisation américaine est une formidable brocante où chacun trouve tous les arguments pour servir sa propre cause. Mais il est remarquable que la critique occasionnelle de la politique américaine s'appuie toujours sur le rejet de la culture, ou sous-culture comme on voudra, de masse : la BD, la télé, les films de gangsters, le rock, le rap, et bien sûr aujourd'hui l'Internet.

L'antiaméricanisme pourtant n'a jamais été une passion populaire. En mars 1991, un sondage publié par *Le Point*, au lendemain de la guerre du Golfe, indiquait clairement la tendance. A la question : *« Avez-vous de la sympathie pour les Américains ? »*, la réponse était *« oui »* à 83 %, contre 11 % de *« non »* et 6 % d'abstentions. Tous les discours tenus par *Le Monde diplomatique*, la presse d'extrême gauche ou les feuilles d'extrême droite n'empêchent pas l'« américanisation » des mœurs, des goûts, des habitudes, depuis la fréquentation des restaurants McDonald's jusqu'à l'audience record des séries de télévision américaines, ou au succès des réseaux Facebook.

Ainsi, l'Amérique n'a cessé, depuis deux siècles, d'investir notre inconscient collectif. Les stéréotypes ont pénétré notre langage familier de manière ambivalente. D'un côté, les avatars du modèle américain ont exalté les Français. D'abord, comme terre de la simplicité, de l'égalité, comme paradigme du naturel, ensuite comme laboratoire du monde industriel futur, patrie de l'efficacité et de la technologie de pointe, société juvénile, >>>

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. A. de Benoist, « L'Occident tel qu'en lui-même », *Le Monde*, 6 décembre 1990.

2. Voir pour une interprétation plus approfondie Philippe Roger, *L'Ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2004.

Halte à la coca-colonisation !

En 1949-1950, la campagne fait rage en France contre la diffusion du Coca-Cola : la boisson est un danger pour la santé… et pour l'industrie viticole.

Le Coca-Cola est sans doute le produit qui s'identifie le plus parfaitement avec l'Amérique. Cette boisson quasiment médicamenteuse inventée à Atlanta dans les années 1880 fut, dès son apparition, associée à la société de consommation, au capitalisme et à la publicité de masse. Jusqu'aux années 1920 cependant, l'entreprise limita l'essentiel de ses ventes à l'Amérique du Nord. Fondée en 1930, la Coca-Cola Export Corporation opéra bientôt dans 28 pays. Elle devint une des premières multinationales, au même titre que Singer Swing Machines ou la Ford Motor Company.

La Seconde Guerre mondiale fut une belle occasion de développement en Europe. Résultats : deux tiers des vétérans buvaient du Coca-Cola et 64 usines de mise en bouteilles avaient été installées à l'étranger. A partir de la fin des années 1940, la marque se répandit rapidement sur le continent. Dans la plupart des pays, les intérêts liés aux boissons locales tentèrent de bloquer son entrée. Les partis communistes locaux menèrent la lutte contre un breuvage qu'ils décrivaient comme une drogue, voire un poison. *« Serons-nous coca-colonisés ? »*, titra *L'Humanité* du 8 novembre 1949. Le quotidien prédisait que *« l'invasion du Coca-Cola »* ferait baisser les ventes de vin et qu'elle aggraverait le déficit commercial puisque les dollars étaient subtilisés par le « trust américain ». Les communistes affirmaient que le système de distribution de cette boisson était tout prêt à jouer le rôle d'un réseau d'espionnage américain parallèle. Un article paru dans *Le Monde* du 10 décembre 1949 soulignait le côté symbolique de l'affaire. *« Ce que les Français critiquent, c'est moins le Coca-Cola que son orchestration, moins le breuvage lui-même que la civilisation […] dont il est la marque et en quelque manière le symbole. »* L'article s'achevait par un présage : *« L'américanisation est en route. »*

Fin 1949, le litige prit une ampleur politique, nationale et internationale. David Bruce, l'ambassadeur américain à Paris, annonça au Premier ministre Georges Bidault que son pays s'opposerait à une discrimination arbitraire contre tout produit américain. Pourtant le Parti communiste, qui cherchait une interdiction pure et simple pour protéger la viticulture nationale, et les industries françaises de boissons obligèrent l'Assemblée nationale à se saisir de la question au motif de protéger la santé publique. Une réglementation fut votée le 28 février 1950 pour toutes les boissons non alcooliques d'origine végétale : le ministre de la Santé publique devait déterminer si oui ou non la boisson était nocive. En mai 1950, un procès fut intenté par l'Union nationale des producteurs de jus de fruits à la Coca-Cola Company pour violation de la loi de 1905 qui interdit la vente de produits pharmaceutiques dont l'étiquette ne porte pas la liste des composants utilisés. Le magistrat accusa la société de fraude parce qu'elle ne mentionnait pas que son produit contenait de la caféine et de l'acide phosphorique.

La dispute s'apaisa aussi rapidement qu'elle avait commencé (le Conseil de la République rejeta la réglementation de l'Assemblée et le procès s'acheva à l'avantage de la compagnie). Mais la boisson ne fut jamais aussi bien acceptée en France que dans les autres pays d'Europe occidentale. Pour tous ceux qui s'opposèrent à l'arrivée de Coca-Cola, l'affaire était, d'une manière ou d'une autre, un effort minuscule d'affirmation nationale, un geste signifiant que la France pouvait trouver une « troisième voie » dans la guerre froide. Un journaliste résuma la situation : *« Pour nous, riches trognes, le vin de France nous suffit. Ni Coca-Cola ni vodka. »*

D'après **RICHARD KUISEL,** *Les Collections de l'Histoire* n° 7 (traduit et adapté de l'américain par Claude Bonnafont).

Rafraîchissement ou poison ? *Le refus du Coca-Cola eut une dimension symbolique : c'était aussi une manière de refuser l'américanisation (affiche publicitaire, 1939).*

ROGER-VIOLLET

Les mœurs américaines donnaient prise à toutes les moqueries ; il restait en elles un fond de sauvagerie indécrottable

>>> capable de toutes les réadaptations, les États-Unis ont fasciné le vieux pays « gallo-romain », engoncé dans ses hiérarchies de caste et ses pesanteurs historiques. Mais, simultanément, la société américaine a réalisé dans l'imaginaire français la concentration des menaces pesant sur l'identité culturelle et nationale.

D'abord, les Français (ceux qui parlaient en leur nom) ont affirmé leur essence supérieure de bourgeois gentilshommes par le rire et le mépris face à ce qui leur paraissait une sorte d'anticivilisation. La vulgarité, la conformité, la naïveté étaient les marques d'une société sans aristocratie, sans culture et sans finesse. « *Pour avoir de l'élégance dans le goût,* disait Gustave de Beaumont, le compagnon de Tocqueville en Amérique, *il en faut d'abord dans les mœurs.* » Or les mœurs américaines donnaient prise à toutes les moqueries ; il restait en elles un fond de sauvagerie indécrottable.

LES RÉFRACTAIRES DU VILLAGE GAULOIS

Puis, le formidable envol de l'industrie américaine aidant, l'anticivilisation d'outre-Atlantique est devenue le spectre de notre propre avenir. Dans l'Amérique, on détesta moins l'Amérique que l'effondrement de ce qui avait fait à travers les âges la civilisation française – une civilisation de paysans, de clercs et de notables. Les valeurs françaises de mesure, de bon goût et d'étalon-or se voyaient submergées par la démesure, la fuite en avant et la civilisation de masse des Yankees.

La gauche et la droite ont rivalisé dans l'anathème. L'une dénonçait la turpitude capitaliste, la ségrégation raciale, les logiques infernales de la technostructure, les horreurs du libéralisme sauvage. L'autre stigmatisait une société artificielle, sans traditions et sans histoire, le mélange cosmopolite des villes, l'ignorance des hiérarchies naturelles. Tous fondaient en imprécations contre le culte du nombre, le règne du dollar et l'inculture de masse.

Parmi les raisons qui expliquent ce qui pourrait être une spécificité française, retenons-en deux. La première est à chercher dans l'histoire démographique. Tous les pays européens ont fourni en masse de nouveaux citoyens aux États-Unis, depuis le XIXe siècle. L'émigration française, elle, a été très faible. Les colonies de migrants européens sont souvent restées en relation avec leur terre d'origine : il y a une Amérique des Anglais, des Irlandais, des Italiens, des Grecs, etc. Les Français ont rarement des cousins d'Amérique. Ce défaut de relations massives a accentué l'étrangeté ressentie par les deux pays l'un par rapport à l'autre.

Une seconde raison ressortit à la rivalité politique de deux puissances à vocation universelle, au creuset commun – les Lumières, Jefferson, La Fayette –, mais aux destinées divergentes, les États-Unis supplantant la France après la Première Guerre mondiale. Nostalgie de la grandeur, de la part de la France, dont la présidence du général de Gaulle fut la plus nette expression[2].

L'image des États-Unis s'est quelque peu modifiée depuis le début du XXIe siècle. L'attentat du 11 Septembre, les échecs de la puissance en Irak et en Afghanistan, l'élection d'Obama, la crise financière et ses conséquences ont modifié le paysage et relativisé la domination américaine, défiée par la Chine et les autres pays émergents. Mais la crise de l'euro et de l'Europe d'aujourd'hui a renforcé, par ailleurs, l'existence d'une coupure profonde du monde occidental entre la sphère anglo-américaine, libre espace du capitalisme financier, et une Europe continentale restée attachée à un modèle « social-démocrate ».

L'américanisation est allée bon train sans qu'on s'en aperçoive toujours, mais la mondialisation accélérée a offert de nouvelles raisons de défiance : Microsoft, Apple, Google…, autant de tuteurs de la communication moderne *made in America*, autant de symboles d'une hégémonie qui a raison des résistances nationales. Le « village planétaire » progresse, mais on n'y parle qu'anglais : quel avenir pour les réfractaires du village gaulois ? ■

Beauvoir amoureuse

RUE DES ARCHIVES/TAL

Invitée par plusieurs universités américaines, Simone de Beauvoir entreprend un voyage à travers les États-Unis qui dure de janvier à mai 1947. Ce séjour outre-Atlantique est le point de départ, entre elle et l'écrivain américain Nelson Algren *(photo)*, d'une relation amoureuse, dont l'intensité nous a été révélée par ses *Lettres à Nelson Algren,* publiées en 1997. Son voyage est aussi à l'origine d'un ouvrage, *L'Amérique au jour le jour,* récemment réédité en Folio. La vision qu'elle a du Nouveau Monde est celle d'une intellectuelle française progressiste qui juge des choses et des gens selon son optique. Cet ouvrage révèle, cependant, un désir de compréhension assez rare dans les reportages français. Sans doute, la raison critique de Simone de Beauvoir n'est pas en veilleuse ; elle perçoit les vices et les mythes de la société américaine – le racisme, la fausse égalité ou l'odeur répandue de l'argent. Mais on est frappé par la sympathie de nombre de ses observations. Elle est sensible à la « *chaleur humaine* » qu'elle rencontre un peu partout ; au « *souvenir des pionniers* » ; aux « *rêves impérieux* » de l'homme américain : « *Les Américains sont bien vivants : ils vivent dans la perspective non de la mort mais de la vie ; ils ne se complaisent pas dans l'inertie ; on juge un homme sur ses actes : pour être, il faut faire. Les grands ponts métalliques, les buildings, Central Station, Park Avenue, et les aéroports, les routes, les mines sont l'affirmation de cette foi.* » Rien ici de l'antiaméricanisme à la française. **M. W.**

3. Une puissance en partage

Après le 11-Septembre, les États-Unis s'engagent en Afghanistan et en Irak. Leur force militaire reste sans égale mais ils doivent désormais compter avec les ambitions de la Chine et des pays émergents.

AAMIR QURESHI/AFP

Antiaméricanisme
À Karachi (Pakistan), des manifestants brûlent un drapeau des États-Unis en août 2004 après des tirs américains dans les zones tribales.

Le spectre de la décadence

L'enlisement en Irak a démontré les limites de la puissance des États-Unis au moment où la Chine poursuit sa fulgurante ascension économique. Faut-il pour autant parler du déclin de l'empire américain ?

Entretien avec **Philip Golub**

L'Histoire : On parle à nouveau aujourd'hui de « déclin de l'empire américain ». Est-ce un discours ou une réalité ?

Philip Golub : Le concept pose problème. On y insiste beaucoup aujourd'hui : on ne peut pas réduire l'empire à sa seule dimension territoriale. L'Empire britannique ne se limitait pas aux vastes territoires directement administrés par Londres[1]. Il s'étendait bien au-delà du fait de la domination économique et financière, de la division internationale du travail et de la nature inégalitaire des échanges internationaux.

Dans cette optique, il y a bien un empire américain non territorialisé qui repose sur deux piliers : une structure de sécurité internationalisée, incarnée par l'archipel mondial de bases militaires américaines *(cf. carte, p. 4)* et institutionnalisée au travers d'alliances multilatérales ou bilatérales, qui donne aux États-Unis des moyens d'action planétaires ; et une structure monétaire qui, par le biais du dollar*, leur donne une influence démesurée par rapport à leur produit intérieur brut sur les conditions de fonctionnement de l'économie mondiale.

A cela il faut ajouter l'influence, jusqu'ici prépondérante, exercée au sein des institutions de gouvernance mondiale qui s'est longtemps traduite par la mise en place de régimes internationaux reflétant les préférences américaines – le « Consensus de Washington », par exemple.

L'AUTEUR

PHILIP GOLUB est professeur de relations internationales à l'Université américaine de Paris (AUP). Il a notamment publié *Une autre histoire de la puissance américaine* (Seuil, 2011).

L'H. : Cet empire, non territorialisé, n'a-t-il pas perdu du terrain depuis vingt ans ?

P. G. : Ce n'est pas si facile à dire. Comment mesurer le « déclin » ? Par l'évolution de la part mondiale du produit intérieur brut d'un pays ? Par ses capacités guerrières ? Par la confiance en soi des élites ? Comment savoir quand commence et quand s'achève le déclin ?

Il a fallu un demi-siècle pour que s'effondre l'Empire britannique, qui était supposément en déclin depuis le début du XXe siècle. D'ailleurs, ni la Grande-Bretagne ni la France n'ont décliné après l'empire. Même si elles ont perdu leur statut de puissances mondiales, elles ont, au contraire, prospéré.

C'est que le déclin est d'abord un phénomène intellectuel, un avatar de la pensée impériale, l'envers du sentiment de « grandeur » que procure aux élites des grandes puissances leur maîtrise provisoire du monde. Les sociétés dominantes s'imaginent toujours avoir été destinées à le devenir ; elles donnent sens et direction à l'Histoire dont elles pensent incarner l'aboutissement. Cet imaginaire se double d'une crainte de perte du pouvoir, du prestige, de la centralité. Le spectre de la décadence hante en permanence les puissants.

Dans son roman *En attendant les barbares*, l'écrivain sud-africain J. M. Coetzee touche au cœur du problème : *« Une seule pensée occupe l'inconscient de l'Empire : comment ne pas finir, comment ne pas mourir, comment prolonger son ère. »* Après l'empire, c'est souvent la nostalgie qui s'installe, comme on le voit à Paris ou à Londres où la quête de la « grandeur » refait surface de temps en temps.

L'H. : Les États-Unis sont eux aussi touchés ?

P. G. : Oui. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la question du déclin resurgisse régulièrement aux États-Unis, dont l'expansion et l'ascension ont dès le départ été nourries par l'idée d'une destinée particulière*. L'*« habitus impérial »* explique les oscillations abruptes depuis 1945 entre les moments de confiance, sinon d'euphorie lorsqu'il fait beau temps, et la perception de ruine et de retraite qui s'installe aux moments de difficultés ou de tempête. >>>

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. Cf. J. Gallagher et R. Robinson, « Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, Second Series, vol. VI, n° 1 (1953).

L'Irak en six semaines

La campagne, déclenchée le 20 mars 2003, est achevée le 1er mai. Ici, le 2 avril 2003, un soldat américain au sud de l'Irak où l'armée irakienne en déroute a mis le feu aux puits de pétrole.

CHRIS CORDER/UPI/GAMMA-RAPHO

Après la dissolution de l'URSS, les États-Unis se sont retrouvés dans une situation de suprématie militaire mondiale inédite

JACQUES LANGEVIN/SYGMA-CORBIS

WALLY MCNAMEE/CORBIS

1990 : LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

La décennie 1990 voit l'espoir d'un nouvel ordre mondial sous la bannière américaine. La guerre du Golfe, consécutive à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en août 1990, est conduite avec l'aval de l'ONU par les États-Unis à la tête d'une large coalition (ci-dessus, le 26 février 1991, la libération de Koweit City). Bill Clinton, élu en novembre 1992, consacre ses efforts au règlement du conflit israélo-palestinien (à droite, avec Yitzhak Rabin et Yasser Arafat lors de la signature des accords de Washington, le 13 septembre 1993).

>>> Ainsi, le sentiment de puissance extraordinaire de 1945 céda la place à la panique de la fin des années 1950 face à la supériorité nucléaire soviétique imaginée *(missile gap)*, sentiment non justifié bientôt supplanté par des visions de *« suprématie mondiale »* (Raymond Aron) après le retrait soviétique lors de la crise des missiles de Cuba.

Mais c'est dans les années 1970 que le déclinisme reprend, cette fois avec une ampleur considérable. De très nombreux observateurs, essentiellement américains, ont cru percevoir dans les turbulences de ces années-là les signes annonciateurs de la fin du « siècle américain ». Tout comme aujourd'hui, les États-Unis avaient alors subi des revers stratégiques importants (Vietnam, 1975 ; Iran, 1979) et connaissaient une crise économique durable – inflation forte, croissance molle et chômage de masse croissant. S'ajoutait à cela, après le Watergate, une forte défiance populaire à l'égard des institutions. Fernand Braudel avait beau manifester son scepticisme et pronostiquer que le « centre » de l'économie-monde résisterait à la crise économique mondiale[2], le consensus d'alors était que les États-Unis amorçaient leur déclin. Le politologue Robert Gilpin soutenait en 1981 que *« la redistribution de la puissance militaire en faveur de la Russie, État ascendant du système international (sic), et la possibilité d'une nouvelle redistribution à d'autres États menacent gravement la stabilité du système »*. En 1987, l'historien Paul Kennedy publia son fameux livre *Naissance et déclin des grandes puissances*, vite devenu best-seller, et dont le message principal était que le moment américain touchait à sa fin. Deux ans plus tard, le mur de Berlin tombait, puis en 1991 l'État soviétique s'effondrait.

L'H. : C'est alors qu'Hubert Védrine parlait de l'*« hyperpuissance* américaine »*. La domination apparaissait donc sans partage ?

P. G. : La dissolution de l'URSS en 1991 a entraîné une disparité stratégique extraordinaire. Les États-Unis se sont retrouvés dans une configuration inédite « d'unipolarité », c'est-à-dire de suprématie militaire mondiale incontestée. En dépit des baisses substantielles dans les dépenses de défense sous George H. W. Bush et Bill Clinton, la part mondiale américaine dans ces dépenses s'est considérablement accrue (de 28 % en 1986 au plus haut de la mobilisation sous la présidence de Ronald Reagan à 34 % en 1994). L'avantage économique américain était beaucoup moins marqué, mais les États-Unis étaient redynamisés par leur avance dans la révolution, encouragée par l'État, des technologies de l'information. Du fait de l'afflux de capitaux venant s'investir aux États-Unis, ces derniers ont pu financer leur expansion économique à faible coût.

Leurs principaux concurrents s'étaient simultanément affaiblis. Du fait des coûts de la réunification allemande, l'Europe devait connaître une décennie de croissance molle. Le Japon, qui paraissait économiquement triomphant dans les années 1980, était tombé dans une longue période de stagnation dont l'archipel n'est pas encore vraiment sorti. Au plan des représentations, le modèle américain semblait triompher, tant dans les modes de consommation qu'au niveau politique avec la vague de démocratisation en Amérique latine et en Asie orientale. En somme, à l'abord de l'an 2000, les États-Unis paraissaient dans le meilleur des mondes possibles.

Le résultat fut un accès de triomphalisme. Les Empires romain et britannique devinrent les miroirs historiques dans lesquels se miraient les élites. Voix parmi tant d'autres, début 2001, Henry Kissinger écrivait : *« A l'aube du nouveau millénaire, les États-Unis jouissent d'une prééminence qui n'a jamais été égalée, même par les plus grands empires du passé. De l'armement à l'esprit d'entreprise, de la science à la technologie, de l'éducation supérieure à la culture populaire, l'Amérique exerce un ascendant sans parallèle sur la planète. »* Pour leur part, les néoconservateurs* se mirent à rêver d'un « nouveau Siècle américain » et à bricoler une stratégie pour pérenniser la *« nouvelle ère d'unipolarité »*.

L'H. : Les attentats du 11-Septembre sont donc totalement inattendus ? Quelle est la conséquence pour la puissance américaine ?

P. G. : Les attentats ont révélé une vulnérabilité à un défi de type nouveau – le terrorisme transnational non étatique – et profondément atteint le moral des Américains. Mais ils n'ont pas modifié la nouvelle donne des relations internationales. Les grands équilibres n'ont pas été rompus.

Ce qui a modifié la donne, du moins en partie, est la réponse de l'administration Bush aux attentats du 11-Septembre. Cette dernière a choisi une stratégie de rupture en officialisant une doctrine de guerre préventive, en abandonnant les institutions multilatérales et le droit humanitaire international, et en engageant une mobilisation militaire de grande ampleur dont la finalité n'était pas logiquement liée au terrorisme transnational. L'objectif sous-jacent était de remodeler les relations internationales. Le 12 octobre 2001, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld déclarait dans une interview accordée au *New York Times*, que les événements du 11-Septembre représentent *« le genre d'opportunités que la Seconde Guerre mondiale avait offertes de refaçonner une grande partie du monde »*.

L'H. : Ce que vous nous dites, c'est que l'agression d'Al-Qaida a fait renaître l'idée d'empire ?

P. G. : Oui. Dans les milieux néoconservateurs, le triomphalisme de l'après-guerre froide* s'est mué en néo-impérialisme*. Habituellement proscrit dans le discours politique américain, le mot « empire » devint courant et acceptable. Pour vous en donner quelques exemples, un haut fonctionnaire affirmait à un journaliste en 2002 lors de la préparation de la guerre en Irak : *« Désormais nous sommes un empire, et quand nous agissons, nous créons de la réalité »*. Peu après l'invasion, Stephen Peter Rosen, enseignant à Harvard et néoconservateur influent, écrivait : *« Le principe organisateur de l'empire repose sur l'existence d'une puissance englobante* (overarching) *qui crée et applique le principe de la hiérarchie, mais n'est pas tenue elle-même par ces règles… Si un empire américain perdure, nous devrons peut-être, rétrospectivement, voir l'ère des États-nations indépendants comme une sorte d'anomalie historique. »* Ces visions impériales contaminèrent les champs intellectuels et médiatiques.

En 2002, l'éditorialiste du *Washington Post* Sebastian Mallaby écrivait dans *Foreign Affairs* : *« La logique du néoimpérialisme s'impose trop pour que l'administration Bush y résiste. Le chaos qui règne dans le monde est trop menaçant pour qu'on l'ignore. Un nouveau moment impérial est arrivé et, en vertu de sa puissance, l'Amérique est tenue de jouer le rôle dirigeant. »*

L'H. : Pourquoi attaquer l'Irak en mars 2003 ? Les Américains croient-ils vraiment à la capacité militaire et aux armes de destruction massive de Saddam Hussein ?

P. G. : L'invasion de l'Irak, dont on sait qu'elle n'avait aucun rapport avec Al Qaida, comportait sans doute plusieurs objectifs. Mais il s'agissait avant tout d'une démonstration de puissance, un exemple dissuasif pour ceux qui *« défieraient l'empire américain »*, selon les termes de Rosen, et d'une affirmation de la primauté. Sous Bush, les États-Unis ont tenté de lever les (faibles) contraintes externes pesant sur leur souveraineté dans l'après-guerre froide pour affirmer une autonomie sans limites. Le résultat fut bien sûr désastreux, tant pour le Moyen-Orient que pour les États-Unis.

11 septembre 2001

Les attaques contre les tours du World Trade Center et le bâtiment du Pentagone ont causé un immense traumatisme aux États-Unis, frappés par surprise au cœur de la puissance. Elles ont aussi servi à justifier les arguments des néoconservateurs en faveur de la guerre préventive.

CRIS COLLINS/CORBIS

NOTE

2. Cf. F. Braudel, *La Dynamique du capitalisme*, Artaud, 1985, pp. 90-91, texte de conférences prononcées en 1977 à la John Hopkins University.

« Désormais nous sommes un empire et, quand nous agissons, nous créons la réalité » affirmait un haut fonctionnaire en 2002

L'H. : Pourquoi désastreux ? Les guerres d'Afghanistan et d'Irak ont-elles affaibli la puissance américaine ?

P. G. : La guerre en Irak, plus que celle d'Afghanistan, a miné la crédibilité et la légitimité américaines, deux dimensions essentielles de la puissance. Menée sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies, l'invasion de l'Irak en 2003 a suscité des méfiances et des résistances y compris de la part d'alliés historiques des États-Unis en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique Latine, qui ont estimé que l'enjeu véritable de la guerre était le choix entre un ordre mondial unipolaire ou un système pluraliste dans lequel ils auraient une voix. La légitimité des États-Unis a aussi été rudement mise à l'épreuve par les pratiques extralégales de l'administration Bush, notamment la torture.

A cette perte de légitimité s'est vite ajoutée une perte de contrôle sur le terrain. La conquête de l'Irak, initiée en mars 2003, fut relativement aisée. L'État baasiste a été démantelé et Saddam Hussein fut capturé. Cependant, les forces armées américaines et leurs alliés n'ont jamais réussi à assurer la sécurité, à reconstruire le pays, ni à bâtir un État moderne unifié. Au contraire, les États-Unis, qui se sont retirés d'Irak en 2011, laissent derrière eux un pays aux prises de divisions intracommunautaires et confessionnelles en Irak et accru les tensions régionales. Le discours officiel sur la démocratisation et le développement s'est donc trouvé en contradiction avec les réalités.

Sans compter les dommages induits pour les États-Unis eux-mêmes : consolidation de la position iranienne en Irak et ailleurs, exacerbation de l'antiaméricanisme, sans même parler des coûts exorbitants de la guerre pour le Trésor américain. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a avancé le chiffre de 3 000 milliards de dollars si l'on ajoute aux coûts directs de près de 1 000 milliards les coûts indirects que constituent les intérêts sur la dette, car la guerre a été financée par l'endettement externe, et les coûts différés de 1 000 milliards pour les soins et les pensions invalidité des vétérans. A tout cela s'ajoute le coût plus large difficilement chiffrable pour la société du fait du détournement de ressources qui auraient pu être consacrées à des besoins internes : éducation, infrastructures, santé, etc. Le prix des aventures impériales est donc très élevé.

La démonstration de puissance s'est ainsi muée en révélation de la perte d'efficacité de la force dans une ère de mondialisation postcoloniale. L'impasse afghane actuelle souligne aussi cette réalité. L'usage de la force ne procure pas les résultats escomptés : les États-Unis peuvent certes détruire des États plus faibles, mais après ?

Le « gagnant » indirect de la guerre fut sans doute la Chine qui a continué son ascension économique apparemment irrésistible alors que les États-Unis dissipaient leur énergie en Asie centrale et dans le Golfe. C'est bien la raison pour laquelle l'administration Obama, qui a réussi a restaurer en partie la crédibilité des États-Unis, vient de recentrer la politique extérieure américaine, économique et de sécurité, vers l'Asie.

ANONYMOUS/AP/SIPA

J. SCOTT APPLEWHITE/AP/SIPA

MISSION ACCOMPLIE ?

Le 1er mai 2003, George W. Bush célèbre la victoire militaire en Irak : « mission accomplie » proclame la bannière installée sur le porte-avions *Abraham Lincoln*. Mais c'est un échec politique : le pays n'est pas pacifié et les révélations sur les tortures infligées aux prisonniers irakiens ont ébranlé la légitimité des États-Unis : ci-contre, cliché anonyme pris à la prison d'Abu Ghraib en Irak, en décembre 2003.

TED HOROWITZ/CORBIS

Un drone
Les efforts actuels portent sur les forces spéciales et la création de groupements d'intervention mobiles, l'espace, et les très hautes technologies, comme les drones, appareils de reconnaissance et de combat, qui peuvent identifier et bombarder des cibles sans être repérés. Une manière d'éviter les combats classiques.

P. G. : Les États-Unis sont la puissance militaire dominante du monde et le resteront sans doute pour longtemps. Les dépenses de défense américaines représentent aujourd'hui près de 47 % des dépenses mondiales (soit 768 milliards de dollars sur un total de 1630 milliards, deux fois plus qu'en 2001, selon l'institut de recherches SIPRI à Stockholm). Ces sommes devraient baisser quelque peu avec le retrait d'Irak et, en supposant qu'Obama soit réélu, celui programmé d'Afghanistan en 2014. Mitt Romney, le rival républicain du président, a promis pour sa part une augmentation des dépenses et un retour à la politique interventionniste de l'ère Bush s'il est élu, en dépit des problèmes budgétaires du pays.

Les États-Unis se trouvent loin devant la Chine dont les dépenses militaires avoisineraient 119 milliards (78 milliards selon le gouvernement). Au cours des dix dernières années, la Chine a consacré un effort important d'investissement et de modernisation de son appareil militaire, notamment dans les domaines de très haute technologie (croissance du budget annuel de 12,5 % depuis 2001), dans le but de rattraper son retard et d'adapter son appareil militaire au statut émergent du pays comme grande puissance.

La Russie est loin derrière avec des dépenses de 58 milliards. Ce qui est vrai au plan quantitatif l'est encore plus au plan qualitatif puisque les États-Unis ont une avance technologique considérable, même si des évolutions sont perceptibles en Chine.

Les États-Unis sont les seuls à disposer d'un réseau international de bases terrestres et flottantes qui leur donne accès au monde entier. Il n'existe donc pas de puissance militaire équivalente, d'autant plus que Washington entretient des alliances de sécurité stables en Europe et en Asie, multilatérales ou bilatérales.

L'H : Avec l'émergence de nouvelles puissances économiques, la prépondérance américaine est-elle remise en cause ?

P. G. : Plutôt que de déclin américain, il est plus pertinent aujourd'hui de parler de rééquilibrage graduel des relations internationales. Si les États-Unis restent la première puissance militaire et la première source d'innovation technologique, leur position relative dans l'économie mondiale décroîtra dans les années à venir.

Au cours des dernières décennies nous avons assisté à l'émergence ou la réémergence, selon les cas, de régions postcoloniales telles que la Chine, l'Inde, l'Amérique latine, qui désormais représentent des composantes dynamiques de l'économie mondiale capitaliste. Structurellement parlant, il s'agit du changement le plus significatif de l'histoire internationale depuis la révolution industrielle européenne. La mondialisation de la fin du XXe siècle, impulsée par les États-Unis, a certes intégré la planète, mais elle a aussi conduit à des nouvelles concentrations de richesse, et donc à terme de puissance, dans des États qui, comme la Chine, ont su canaliser les flux financiers et commerciaux à des fins de développement endogènes.

Cette transformation met un terme au cycle pluricentenaire de primauté occidentale. Il y aura inévitablement redistribution de la puissance et les États-Unis, comme l'Europe, devront s'y adapter. La Chine devient un « cœur » parmi d'autres, pour reprendre l'expression de Braudel, dans un monde polycentrique et pluriel. Elle ne deviendra pas le cœur du monde. Il faudra donc partager le pouvoir. Cela ne sera sans doute pas aisé puisque, comme le disent si bien les historiens Peter Cain et Anthony Hopkins, *« les porte-parole des puissances dirigeantes n'admettent pas facilement l'idée que la fin de leur période de domination ne soit pas nécessairement la fin du monde »*.

Mais le partage équivaut-il au « déclin » ? Les discours déclinistes masquent les enjeux globaux contemporains cruciaux que sont l'interdépendance et la coopération ; ils dissimulent les défis internes tout aussi urgents auxquels fait face la société américaine : les inégalités, l'éducation, la santé… Ce sont les réponses données à ces problèmes qui détermineront l'avenir. Le raisonnement vaut tout autant pour la Chine qui connaît des turbulences sociales et politiques importantes, sans parler de l'Europe qui erre et se déchire.

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉVERINE NIKEL.

CHIFFRES

UNE PUISSANCE MILITAIRE INÉGALÉE

768 milliards,
c'est le montant en dollars des dépenses militaires des États-Unis en 2011

119 milliards
celles de la Chine, en dollars

58 milliards
celles de la Russie, en dollars

Hollyweb : « le gang des douze »

Libertaire, Internet ? En réalité, il a vu naître en vingt ans un oligopole formé des grands groupes de communication alliés aux jeunes entreprises du Web. Le numérique est une industrie lourde. Entièrement américaine.

Par **Divina Frau-Meigs**

L'AUTEUR

DIVINA FRAU-MEIGS est professeur à l'université Sorbonne-Nouvelle-Paris-III en langues et littératures anglo-saxonnes et en sciences de l'information et de la communication. Elle est experte auprès de l'Unesco, de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe. Elle a notamment publié *Médias et cognition sociale : dépasser les paniques médiatiques* (Eres, 2010).

Les critiques d'Internet les appellent le « gang des cinq » (Microsoft, Cisco, Google, Yahoo! et Apple, auquel se rajoute Facebook) pour dénoncer la montée en puissance de ces corporations récentes organisées en monopole, et le risque qu'elles « clôturent » l'Internet en rendant payants des services jusque-là perçus comme ouverts et gratuits. Mais c'est bien autre chose qui se joue : la naissance de « Hollyweb », à savoir l'alliance de ces six-là avec les corporations des médias de masse (GE, Disney, Time Warner, News Corp, Viacom et CBS).

Hollyweb, qui pèse en 2011 545 milliards de dollars*, est une alliance objective, où chaque corporation contrôle un secteur d'activités déterminé en s'assurant la neutralité coopérative des autres. En surface, l'écran audiovisuel joue son rôle de pourvoyeur de séries, films, sports, etc. ; en profondeur, l'écran réticulaire (réseaux sociaux, jeux vidéo en ligne) se nourrit du premier pour proposer des services personnalisés et provoquer des conversations porteuses de lien social, qui viennent alimenter l'écran de surface. Ainsi CBS est la plus grosse pourvoyeuse de vidéos de Google.

Historiquement, les firmes sont les héritières du projet militaire Arpanet né de la guerre froide. Pour que les centres de commande vitaux du pays puissent fonctionner en cas d'attaque ennemie, l'idée de génie était de dématérialiser les documents et de séparer les données en « paquets » circulant de manière décentralisée, pour les réorganiser à réception par le biais des métadonnées. C'était l'ancêtre d'Internet. Les États-Unis ont créé les standards de cette nouvelle circulation de l'information et de son contrôle, se donnant les moyens de la domination des marchés.

Le mythe libertaire d'un Internet issu de la volonté individuelle d'acteurs libres (Steve Jobs, Bill Gates, etc.), de la coopération généreuse et spontanée d'un nombre croissant d'individus occulte le fait que le gouvernement américain, par le biais du ministère du Commerce (et non plus de la Défense), a investi des fortunes pour créer l'infrastructure nécessaire à la création du World Wide Web* et garde le contrôle des serveurs racines.

Le relais a été pris dans la Californie de la fin du XX[e] siècle par une population très éduquée et diverse, un milieu universitaire riche et dense et une énorme capacité de financement adossée à un droit californien très protecteur. Ces ingrédients ont favorisé le développement d'entreprises qui ont choisi la prise de risque et l'intéressement plutôt que l'emploi salarié réglementé. Le soutien de l'État s'est manifesté par la levée des restrictions antitrust qui a permis, à partir de 1996, de spectaculaires méga-fusions. On est passé du surf de loisir à l'exploitation minière de données.

Au même moment, sous l'influence des penseurs de l'école de Santa Fe, créée par John Holland en 1987, est née une vision de l'économie adossée aux neurosciences qui souligne l'importance de la socialisation dans les mécanismes de décision et les choix non rationnels très puissants suscités par le besoin d'appartenance. Aussi ont émergé des biens nouveaux, les biens « expérientiels » (achetés seulement après test et usage comme les logiciels ou les « apps ») ou biens relationnels (les wikis[1], les blogs et les webs).

L'informatique commerciale ne fait pas autre chose, vendant du réseau social (Yahoo!, Facebook), du style de vie (Apple) et des contenus à forte valeur ajoutée hédoniste comme les jeux en ligne (CBS, News Corp, Viacom). En permettant un repérage rapide et individualisé par la publicité, Google assure la pérennité du modèle commercial américain. Rien à voir avec un service public ! Hollyweb associe spectacles (télévision, radio, cinéma, internet) et services (navigation, sécurité, téléprésence).

Les secteurs de plus en plus intégrés sont partagés entre les équipementiers (Cisco, Viacom, GE), les opérateurs (Google, Microsoft, Yahoo!), les diffuseurs (Apple, Disney, Time Warner) et les agrégateurs de liens sociaux (Facebook, Youtube). Le tout permet un réseau d'influence qui conditionne la production, la médiation et les usages, avec de nouvelles prises en compte de l'usager identifié et profilé au plus près.

Le rapprochement entre entreprises de médias traditionnels et jeunes compagnies du Web répond à une double logique : les premières reconnaissent l'importance du nouveau média et de sa logique de service, les deuxièmes ont besoin d'audience et de contenus.

Certains qualifient cette nouvelle forme de capitalisme contemporain de « cognitif ». Il faudrait plutôt dire « matriciel » : les modes de gestion de l'entreprise se convertissent au *matrix management*, qui conçoit les ressources humaines comme des réseaux multitâches où tous doivent avoir le sentiment de pouvoir s'investir. Le but est de contrôler en douceur, et dans sa totalité, le travail collectif et les conflits sociaux. Les problèmes de dégraissage et de licenciement sont répercutés dans une périphérie trop éloignée *(outsourcing)* pour susciter des mouvements de solidarité.

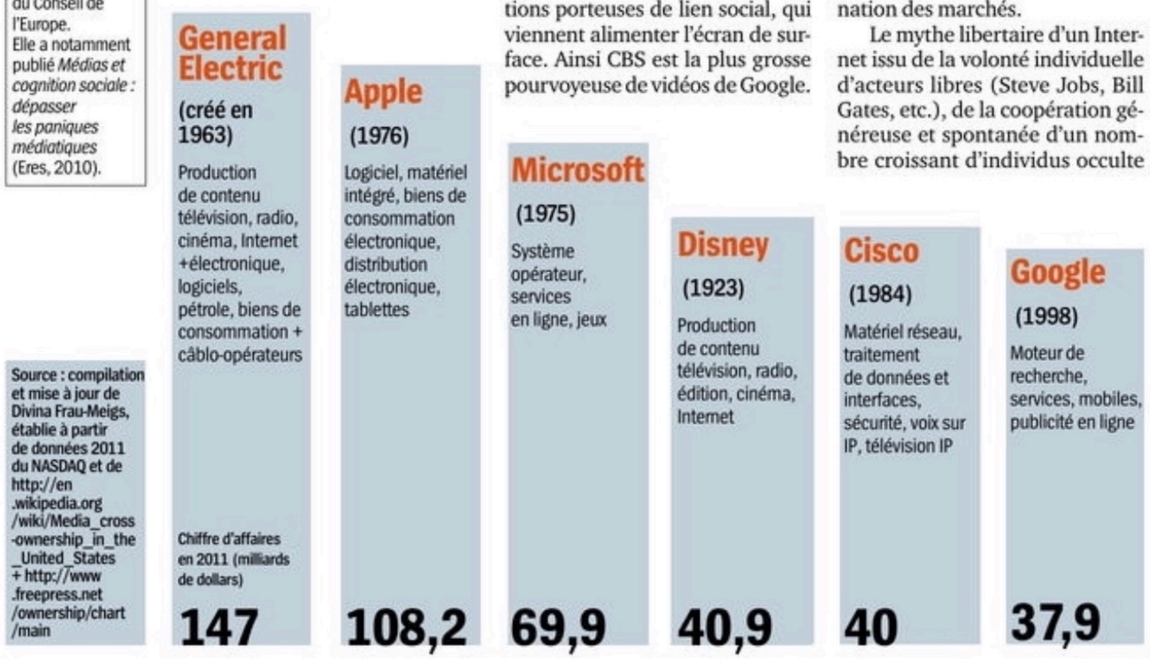
Reste que les centres de décision et de recherche, que ce soit le contrôle du capital ou du développement, se concentrent aux États-Unis, surtout en Californie. La globalisation est partiellement une américanisation déguisée, qui ne reflète qu'une accélération des échanges commerciaux par ailleurs commencée au siècle dernier. Les Américains n'y perdent pas vraiment leur identité, ils imposent la leur. La marchandisation du monde ne relève pas seulement de l'espace géographique mais aussi de l'univers politique et idéologique. Et celui-ci tend à présenter une vision sublimée des relations sociales et économiques modulées par la technologie et les systèmes électroniques commerciaux, qui restent une industrie lourde : minerais rares, réseaux filaires et optiques, satellites, recherche et développement, stockage….

La révolution de l'information n'a pas transformé les relations entre espace public et espace privé. Les hiérarchies et les oligopoles ne sont pas tombés. Ils se sont renforcés par une petite cure de jouvence électronique. ■

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. Un wiki est un outil collaboratif d'échange et de partage rédactionnel.



Source : compilation et mise à jour de Divina Frau-Meigs, établie à partir de données 2011 du NASDAQ et de http://en.wikipedia.org/wiki/Media_cross-ownership_in_the_United_States + http://www.freepress.net/ownership/chart/main

Douze géants

Équipementiers comme Cisco, GE, Viacom, opérateurs comme Google, Microsoft, Yahoo!, diffuseurs comme Apple, Disney, Time Warner, agrégateurs de liens sociaux comme Facebook, douze géants se partagent la Toile. Le total de leur chiffre d'affaires en 2011 s'élevait à 545 milliards de dollars. Les entreprises les plus jeunes côtoient les groupes nés des fusions des grandes industries des médias et du divertissement.

L'intégralité du tableau peut être consultée sur **www.histoire.presse.fr**

Les secrets du Penta gone

L'affaire Wikileaks a posé de façon fracassante le problème de la transparence dans l'appareil d'État. En 1967, une autre affaire de fuites, en pleine guerre du Vietnam, avait placé Washington dans une posture plus délicate encore.

Entretien avec **Pierre Melandri**

L'Histoire : Le 28 novembre 2010 éclate le « cablegate », la révélation par le site Wikileaks de documents secrets américains. Un véritable séisme dans le monde de la diplomatie ?

Pierre Melandri : Rappelons les faits : Wikileaks est un site Internet créé en décembre 2006 par un jeune Australien, Julian Assange. A partir d'avril 2010, il diffuse en rafales deux vidéos montrant une attaque de deux hélicoptères à Bagdad qui a tué 12 civils, en juillet, plus de 90 000 documents sur l'Afghanistan, fin octobre, 400 000 sur l'Irak et, enfin, en novembre, 251 287, dont 11 000 classés « secrets », émanant de 270 ambassades ou consulats américains. Leur source ? le SPIRNet (Secret Internet Protocol Router Network), le principal réseau informatique utilisé par le département de la Défense des États-Unis pour transmettre des documents classés.

Certains grands quotidiens (d'abord le *New York Times*, le *Guardian* et *Der Spiegel*, puis *Le Monde* et *El Pais*) qui ont été approchés procèdent à une publication sélective. Ils décident de filtrer les documents confidentiels, de façon à ne pas porter préjudice à des personnes ou à des politiques publiques.

D'abord considéré avec condescendance, Assange devient une sorte d'ennemi public numéro un aux États-Unis qui lui reprochent d'avoir franchi la ligne rouge avec cette affaire que l'historien britannique Timothy Garton Ash qualifie pour sa part de *« rêve de l'historien, cauchemar du diplomate »*.

L'H. : Comment ces fuites avaient-elles été organisées ?

P. M. : Par l'intermédiaire d'un simple soldat, Bradley Manning, chargé en Irak d'informer ses camarades des activités diplomatiques américaines dans ce pays et, de ce fait, habilité à travailler sur des réseaux informatiques sécurisés, utilisés par les militaires et diplomates américains du monde entier. Entre novembre 2009 et avril 2010, il récupère et enregistre des centaines de milliers de documents d'une façon insoupçonnable. C'est l'illustration flagrante de la formule selon laquelle « trop de secret tue le secret » ou, pour citer le juge à la Cour suprême, Potter Stewart, *« quand tout est classifié, rien n'est classifié »*. L'obsession de la sécurité après le 11 septembre 2001 a eu, en effet, deux conséquences paradoxales : d'une part, elle a élargi le nombre de personnes habilitées à accéder aux dossiers classés : environ trois millions aux dossiers « secrets » et 854 000 aux « top secret ».

D'autre part, elle a poussé à la digitalisation et à la mise en réseau des informations. La Commission d'enquête ayant pointé l'absence de partage des données entre le FBI et la CIA qui avait, entre autres, permis à Zakaria Moussaoui[1] de fomenter son complot, les systèmes informatiques ont tous été mis en réseau. Tout cela a favorisé les fuites.

L'H. : Était-ce la première fois que des fuites d'une telle ampleur se produisaient ?

P. M. : Non, un précédent célèbre était intervenu sous la présidence Nixon, avec l'affaire dite « du dossier du Pentagone* ». En 1967, Robert McNamara, secrétaire à la Défense, commence à douter de la validité de l'engagement américain au Vietnam. Il commande alors une *« étude exhaustive du contexte de l'engagement dans la guerre »* depuis l'époque de Truman, étude pour laquelle sont recrutés des experts du Pentagone et d'autres issus de la Rand, une institution indépendante, sorte de laboratoire d'idées (*think tank*). Daniel Ellsberg, un économiste qui a servi comme lieutenant au Vietnam, fait partie de l'équipe. Ses recherches l'amènent à la conclusion que le gouvernement a sciemment menti non seulement à l'opinion publique mais aussi aux élus sur ses raisons d'intervenir militairement. A ses yeux, les motivations nobles mises en avant par Washington (défense de la liberté) cachent, en réalité, des ambitions impériales*. Il découvre aussi que le gouvernement continue une guerre qu'il sait perdue.

Au cours de l'année 1969, Ellsberg parvient à voler et photocopier 4 000 pages de documents accompagnés de 3 000 pages d'analyses. Les sénateurs refusant d'organiser des auditions publiques à partir de papiers qu'ils considèrent « volés », Ellsberg contacte Neil Sheehan, journaliste au *New York Times*[2]. Ce dernier passe deux semaines dans une chambre d'hôtel à lire le dossier. Le 13 juin 1971, les premiers articles paraissent.

Nixon reste tout d'abord serein, son secrétaire d'État, Henry Kissinger, l'assurant que la divulgation de ces documents permettait de *« faire tout retomber sur Kennedy et Johnson »*. Mais, très vite, le sentiment prévaut que ces fuites mettent en danger la crédibilité de l'Amérique et pourraient nuire au rapprochement secret alors en train avec la Chine. Dès le lendemain, deuxième jour de publication des sources, le *New York Times* reçoit un télégramme du ministre de la Justice, John Mitchell, l'accusant de violer la loi sur l'espionnage. Le directeur de la publication, Arthur Sulzberger, tient tête et continue. Un premier procès contraint le *Times* à arrêter la publication – mais le *Washington Post* prend immédiatement le relais.

L'avocat du *Times*, Alexander Bickel, plaide qu'*« une presse acariâtre, une presse obstinée, une presse omniprésente doit être tolérée par ceux en position d'autorité de façon à préserver les valeurs encore plus grandes de liberté d'expression et de droit du peuple de savoir. »* Finalement, de jugement en appel, la Cour suprême est saisie : elle ne peut que constater que, tout au plus, 11 passages sur les milliers de pages divulguées par Ellsberg représentent une menace potentielle pour la sécurité ! Elle déboute donc l'État fédéral par 6 voix contre 3.

L'H. : Quel a été l'impact de l'affaire ?

P. M. : Énorme. Elle incite Nixon à créer le corps des « plombiers », des agents prêts à tout pour colmater les « fuites » et nuire à ses adversaires – Ellsberg au premier chef,

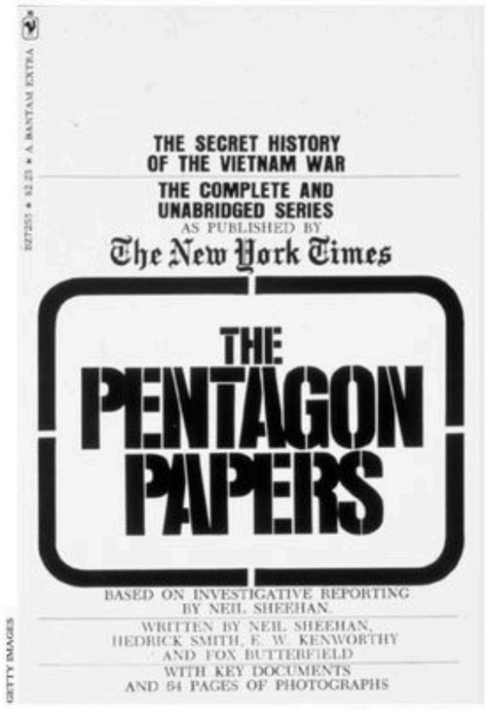
Rêve de journaliste, cauchemar de diplomate
La page d'accueil de Wikileaks le 28 novembre 2010 et les unes de quatre des cinq journaux (avec El Pais*) qui ont décidé de diffuser une partie du contenu des télégrammes diplomatiques américains subtilisés par le site Wikileaks :* le Guardian, le New York Times, le Spiegel *et* Le Monde.

Ennemis publics
A gauche, Daniel Ellsberg (au Congrès le 28 juillet 1971), l'homme qui dévoila au public des documents secrets sur la guerre du Vietnam. A droite, le fondateur du site Wikileaks, Julian Assange, brandissant un exemplaire du Guardian *le 17 décembre 2010.*

CAROL COURT/AFP

BETTMANN/CORBIS

Wikileaks montre la centralité des États-Unis dans les relations internationales, mais aussi les limites de leur puissance



GETTY IMAGES

puisque le bureau de son psychiatre est ainsi cambriolé. Elle débouche en particulier sur le scandale du Watergate, la colère du président ayant été entre-temps exacerbée par la publication d'une autre série de documents secrets, mettant en cause son attitude lors du conflit indo-pakistanais de 1971, les *Anderson Papers*. Le pouvoir d'influence de la presse, le « quatrième pouvoir », paraît alors à son apogée. Plus généralement, l'affaire marque un véritable tournant : pour la première fois, la justice et la presse refusent de s'incliner devant l'exécutif sur une question de politique étrangère. Surtout, l'opinion publique, jusque-là encline à croire que le président disait toujours la vérité, est décillée. Le contrat consensuel entre le chef de l'État et le pays semble rompu.

L'H. : Est-ce la même chose avec Wikileaks ?

P. M. : Les réactions, là encore, sont partagées. Pour une partie de l'opinion publique, Wikileaks est une entreprise de haute trahison susceptible de porter tort aux intérêts et aux ressortissants américains et certains, comme Sarah Palin, ont même réclamé que le site soit considéré comme une organisation terroriste. Un journaliste allemand est allé jusqu'à écrire qu'il pulvérisait *« telle une arme de destruction massive les dernières traces de confiance »* dans la diplomatie américaine.

D'autres, au contraire, jugent que, si les câbles sont embarrassants, ils n'en restent pas moins rassurants. Embarrassants lorsqu'ils critiquent des chefs d'État étrangers : par exemple la famille de Ben Ali, encore au pouvoir en Tunisie, est qualifiée de « quasi mafia ». Rassurants parce qu'ils témoignent du sérieux et du professionnalisme du département d'État. Surtout, les révélations n'ont porté que sur des documents classés « secret », « confidentiel » ou même non classifiés, mais jamais sur les télégrammes « top secret » ou surtout « NODIS » *(no distribution)*. Ni d'ailleurs sur des documents militaires ou émanant des services de renseignement.

L'administration Obama, d'ailleurs, a réagi avec sobriété – même si Hillary Clinton a dû assurer une tournée mondiale d'excuses. Le gouvernement mexicain, grand allié, n'a guère apprécié l'analyse de son action contre le trafic de drogue ; l'image du gouvernement pakistanais, autre allié théorique, a souffert, y compris dans son pays, après la révélation du double langage de ses leaders. Certains ont dénoncé l'espionnage de diplomates étrangers à l'ONU et, plus généralement, le flou croissant entre le métier de diplomate et celui d'espion dans le contexte de la guerre contre le terrorisme. Mais l'impact a été finalement limité.

L'H. : Les deux épisodes ne sont donc pas comparables ?

P. M. : Il y a de grandes différences. En 1971, le dossier du Pentagone a effectivement divulgué des éléments inconnus, susceptibles d'atteindre la crédibilité de l'État et d'ailleurs largement révélés dans le but de mettre en cause la politique de l'État. La crédibilité de l'Exécutif a été durement atteinte. L'affaire Wikileaks, quant à elle, divulgue à seule fin de divulguer, dans le monde entier, lançant au passage à la presse internationale un défi auquel elle a diversement réagi. En France, *Le Monde* a décidé de rendre compte de 1897 télégrammes en quatre semaines[3].

Paradoxalement, les documents Wikileaks diffusent une vision américaine du monde, cautionnant une forme de *« soft power* »* américain : ils montrent à un public – du reste plus blasé voire cynique que lors de la génération précédente – que, certes, la diplomatie américaine n'est pas irréprochable mais qu'elle n'est pas non plus globalement condamnable. Elle montre à la fois la centralité de l'Amérique dans les relations internationales, tous les pays ou presque étant concernés, mais aussi les limites de sa puissance, face à la Chine, à l'Arabie saoudite ou au Pakistan.

Wikileaks reflète sans doute le climat idéologique : l'émergence d'une foi un peu aveugle dans la transparence absolue, comparable à celle qui a pu exister à l'endroit d'un marché libéré de toute régulation. C'est sans doute oublier un peu vite que s'il refusait dans ses « 14 points » les traités secrets, « l'idéaliste » Wilson n'en admettait pas moins lui-même la nécessité des négociations secrètes. Historien mais aussi un temps conseiller d'un président, Arthur M. Schlesinger Jr. a peut-être mieux que quiconque résumé le dilemme : *« Vous ne pouvez pas diriger un gouvernement si tout ce que vous faites est transmis à la presse… Vous ne pouvez pas diriger une presse libre si publier tout ce que le gouvernement classe "secret" constitue un crime. »* La quête d'un difficile équilibre entre ces deux termes est sans doute le prix de la survie de la démocratie.

PROPOS RECUEILLIS PAR HUGUETTE MEUNIER.

L'exécutif décrédibilisé

La couverture du livre de documents commentés par le journaliste Neil Sheehan,* Le Dossier du Pentagone, *qui révéla après le* New York Times *les agissements du gouvernement pendant la guerre du Vietnam.

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. Ce Français, en prison au moment des attentats du 11 Septembre, a été reconnu coupable de six chefs d'accusation de complot lié aux attaques terroristes.

2. Cf. Neil Sheehan, auteur par la suite d'un important ouvrage sur la guerre du Vietnam, *L'Innocence perdue*, Le Seuil, 1990.

3. Cf. J.-N. Jeanneney, « Ce que Wikileaks a changé », *L'Histoire* n° 377, pp. 86-87.

Grandeurs et misères du roi dollar

On ne compte plus les prévisions des analystes annonçant la « mort du dollar ». Depuis 1944, pourtant, sa suprématie n'a pas été remise en cause. Explications.

Par **Jean-Charles Asselain**

L'AUTEUR

JEAN-CHARLES ASSELAIN est correspondant de l'Institut et professeur émérite à l'université Montesquieu-Bordeaux-IV. Il a notamment publié *Histoire économique du XXe siècle* (2 vol., Presses de Sciences Po, 1995). Cet article est la version revue et mise à jour de « Le règne ambigu du dollar », *L'Histoire* n° 91, pp. 112-117.

24 grammes d'argent
Monnaie des États-Unis depuis 1792, le dollar vaut alors 24 g d'argent (dollar de 1795).

L'asymétrie des relations entre les États-Unis et tous les autres pays tient d'abord à une donnée permanente : l'économie américaine est, de toutes les économies occidentales, la moins dépendante de l'extérieur, en raison de ses dimensions et de son modèle de croissance axé sur le marché intérieur. Selon la formule employée par L. Hahn en 1967 : « *Les Américains ne vont pas museler leur chien* [un produit national brut de quelque 700 milliards de dollars*] *sous prétexte qu'il remue la queue* [un déficit de 2 à 3 milliards de dollars]. » De sorte que les dirigeants américains, jusqu'à ce jour, se sont toujours crus fondés à prendre des mesures dictées par des objectifs économiques internes, indépendamment de leurs répercussions sur le reste du monde.

L'asymétrie cependant tient aussi à l'évolution historique des relations monétaires. L'or a perdu au XXe siècle son rôle de monnaie internationale et c'est aujourd'hui une monnaie nationale – le dollar des États-Unis – qui remplit pour l'essentiel les fonctions de monnaie internationale : à la fois unité de compte (ainsi, notre « facture pétrolière » s'exprime en dollars), moyen de paiement et monnaie de réserve (les banques centrales conservent sous forme d'avoirs en dollars une grande partie de leurs réserves de change).

Jusqu'ici, toutefois, rien de fondamentalement original par rapport au rôle de « devise clé » que jouait la livre sterling jusqu'en 1914 : l'économie dominante, dont la monnaie est acceptée partout dans le monde, se trouve dans les deux cas dispensée de maintenir des réserves de change en devises d'autres pays.

Mais les États-Unis, depuis la Seconde Guerre mondiale, jouent en outre à une échelle sans précédent le rôle d'émetteur de monnaie internationale, dans un environnement où l'accroissement des réserves de change repose de plus en plus sur la création de dollars et non plus sur l'accumulation d'or. Ils détiennent, de ce fait, le privilège unique de pouvoir, en cas de déficit extérieur, s'acquitter dans leur propre monnaie, sans avoir à prélever sur leurs réserves ni à s'endetter en devises étrangères.

D'OÙ VIENT LA SUPRÉMATIE DU DOLLAR ?

C'est la guerre de 1914 qui fait d'un seul coup des États-Unis le créancier de leurs alliés, et du dollar une monnaie forte au regard de toutes les devises européennes plus ou moins dévalorisées par l'inflation. Les capitaux américains, durant les années 1920, jouent un rôle décisif dans le relèvement économique de l'Allemagne. Mais ces données nouvelles n'effacent pas totalement l'influence de l'expérience et des traditions financières : la place financière de Londres retrouve et conservera par-delà la Seconde Guerre mondiale une partie de son rôle international.

De sorte que l'entre-deux-guerres se caractérise, dès avant la crise des années 1930, par une instabilité financière sans précédent, liée aux déplacements en tous sens des capitaux à court terme et à la concurrence entre Londres, New York et Paris pour les attirer. La répudiation des dettes européennes envers l'Amérique, dès 1932, au seuil de la crise, est ressentie comme un véritable choc ; le dollar, dont la parité n'avait pas varié depuis 1792, est pris dans la tourmente de la spéculation et des dévaluations en chaîne, et se >>>

Wall Street
La Bourse de New York, créée en 1792, reste la première place financière mondiale.

Le système de Bretton Woods assura durant un quart de siècle une stabilité comparable à celle du régime de l'étalon-or

>>> trouve à son tour massivement dévalué de 45 % en février 1934.

Il aura donc fallu une nouvelle guerre et un nouvel affaiblissement décisif des économies européennes pour voir s'imposer, de manière cette fois irrésistible, la primauté du dollar et les responsabilités mondiales des États-Unis.

Bien avant la fin du second conflit mondial, Américains et Anglais se penchent sur les problèmes monétaires du futur après-guerre, soucieux de ne pas renouveler les fautes qui ont conduit au chaos des années 1930. Pour John Maynard Keynes, prestigieux conseiller du gouvernement britannique, seul un système monétaire mondial radicalement nouveau pouvait répondre aux nécessités de l'heure : un système affranchi des aléas de la production d'or (l'or, cette *« relique barbare… »*), géré par une institution financière mondiale à l'abri de toute domination nationale. Le « plan Keynes » prévoyait donc hardiment la création *ex nihilo* d'une monnaie mondiale, le « bancor ».

Le gouvernement américain, lui, d'accord avec les Anglais pour organiser le retour à un système de parités fixes et stables, était bien décidé en revanche à ne pas sacrifier le rôle mondial du dollar au profit du bancor et à conserver sur le fonctionnement du système un pouvoir de contrôle conforme à sa suprématie financière : les États-Unis détenaient à eux seuls près des trois quarts du stock d'or mondial et la quasi-totalité des ressources indispensables à la survie de leurs alliés.

QU'EST-CE QUE LE SYSTÈME DE BRETTON WOODS ?

Lorsqu'en juillet 1944, en pleine bataille de Normandie, la petite station de Bretton Woods dans le New Hampshire accueille les délégations de quarante-trois gouvernements alliés, les jeux sont déjà faits pour l'essentiel. Mais les discussions, qui vont se prolonger plusieurs semaines à un rythme épuisant sous la présidence du sous-secrétaire d'État au Trésor américain, Harry White, et de Keynes, engagent néanmoins l'avenir sur des points essentiels : la création de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), leurs principes de fonctionnement et la fixation des quotas nationaux assurant aux États-Unis une large prééminence.

Au total, la signification historique des accords de Bretton Woods, conclus en pleine guerre, est passée largement inaperçue sur le moment. Parmi les participants eux-mêmes, bien peu sans doute ont eu conscience qu'ils venaient de consacrer la suprématie du dollar. La dissymétrie entre le dollar et toutes les autres monnaies résulte bien moins de la lettre des textes que d'un état de fait : dans le monde de 1945, la formule *« le dollar aussi bon que l'or », « as good as gold »*, paraît une évidence.

Le système de Bretton Woods devait assurer durant un quart de siècle une stabilité comparable, toutes proportions gardées[1], à celle du régime de l'étalon-or. Mais il comporte une lacune décisive : rien n'est prévu pour ajuster le montant des liquidités internationales aux besoins de l'économie mondiale ; seul, par définition, un déficit extérieur des États-Unis peut alimenter la croissance des moyens de paiement internationaux. Le déficit de la balance américaine des paiements apparaît dès lors comme la condition du fonctionnement régulier du système, tout en sapant à long terme les bases sur lesquelles il repose. Et, de fait, la période 1945-1971 sera marquée par un retournement progressif de la « pénurie » à la « pléthore » de dollars.

L'Amérique, au départ, donne généreusement : c'est le temps de l'aide Marshall. Mais elle investit aussi de plus en plus à travers le monde : au Canada, en Amérique latine, en Europe… Sans oublier la charge « disproportionnée » (c'est un constant sujet de friction entre le gouvernement américain et ses alliés) des dépenses militaires « pour la défense du monde libre », dont la croissance devient explosive avec la guerre du Vietnam. De sorte que, si le déficit américain est quasiment permanent depuis 1950, sa nature se modifie, et son ampleur ne cesse d'augmenter. Le rapport entre le stock d'or américain et les « balances dollars » détenues par les banques étrangères se dégrade donc irrésistiblement.

La convertibilité-or du dollar, de plus en plus théorique, ne repose dès lors que sur la « compréhension » des partenaires des États-Unis, qui doivent renoncer à échanger contre de l'or leurs créances en dollars, tout en cédant eux-mêmes de l'or (« pool de l'or ») sur le marché libre pour empêcher que son cours ne dépasse la parité officielle.

Comme vers la fin des années 1920, la France du général de Gaulle joue un rôle direct dans la rupture du système, en demandant à plusieurs reprises la conversion partielle en or de ses réserves en dollars.

QUE S'EST-IL PASSÉ EN 1971 ?

Les événements qui conduiront en 1971 à l'effondrement du système de Bretton Woods doivent être resitués dans le contexte de la crise profonde que traversent alors les États-Unis. Les décisions monétaires ne sont jamais purement techniques : elles engagent le prestige national. Plus que toute autre, la parité de 35 dollars l'once d'or, fixée en 1934 par le président Roosevelt, a fait l'objet d'une sorte de « sacralisation ». En mai 1971 encore, le gouvernement américain s'engage à ne jamais porter atteinte à la parité « historique » du dollar.

Mais, en août, lors d'une réunion secrète à Camp David, Nixon arrête un ensemble de mesures destinées à placer les États-Unis en position de force dans la négociation monétaire : décision unilatérale de « suspendre » la convertibilité-or du dollar pour les banques centrales, surtaxe de 10 % frappant toutes les importations. A l'Europe et au Japon de supporter les conséquences du redressement américain ! Kissinger a noté dans ses souvenirs l'air *« exultant »* de Nixon annonçant ce « coup de force » ; lui-même se voit chargé de jouer l'apaisement auprès des gouvernements européens.

La rencontre Nixon-Pompidou aux Açores prépare le compromis des accords du Smithsonian, conclus à Washington le 18 décembre 1971, véritable « journée des dupes » : les Européens crient victoire parce qu'ils ont obtenu une dévaluation symbolique du dollar (l'once d'or passant de 35 à 38 dollars) en contrepartie de la réévaluation des autres monnaies – comme si la distinction entre dévaluation des uns, réévaluation des autres avait encore un sens dans un régime de parités-or fictives, où il n'existe plus de monnaie convertible ! Le gouvernement des États-Unis a bien atteint son objectif : libéré de toute contrainte, le cours du dollar évoluera désormais au gré des intérêts américains.

Mais la fin du système de changes fixes de Bretton Woods, n'était-ce pas du même coup la fin du roi-dollar ? Or, contre toute attente, loin de rentrer dans le rang, le dollar, désormais détaché de l'or, a vu se confirmer plus que jamais son statut de monnaie internationale.

Le triomphe de l'étalon-dollar, qui a succédé depuis les années 1970 à l'étalon dollar-or, s'inscrit dans un contexte >>>

Des débats animés

Parmi les participants : tout à gauche, l'Américain Henry Morgenthau, secrétaire d'État au Trésor, debout, le Britannique John Maynard Keynes et à droite, Pierre Mendès France.

AFP

BRETTON WOODS, 22 JUILLET 1944

La conférence de Bretton Woods réunit 730 délégués des 44 pays ayant signé la Déclaration des Nations unies. Les accords font du dollar, seul convertible en or (au taux de 35 dollars l'once), le pivot du nouveau système monétaire international. Le FMI garantit la stabilité des changes. La Banque mondiale aide les pays alliés à reconstruire leurs infrastructures ruinées par la guerre dans le cadre d'une économie libérale. Les États-Unis affirment ainsi leur suprématie économique.

KEYSTONE/GAMMA-RAPHO

LE COUP DE FORCE DE NIXON

Le 15 août 1971, sans avertir l'Europe ou le Japon, le président Nixon (ici au Congrès en septembre) annonce la fin de la convertibilité du dollar en or. La masse des dollars circulant dans le monde excède largement les réserves en or de Fort Knox. Si les détenteurs de dollars demandent leur conversion en or, les États-Unis risquent la faillite. C'est la fin du système né à Bretton Woods. Le secrétaire d'État au Trésor, John Connally, lance à ses partenaires : *« Le dollar est notre monnaie mais c'est votre problème. »*

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. En vertu du principe des parités « fixes, mais ajustables », les dévaluations ne sont plus exclues, mais elles demeurent exceptionnelles durant toute la période qui va des grands réajustements de 1949 à la dévaluation de la livre en 1967 : la dévaluation française de 1958 fait figure d'événement isolé.

Tant que la politique monétaire de l'Union européenne manquera d'une véritable gouvernance, le dollar conservera un avantage décisif

Une crise venue des États-Unis

La crise bancaire, puis économique, est partie des États-Unis en 2008 : du marché des subprimes, crédits immobiliers hypothécaires octroyés à des emprunteurs aux revenus modestes, en calculant leur capacité d'emprunt sur la valeur du bien acheté. Lorsque l'immobilier a commencé à baisser en 2007, les ménages n'ont plus pu rembourser leurs emprunts, et les établissements créditeurs ont fait faillite. La crise s'est ensuite diffusée dans le système financier mondial via la « titrisation », une technique permettant de transformer les emprunts immobiliers en obligations achetées dans le monde entier. Les banques les plus actives sur les marchés financiers ont été les plus touchées, en particulier les grandes banques d'investissement de Wall Street, mais la mondialisation financière a transformé une crise locale en crise mondiale. La crise financière s'est diffusée dans toute l'économie en raison du renchérissement du crédit qui a étouffé la consommation et étranglé les emprunteurs qui avaient parié sur des produits spéculatifs. Des États comme l'Espagne s'épuisent à rembourser des dettes écrasantes et à soutenir leurs banques malades, tandis que les pays émergents, moins exposés, rattrapent leur retard.

PAP NDIAYE

PASCAL LEBRUN/ GT IMAGES

>>> d'intégration financière mondiale croissante, d'expansion des crédits internationaux et de libération des mouvements de capitaux échappant à tout contrôle des autorités monétaires nationales. L'augmentation des liquidités internationales en dollars, qui va s'accélérant de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, ne dépend plus seulement de la balance américaine des paiements : elle répond aussi, avec une remarquable élasticité, à travers notamment le marché de l'eurodollar (opérations en dollars de banques privées non américaines ou de filiales à l'étranger de banques américaines), au besoin de financement des déficits extérieurs, gonflés par les deux chocs pétroliers.

On oublie souvent que cette capacité d'adaptation spontanée a permis d'éviter une chute du commerce mondial dont les effets auraient pu être comparables à ceux de la catastrophe des années 1930. La croissance explosive des liquidités a eu, en revanche, des effets déséquilibrants manifestes : formidable impulsion à l'inflation mondiale, montée en flèche des taux d'intérêt, mouvements de capitaux d'une ampleur sans précédent, instabilité redoutable des taux de change (à moyen terme, et parfois au jour le jour). En même temps, le « privilège exorbitant » que confère à l'économie américaine la position internationale du dollar n'a pas cessé d'alimenter le ressentiment contre les États-Unis.

LES RAISONS DE LA SUPRÉMATIE

Depuis la fin du système de Bretton Woods il y a quarante ans, on ne compte plus les prévisions des analystes annonçant « la mort du dollar », ou du moins son déclin inéluctable à long terme. Des prédictions constamment démenties jusqu'à maintenant, malgré l'apparition de nouveaux concurrents, à commencer par l'euro.

Car le dollar conserve bel et bien son statut de monnaie mondiale dominante. Il demeure la monnaie de facturation internationale pour les produits de base et certains biens industriels (commandes aéronautiques). Il intervient dans 85 % des transactions sur le marché des changes (en 2010), contre 39 % pour l'euro. Dans bon nombre de pays, la « *dollarisation* » prend des formes diverses, depuis la circulation interne de coupures de 100 dollars (les preneurs d'otages du monde entier exigent une rançon en dollars !) jusqu'à l'« *ancrage* » formel ou informel des monnaies nationales sur le taux de change du dollar. Ce qui va de pair avec une indiscutable primauté du dollar dans les réserves des banques centrales : 62 % fin 2009 (plus qu'en 1970), contre 27 % pour l'euro.

Bien plus : la crise de 2008, malgré son origine américaine, a eu paradoxalement pour effet direct de renforcer la position du dollar, en renforçant l'attrait des placements en bons du Trésor américain, considérés comme la valeur refuge par excellence.

Le maintien de la suprématie du dollar s'explique par la puissance financière des États-Unis, avec une capitalisation boursière qui équilibre à elle seule celle des six autres pays du G 7, et des marchés obligataires à la fois amples et unifiés, garantissant aux investisseurs étrangers des placements liquides et sûrs. Mais les facteurs politiques pèsent sans doute encore davantage dans la concurrence entre le dollar et l'euro : tant que la politique monétaire de l'Union européenne manquera d'une véritable gouvernance, l'étroite relation entre le Trésor américain et la Réserve fédérale restera un avantage décisif, en termes de réactivité, de cohérence et de confiance internationale.

Et pourtant, ces explications n'emportent pas une totale conviction. Elles ne prennent pas en compte les fluctuations du cours du dollar, et notamment sa dépréciation récente vis-à-vis de l'euro (1 € = 0,83 $ en octobre 2000 ; 1,60 $ en juillet 2008 ; 1,30 $ en mai 2012) : handicap majeur pour une monnaie de réserve. Cette instabilité va de pair avec les déficits extérieurs chroniques de l'économie américaine, dont le financement est régulièrement assuré par des flux de capitaux extérieurs, investissements privés et accumulation de réserves de change par les banques centrales. D'où la persistance de cet « exorbitant privilège » pour les États-Unis de pouvoir financer leurs déficits permanents – grâce à la confiance dans le dollar – à des taux nettement inférieurs au rendement de leurs propres investissements dans le reste du monde.

LA QUESTION DES DÉFICITS

Mais, contrairement au système mis en place à Bretton Woods, il ne s'agit plus d'un système formel, régi par des accords internationaux et assorti de l'obligation de maintenir la convertibilité-or du dollar. Les déficits américains ont changé de nature (ils ne résultent plus seulement d'un flux excessif d'investissements directs ou de dépenses militaires, mais aussi d'un déficit structurel des paiements courants) et ils se sont creusés de façon impressionnante : 6 % du PIB à la veille de la dernière crise. La question d'une insolvabilité potentielle des États-Unis et d'une nouvelle dépréciation possible du dollar se trouve posée en permanence, ouvertement ou non.

En fait, le sort du dollar dépend plus que jamais de tous les pays qui acceptent de détenir des avoirs en dollars (notamment pour l'ancrage de leur monnaie : une vaste « zone dollar », aux contours flous et mouvants) ; et les principaux créanciers ne sont plus seulement aujourd'hui des pays proches de l'Amérique, du point de vue politique et militaire, comme l'Allemagne fédérale et le Japon vers 1970, mais aussi depuis quelques années des puissances émergentes, à commencer par la Chine.

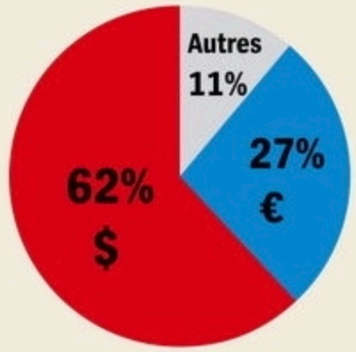
Il en résulte aujourd'hui une situation inédite, paradoxale à plusieurs égards. D'abord parce que les États-Unis absorbent aujourd'hui une part disproportionnée de l'épargne mondiale et peuvent être accusés de détourner à leur profit l'épargne des pays à faible revenu. Du même coup, compte tenu de l'intensité de leur déficit avec la Chine, ils se sont placés dans une dépendance durable envers leur principal créancier, dont le soutien s'avère décisif pour faire face à une crise comme celle de 2008-2009. Mais d'autre part, et ce n'est pas le moindre paradoxe, la Chine ne se trouve pas pour autant en position de force vis-à-vis de son débiteur : si elle envisageait de recourir à « l'option nucléaire » d'une conversion de ses réserves de change, entraînant la chute du dollar, les conséquences pour elle-même (pertes énormes sur ses avoirs en dollars, effondrement des exportations) seraient aussi dramatiques que pour les États-Unis et le reste du monde. Comme disait Keynes : « *Quand vous devez mille livres à votre créancier, vous êtes à sa merci ; quand vous lui devez un million de livres, il est à votre merci.* »

ET DEMAIN LE YUAN ?

En fait, l'avenir reste toujours aussi ouvert. Un scénario catastrophe d'effondrement du dollar, déclenché par des mouvements incontrôlés de capitaux privés et provoquant une crise mondiale d'ampleur imprévisible, ne saurait être exclu. La plupart des analystes prévoient plutôt aujourd'hui une évolution graduelle vers un régime multipolaire, où le dollar, l'euro, le yuan auraient chacun leur zone d'influence, et où la monnaie américaine resterait monnaie internationale, tout en perdant son caractère dominant. A moins bien sûr que le dollar une fois de plus ne déjoue toutes les prévisions. ■

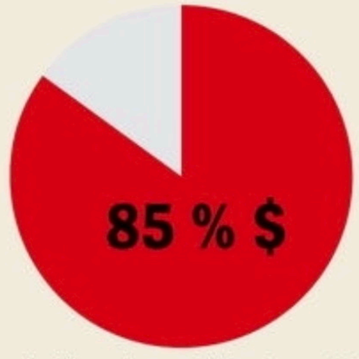
Pourquoi le dollar domine

Il est la monnaie de réserve des banques centrales



La part du dollar dans les réserves des banques centrales (2009)

Il domine le marché des changes



La part du dollar sur le marché des changes (2010)

Coopération avec les pays d'Afrique
Dès juillet 2009, Obama se rend au Ghana, en pleine transition démocratique, où il visite avec sa famille le fort de Cape Coast, haut lieu de la traite négrière transatlantique.

SHAWN THEW/EPA/CORBIS

La vraie doctrine d'Obama

Barack Obama n'est pas un doctrinaire, pas plus en politique étrangère qu'en politique intérieure. Président cosmopolite, il renoue avec le multilatéralisme. Il mène une politique prudente et réaliste, soucieuse de restaurer l'image des États-Unis dans le monde. Mais il ne sera pas le fossoyeur de l'empire.

Par **Pap Ndiaye**

L'élection de Barack Obama a marqué l'installation à la Maison Blanche* du président le plus cosmopolite de l'histoire des États-Unis. Cela se mesure à plusieurs aspects de sa personnalité, qu'il a lui-même soulignés dans son autobiographie, *Les Rêves de mon père*. Obama n'est pas, à proprement parler, le premier président dont un des parents était de nationalité étrangère, même si cela n'est pas très courant : les parents d'Andrew Jackson étaient irlandais, les pères de James Buchanan et Chester Arthur aussi, Thomas Jefferson et Woodrow Wilson avaient des mères anglaises, Herbert Hoover une mère canadienne. Mais il est le premier président qui vécut autant de temps à l'étranger dans son enfance (quatre ans en Indonésie entre 1967 et 1971). Il a aussi vécu huit ans dans l'État de Hawaï (1971-1979).

Il est celui qui a le plus explicitement réfléchi sur son identité américaine en lien avec d'autres régions du monde. Cela a pu inclure des pays de référence classique comme l'Irlande, où 44 millions d'Américains ont des origines, y compris une bonne moitié des présidents américains (Obama visita le village de Moneygall d'où provenait un ancêtre de sa mère, tout comme Ronald Reagan, en 1984, avait visité le hameau de Ballyporeen où était né son arrière-grand-père), et d'autres, bien moins courants pour un président, comme le Kenya ou l'Indonésie.

En outre, sa carrière politique a été scandée par de multiples références positives aux mondes étrangers, ce qui n'est pas courant dans la bouche d'un président américain. L'exercice de la comparaison entre son pays et un autre, par exemple, que Obama n'hésite pas à faire et qui enrage les Républicains, suppose deux préalables qui ne vont pas de soi : que les États-Unis ne sont pas à ce point exceptionnels qu'on ne puisse les comparer ; et que l'on puisse éventuellement tirer des enseignements d'une comparaison qui ne tourne pas forcément à leur avantage.

12 % DES AMÉRICAINS SONT NÉS À L'ÉTRANGER

La personnalité d'Obama est en phase avec la mondialisation croissante de la société américaine, particulièrement de ses grandes villes, qui sont des Babel de langues, de cultures et de religions. 12 % des Américains sont nés à l'étranger, pour l'essentiel au Mexique, en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie. 20 % des Américains parlent une autre langue que l'anglais à la maison : l'espagnol surtout, mais aussi le chinois et d'autres langues asiatiques, et même le français, pour 2,7 % d'entre eux, surtout originaires des Caraïbes ou d'Afrique. Les liens d'Obama avec l'Afrique et l'Asie sont très représentatifs des dynamiques migratoires contemporaines des États-Unis.

Depuis 2008, la crise économique a eu deux conséquences importantes : la première est que les flux migratoires entrant aux États-Unis se sont ralentis, surtout ceux en provenance du Mexique, en chute libre. Par exemple, les arrestations de migrants illégaux à la frontière mexicaine sont retombées en 2011 à leur niveau de 1972. Les migrations internes au Mexique vers des villes moyennes se substituent à la migration vers le grand voisin. En Amérique latine, les courants migratoires se réorganisent avec de nouveaux pays qui attirent : l'Argentine, vers laquelle Boliviens, Paraguayens et Péruviens se dirigent, et le Brésil, nouveau >>>

L'AUTEUR

PAP NDIAYE est membre du comité de rédaction de *L'Histoire*. Spécialiste des Etats-Unis, il est maître de conférence à l'EHESS. Il a notamment publié *Les Noirs américains. En marche pour l'égalité* (Gallimard, 2009).

En 2008 Obama fut en quelque sorte le candidat du monde et des Américains pour qui le monde importe

>>> géant régional et mondial. D'après une toute récente étude du Pew Research Center, le nombre de migrants asiatiques a dépassé celui des migrants hispaniques en 2010 (430 000 contre 370 000 en 2010[1]). Bref, les États-Unis s'inscrivent dans un vaste réseau migratoire mondial, dont ils demeurent un des pôles principaux, mais pas unique.

40 % DES JEUNES PENSENT À S'EXPATRIER

La deuxième conséquence est que la fin du XX[e] et le début du XXI[e] siècle se caractérisent, d'une manière générale, par l'accroissement de la présence américaine dans le monde. Étrangement, il n'y a pas de statistiques officielles en ce qui concerne le nombre d'Américains vivant à l'étranger (à l'exception du personnel militaire) : le chiffre le plus couramment cité est de six millions de personnes environ. La crise économique américaine et, parallèlement, la forte croissance des pays émergents ont favorisé des migrations de travail de jeunes Américains diplômés qui s'installent en Asie ou en Amérique latine, y compris celles et ceux issus de migrations récentes qui font le chemin inverse de leurs parents.

D'après un sondage récent, 40 % des Américains d'âge compris entre 18 et 24 ans envisagent de s'expatrier : bien moins le feront en pratique, mais la tendance est claire. De même les investissements américains à l'étranger sont passés de moins de 100 milliards de dollars par an dans les années 1990 à plus de 200 milliards en 2009[2]. D'une manière de plus en plus flagrante, l'économie et la société américaines sont profondément enchevêtrées au reste du monde.

L'élection d'Obama, en 2008, peut alors s'interpréter comme un ajustement politique par rapport à la mondialisation des échanges et des circulations dont les États-Unis sont un des acteurs majeurs. Obama a bénéficié du soutien des minorités issues de migrations récentes (les hispaniques ont voté pour lui à 67 %, les Américains d'origine asiatique à 62 %) et de tous les groupes sociaux dont l'identité et les activités dépendent fortement des relations avec l'étranger (cela inclut les élites économiques de Wall Street). Cela n'exclut d'ailleurs pas d'autres groupes (toute élection est portée par une coalition d'intérêts parfois en tension les uns avec les autres). Obama a reçu les votes d'une bonne partie du monde ouvrier, fortement touché par les délocalisations industrielles vers le Mexique ou l'Asie, que George Bush, en dépit de son discours fortement nationaliste, n'avait pas protégé contre la désindustrialisation.

Dans le monde entier, l'installation d'Obama à la Maison Blanche fut saluée par des exclamations de joie, d'une manière encore plus bruyante que lorsque Kennedy fut élu en 1960. Obama était en quelque sorte le candidat du monde – et des Américains pour qui le monde importe. Pour autant, peut-on dire que les relations des États-Unis avec le reste du monde ont changé sous la présidence d'Obama, que la politique étrangère serait désormais moins « impériale » ?

Pendant la campagne électorale, Obama s'était présenté comme le futur *« président qui peut parler directement au monde »*. Il avait indiqué qu'il ne souhaitait pas que son pays redevienne isolationniste*, mais qu'il ne fallait pas non plus qu'il *« rudoie »* les autres pays. Et d'appeler à une politique étrangère de coopération, d'alliances, la force ne devant être utilisée qu'en dernier recours. Dans cette perspective, le candidat démocrate avait promis de doubler l'aide américaine, pour qu'elle atteigne 50 milliards de dollars en 2012. Bien entendu, le retrait des troupes américaines d'Irak achevé en 2011 (en tant que sénateur, il s'était opposé, cinq ans plus tôt, à la guerre contre le régime de Saddam Hussein) constituait un autre point fort de son programme présidentiel.

On ne pouvait parler alors, et on ne peut toujours pas, parler de « doctrine Obama » à propos de la politique étrangère actuelle des États-Unis. Par contraste, l'administration Bush avait clairement formulé une doctrine. La vision de Bush, influencée par le néoconservatisme*, était que les États-Unis devaient combattre une menace mondiale (terrorisme et dictatures hostiles) nécessitant l'unilatéralisme (marqué par le refus de signer le protocole de Kyoto ou le dédain affiché à l'égard des institutions internationales), le droit de se défendre, y compris préventivement, contre une menace terroriste, et une politique active de « démocratisation » du Moyen-Orient (perçu comme le principal foyer de menace pour la sécurité des États-Unis). Cette approche, idéologiquement structurée, avait incontestablement des traits impériaux : l'interventionnisme en Asie centrale, la guerre globale contre le terrorisme sans limite dans le temps ou l'espace, l'ambition de reconstruire politiquement le Moyen-Orient, rappelaient les grandes heures de la guerre froide*.

Or on ne trouve pas, depuis 2008, un ensemble idéologique aussi cohérent, ce qui n'est pas nécessairement un problème en soi. Il convient plutôt de parler, dans le cas d'Obama, d'orientations générales qui constituent plus une méthode qu'un corps idéologique bien repérable : Obama a, dans l'ensemble, apaisé les relations tendues des États-Unis avec une partie importante du monde, particulièrement le monde musulman, mais aussi la Russie et la Chine ; et il a remis à l'ordre du jour le multilatéralisme et la coopération internationale.

Obama a en partage avec Bush une vision morale de la « responsabilité » des États-Unis dans le monde, héritière de l'idéalisme wilsonien, qu'il a affirmée à plusieurs reprises comme lors de l'intervention en Libye : *« Mettre* >>>

PLUS MILITARISTE QUE PRÉVU

Obama a mené une politique très déterminée contre Al Qaïda en donnant la préférence à des opérations secrètes moins coûteuses en vies que la guerre classique : l'élimination des chefs terroristes, par des drones ou des raids-éclair des forces spéciales (comme celui qui tua Ben Laden le 2 mai 2011), la « cyberguerre » pour paralyser le programme nucléaire iranien, font de celui qui reçut le prix Nobel de la paix en 2009 un président bien plus militariste que prévu.

PETER SOUZA/THE WHITE HOUSE/CORBIS

En direct à la Maison-Blanche
Barack Obama et Hilary Clinton assistent à l'assaut qui tua Ben Laden.

JEWEL SAMAD/AFP

La Chine, partenaire économique
Avec la Chine, Obama est dans la continuité de ses prédécesseurs depuis Nixon : les négociations commerciales et monétaires prennent le dessus sur les questions politiques et de droits de l'homme (rencontre avec Hu Jintao le 18 juin 2012).

NOTES

* Cf. lexique, p. 94.

1. Pew Research Center, « The Rise of Asian Americans », www.pewsocialtrends.org/2012/06/19/the-rise-of-asian-americans/

2. Un rapport pour le Congrès fait le point là-dessus : www.fas.org/sgp/crs/misc/RS21118.pdf

3. Cf. P. Golub, *Une autre histoire de la puissance américaine*, Seuil, 2011, p. 270 et suivantes.

Les mots de la puissan ce

AXE DU MAL Formule employée pour la première fois par le président américain George W. Bush dans son discours sur l'état de l'Union en janvier 2002. Elle désigne explicitement l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, accusés par les États-Unis de soutenir le terrorisme, de chercher à se procurer des armes de destruction massive et de violer les traités internationaux. En réalité il s'agit d'États ayant de mauvaises relations avec les États-Unis, mais dont le poids militaire est plutôt faible. Cette formule, abondamment reprise par les médias, en viendra à symboliser la rhétorique manichéenne caractéristique de l'administration Bush.

BIG STICK (« politique du gros bâton ») Expression lancée par le président Theodore Roosevelt citant un proverbe africain, en 1903, *« Parlez doucement et portez un gros bâton* [big stick] *; vous irez loin. »* La formule sert à caractériser la politique de Washington en Amérique latine, considérée comme la chasse gardée des États-Unis.

CIA (Central Intelligence Agency, « Agence centrale de renseignement ») Mise en place en 1947 au début de la guerre froide, elle est chargée de recueillir des renseignements à l'extérieur du territoire des États-Unis. Placée sous l'autorité du président, elle se consacre principalement, jusqu'à l'écroulement du bloc soviétique, à la lutte contre le communisme. Mise en cause lors du Watergate, en 1973, elle a été dénoncée pour ses tentatives d'assassinat de Castro ou encore pour son intervention au Chili où elle a soutenu à partir de 1963 les conservateurs contre les socialistes.

CONTAINMENT (« endiguement ») Le terme est lancé par l'ancien chargé d'affaires américain à Moscou, George Kennan, qui en juillet 1947, souligne que le premier impératif de la diplomatie de son pays à l'égard de l'URSS *« doit être l'endiguement* [containment] *long, patient, mais ferme et vigilant des tendances expansionnistes russes »*. C'est la base de la « doctrine Truman » : empêcher toute nouvelle extension de la zone d'influence soviétique en aidant les pays qui pourraient basculer dans le communisme.

DESTINÉE MANIFESTE L'expression a été forgée au milieu du XIX[e] siècle par John Lee O'Sullivan : la *« destinée manifeste »* des États-Unis est de se *« répandre à travers tout le continent pour assurer le libre épanouissement de millions de personnes »*. Elle recouvre la conviction que les États-Unis ont vocation à répandre le progrès dans le monde.

DÉTENTE L'expression apparaît dans le vocabulaire des relations internationales en 1962 pour désigner le dialogue établi entre les dirigeants des États-Unis et de l'URSS sur la réduction des armements nucléaires et les moyens d'éviter que les conflits ne dégénèrent en guerre nucléaire. On l'a longtemps limitée aux années 1962-1979. En réalité des phases de détente de tension ont alterné sur toute la durée de la guerre froide.

DOCTRINE MONROE Selon la doctrine énoncée en 1823 par le président James Monroe, les États-Unis n'interfèrent pas dans les affaires européennes, mais s'opposent à toute intervention européenne sur le continent américain – c'est le principe de l'Amérique aux Américains.

DOLLAR Le dollar devient l'unité monétaire des États-Unis en 1775. Le système de Bretton Woods (1944) en fait une monnaie internationale. Le dollar cesse d'être accroché à l'or en 1971 (les taux des devises fluctuent désormais), sans que son rôle dans l'économie mondiale en soit amoindri.

EMPIRE Du latin *imperium* (« pouvoir souverain », « domination »). Contrairement à une idée reçue les États-Unis ont eu une vocation impériale explicitement affirmée à la fin du XIX[e] siècle et au début du XX[e] siècle. Mais, à la différence des puissances coloniales européennes à la même époque, l'empire américain est d'une nature informelle. L'historiographie récente caractérise les empires par l'existence d'une tension entre l'incorporation de plus en plus de populations, et la permanence d'une différenciation entre elles, certaines étant traitées comme des alliées, d'autres comme des clientes, d'autres des tributaires par exemple – ce qui correspond bien au cas américain au XX[e] siècle.

FORDISME Système de production mis au point par le constructeur automobile Henry Ford dans la première moitié du XX[e] siècle. Il se caractérise par la standardisation des modèles assemblés sur une chaîne avec l'aide de machines-outils. Il représente aussi un projet économique global fondé sur l'essor de la consommation de masse grâce à la baisse des prix et à la hausse des salaires.

GI De *Government Issue*. Se dit de tout ce qui est fourni aux recrues dans l'armée américaine et désigne, par extension, les soldats eux-mêmes.

GUERRE CONTRE LE TERRORISME *(War on terror)* Terme employé par l'administration de George W. Bush pour désigner l'ensemble des actions entreprises aux États-Unis et à l'étranger en réponse aux attentats du 11 septembre 2001. Il a servi à justifier les campagnes d'Afghanistan et d'Irak, les interventions ciblées en Afrique et en Asie, la transformation du camp militaire de Guantanamo à Cuba en centre de détention pour étrangers présumés terroristes, en marge du droit international, et le Patriot Act qui limite les libertés publiques et crée de nouveaux statuts légaux pour lutter contre le terrorisme.

GUERRE DES ÉTOILES L'Initiative de défense stratégique, lancée par le président Reagan en 1983, a été appelée aussi « guerre des étoiles ». Il s'agissait de doter l'Amérique d'armes capables d'intercepter les missiles nucléaires dans l'espace. Cette nouvelle course aux armements a entraîné l'URSS en pleine décomposition dans une ruineuse compétition.

GUERRE FROIDE État de tension, d'hostilité entre États, sans conflit armé. L'expression s'impose pour désigner la rivalité entre les deux « blocs », soviétique et états-uniens, de 1947 à 1989, interdits d'affrontement direct par l'équilibre de la terreur.

HÉGÉMONIE Idée de domination relative, reconnue et acceptée, telle la domination américaine en Europe de l'Ouest pendant la guerre froide.

HYPERPUISSANCE Le ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine a forgé l'expression en 1999 pour qualifier la domination mondiale des États-Unis dans tous les domaines après la chute du mur de Berlin.

IMPÉRIALISME L'impérialisme désigne au XIX[e] siècle la politique visant la domination culturelle, politique, économique et militaire exercée par les nations industrialisées (Europe, États-Unis, Japon) sur les autres États, notamment par la conquête coloniale. Le terme qualifie aussi l'idéologie qui préconise cette politique d'expansion, en lui donnant des justifications économiques, politiques, culturelles ou morales.

ISOLATIONNISME Formulée dès 1796 par George Washington, premier président américain, pour justifier la neutralité de son pays dans le conflit opposant la France révolutionnaire à l'Europe, cette doctrine de non-implication dans les affaires du monde en dehors du continent américain caractérise la politique étrangère des États-Unis jusqu'à la fin du XIX[e] siècle.

MAISON BLANCHE Résidence du président américain construite entre 1792 et 1800 sur un emplacement choisi par George Washington. En plein cœur de Washington, au 1600 Pennsylvania avenue, elle doit peut-être son nom à la pierre polie blanche qui contrastait avec la brique des édifices du voisinage ou à la peinture blanche utilisée pour sa reconstruction, après sa destruction partielle par des incendies en 1812.

BETTMANN/CORBIS

Soft power *Marilyn Monroe en 1959 : le plus beau visage du* soft power *hollywoodien reste une icône mondiale.*

NÉOCONSERVATEUR Détachés du Parti démocrate dans les années 1960, ces intellectuels inspirent la droite. Leur idée fixe : l'Amérique doit assurer l'ordre mondial ainsi que la défense de la liberté et de la démocratie, au besoin par la force.

OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) Organisation civile et militaire de l'Alliance atlantique mise en place en 1949 et rassemblant à l'origine, autour des États-Unis, le Canada et dix pays d'Europe occidentale.

PENTAGONE Édifice, ainsi nommé en raison de sa forme, achevé en 1943 à Arlington (Virginie), qui abrite, depuis 1949, le département de la Défense, équivalent de notre ministère de la Défense.

PHILANTHROPIE C'est l'une des caractéristiques de la société américaine depuis la fin du XIX[e] siècle. Les grandes fortunes, dans le but d'assurer le développement du capitalisme, mais aussi par souci religieux et par réformisme, ont distribué une partie de leur richesse dans des projets de santé, d'éducation, de développement de la culture.

PLAN MARSHALL Programme d'aide à la reconstruction des pays européens ruinés par la Seconde Guerre mondiale, proposé par le secrétaire d'État George Marshall en juin 1947 pour sauver un ordre international conforme aux intérêts des États-Unis dans un monde qui bascule dans la guerre froide. Mis en place quelques semaines plus tard, il représentera une aide de 19 milliards de dollars au total, soit 15 % du budget des États-Unis chaque année.

QUATORZE POINTS Le président Woodrow Wilson a défini le 8 janvier 1918 les buts de guerre américains et les conditions nécessaires pour maintenir la paix à l'issue du conflit : la suppression de la diplomatie secrète, la limitation des armements, le droit des peuples à la souveraineté, la création d'une Société des Nations pour protéger l'indépendance et l'intégrité de chaque pays. C'est ce qu'on appelle le « wilsonisme ».

RÉPUBLIQUE BANANIÈRE C'est en 1904, sous la plume de l'écrivain américain O. Henry, qui vit alors au Honduras, que l'expression apparaît pour dénoncer la mainmise de la compagnie United Fruit Company sur les pays d'Amérique centrale. Pendant plus de cinquante ans, United Fruit appuya de nombreux coups d'États dans les pays d'Amérique centrale afin d'assurer ses profits. Par extension, l'expression a été utilisée pour qualifier tout régime politique dictatorial ou corrompu ayant l'apparence d'une république constitutionnelle.

RIPOSTE GRADUÉE Doctrine stratégique élaborée au temps de l'administration démocrate par le secrétaire à la Défense Robert McNamara (discours d'Ann Arbor de 1962), consistant à adapter le plus exactement possible à la nature et à la puissance de la menace adverse le choix des moyens militaires, nucléaires ou non, à mettre en œuvre par paliers successifs. Cette doctrine, adoptée officiellement par l'OTAN en 1967, était toujours en vigueur, à quelques modifications près, avant les grands bouleversements de 1990-1991.

SOFT POWER Le *soft power* désigne l'ensemble des moyens non contraignants employés pour exercer l'influence – notamment culturels et idéologiques. Il s'oppose au *hard power*, qui désigne les instruments militaires, politiques et économiques de la puissance.

WORLD WIDE WEB L'ancêtre d'Internet, le projet Arpanet, est né de la guerre froide. En 1967, c'est l'armée qui met au point ce moyen de protéger les données sensibles en les dématérialisant. Ce sont les investissements du gouvernement américain qui ont financé l'infrastructure du world wide web, créé en 1990.

Un retour au multilatéralisme et à la coopération internationale qui rappelle le mandat de Jimmy Carter

LAN/CORBIS

Romney le Mormon

Lors des primaires républicaines de 2008, le candidat Mitt Romney apparaît atypique du fait de son appartenance à l'Église de Jésus-Christ des saints des Derniers jours. Comme tout individu appartenant à une minorité religieuse (tout comme le catholique Kennedy en 1960), Romney croit devoir s'expliquer : dans un discours à College Station (Texas) sur la « Foi en Amérique », il se définit comme respectueux de toutes les religions mais il dénonce deux adversaires irréductibles, l'islam radical et ceux qui voudraient faire de la laïcité « une nouvelle religion ».
Qui sont les Mormons ? En 1828, Joseph Smith, dont plusieurs parents et lui-même ont eu des visions, affirme avoir découvert sur des plaquettes d'or une version nouvelle de la Bible, le Livre de Mormon. Dans une sorte « d'américanisation de la Bible », on y voit des Juifs quitter la Palestine au VI^e^ siècle avant notre ère pour atteindre l'Amérique, où ils font souche ; on y découvre la visite de Jésus en Amérique après sa résurrection – et l'annonce qu'au moment de la parousie, Jésus apparaîtra à la fois à Jérusalem et dans le Missouri. Aujourd'hui encore, l'Utah rassemble une bonne partie des trois millions de Mormons américains (sur un total de 14 à 15 millions dans le monde). Au fil des décennies et des prophéties successives, les Mormons fixent doctrine et règles de vie très strictes. Ce qui n'empêche pas de spectaculaires réussites professionnelles, le multimillionnaire Romney en étant l'exemple. L'Église apparaît aussi comme une multinationale, qui envoie à travers le monde, chaque année, quelque 60 000 jeunes missionnaires : Romney séjourna ainsi en France de 1966 à 1968. L'Église mormone n'est qu'une des nombreuses minorités religieuses américaine mais elle suscite toujours le débat. Au XIX^e^ siècle, elle autorisait la polygamie, aujourd'hui elle maintient toujours la pratique du baptême posthume, au fil de reconstitutions généalogiques mais à l'insu des familles, touchant aussi bien Anne Franck que Hitler ou la mère d'Obama.

DENIS LACORNE, directeur de recherche au CERI-Sciences Po, auteur de *De La Religion en Amérique* (Gallimard, « Folio Essais », éd. revue et augmentée, à paraître en septembre 2012).

>>> *de côté la responsabilité de leader des États-Unis et plus profondément notre responsabilité vis-à-vis d'autres êtres humains serait une trahison de ce que nous sommes. Certaines nations peuvent être indifférentes aux atrocités qui se passent dans d'autres pays. Les États-Unis d'Amérique sont différents. »*

Mais sans l'implication militaire directe des Européens, il est probable que les États-Unis ne seraient de toute manière pas intervenus en Libye, de telle sorte que la déclaration de principe d'Obama serait restée lettre morte.

UN RÉFORMATEUR PRUDENT

Obama n'est pas un idéologue, pas plus en politique étrangère qu'en politique intérieure : il mène une politique prudente, réaliste, soigneusement soupesée, débarrassée des aspects caricaturaux du néoconservatisme, permettant de restaurer l'image des États-Unis dans le monde, à laquelle il est très attentif par calcul politique et par sensibilité multiculturelle. Il fait partie des élites américaines éclairées qui savent que le déploiement ostentatoire de la puissance militaire et le mépris des autres pays sont contraires aux intérêts des États-Unis.

Mais Obama n'est pas le « fossoyeur de l'empire » : il maintient un niveau de dépenses militaires élevé, et n'hésite pas à utiliser des méthodes juridiquement contestables, comme dans le cas de l'utilisation systématique de drones pour éliminer des terroristes notoires, où qu'ils soient. En dépit de ses promesses, le camp de Guantanamo n'est pas fermé, même si la situation juridique des prisonniers s'est améliorée. Les républicains sont dans la quasi-impossibilité de présenter Obama comme un idéaliste mou, incapable de défendre les intérêts de son pays, d'autant qu'il a éliminé Ben Laden au moyen d'une opération militaire secrète qu'il supervisa étroitement.

Une comparaison entre la politique étrangère d'Obama et celle de Jimmy Carter s'avère éclairante[3] : après la guerre du Vietnam comme après celle d'Irak, les États-Unis étaient en mauvaise posture sur la scène mondiale, ce qui nécessita de revenir au multilatéralisme et à une politique plus soucieuse des droits humains (Carter durcit le ton face au régime d'apartheid sud-africain) et plus conciliante à l'égard de petits pays habituellement maltraités (le traité du canal de Panama, en 1977, rétrocéda au Panama la souveraineté sur le canal). Pour autant, Carter entama une modernisation militaire qui devait culminer sous Reagan, et il autorisa un grand nombre d'opérations militaires clandestines en Amérique centrale et en Afrique.

Sans transformer en profondeur la politique étrangère américaine, Carter en supprima certains des aspects les moins reluisants. Il en va un peu de même pour Obama, qui n'a pas négocié le grand tournant stratégique de la sortie de l'empire, mais qui le réforme d'une manière prudente, ce qui n'est quand même pas rien.

Obama estime avoir besoin d'un nouveau mandat pour liquider le pesant héritage de son prédécesseur en achevant le retrait militaire d'Afghanistan dans des conditions convenables – ce qui suppose de transférer la charge de la stabilisation de la région vers les voisins pakistanais et indiens, un rude défi en perspective. En parallèle, il se tourne vers l'avenir, en développant les coopérations multilatérales avec les pays émergents d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, et en réorganisant les relations extérieures de son pays autour du Pacifique et de l'Atlantique Sud.

Si Obama, dans l'éventualité de sa réélection, atteint ces objectifs, et si les nouvelles puissances régionales confirment leur croissance économique et affirment leur leadership politique, alors la fin de la séquence impériale des États-Unis, ouverte il y a un peu plus d'un siècle aux Philippines, deviendrait une éventualité raisonnable au cours du XXI^e^ siècle. ■

À lire, voir et écouter

Cinéma

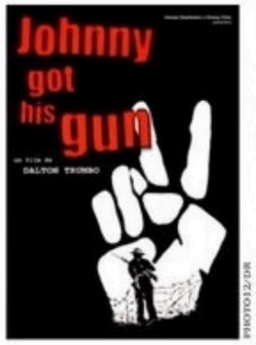


PHOTO12/DR

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE

1971 alors que la guerre du Vietnam bat son plein, Dalton Trumbo signe un brûlot pacifiste contre la folie meurtrière en Europe pendant la Première Guerre mondiale.

BIENVENUE M. MARSHALL

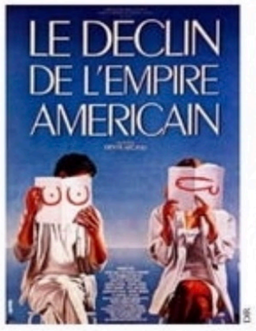
Ce film espagnol de Luis Garcia Berlanga, sorti en 1953, relate l'impact sur un village castillan d'une rumeur selon laquelle une délégation d'Américains arrive pour distribuer de l'aide.

DR FOLAMOUR

En 1964, Stanley Kubrick livre une réflexion drôle et délirante autour de l'âge nucléaire.

RAMBO. FIRST BLOOD

Au-delà de la grandiloquence de ses scènes d'action jouées par Sylvester Stallone, le film de Ted Kotcheff (1982) rend compte avec justesse du désespoir des anciens combattants dans l'Amérique en crise des années 1970.



DR

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN

Un film décapant du québécois Denys Arcan, sorti en 1987. Une réflexion sur l'individualisme, sur un monde qui court à sa perte. On y parle de Fernand Braudel…

PLATOON

Parmi les centaines de films sur la guerre du Vietnam, le chef-d'œuvre d'Oliver Stone de 1986 se singularise à la fois par sa qualité cinématographique, son écriture serrée et son regard sans concession sur la brutalité inouïe de ce conflit qui a coûté la vie à des millions de Vietnamiens et fracturé la société américaine.

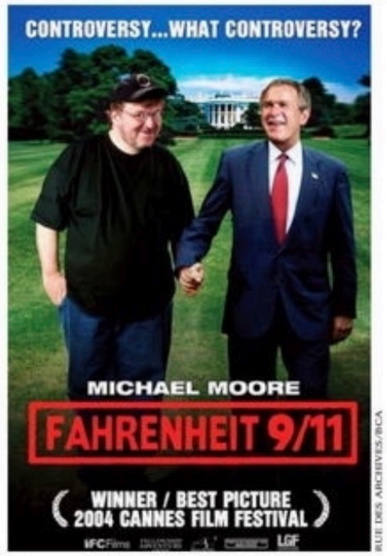
IL FAUT SAUVER LE SOLDAT RYAN

La reconstitution du débarquement en Normandie de Steven Spielberg (1998) est, de l'aveu même des soldats qui y ont participé, d'un réalisme saisissant.

LETTRES D'IWO JIMA

En 2007, Clint Eastwood raconte la Seconde Guerre mondiale et l'intervention américaine dans le Pacifique vue du côté… japonais.

Documentaires



RUE DES ARCHIVES/BCA

De Wilson à l'Afghanistan

Une sélection parmi les nombreux documentaires consacrés aux États-Unis et à leur puissance : ***American Experience. Woodrow Wilson*** de Carl Byker et Mitch Wilson sur la vie politique et personnelle du 28e président des États-Unis. Ce documentaire en deux parties, produit en 2001 par PBS Television Series, est à voir sur pbs.org/wgbh/amex/wilson.
Farenheit 9/11 de Michael Moore (palme d'or à Cannes en 2004) dénonce les réels motifs de l'invasion de l'Irak en 2003.
A voir aussi ***Combat Diary. The Marines of Lima Company*** de Michael Epstein (2006) retrace une année en Irak filmée par les hommes de la compagnie de Marines qui a perdu le plus d'hommes dans les combats. Quant au film suédois de Jesper Huor et Bosse Lindquist, ***Wikirebels*** (2010), il revient sur la décision de Julian Assange de dénoncer les injustices étouffées par les pouvoirs politiques ou économiques. Sur le même thème, voir aussi : ***Wikileaks : enquête sur un contre-pouvoir*** de Luc Hermann et Paul Moreira (2010). ***Hell and Back again*** (2011) de Danfung Dennis expose les difficultés du retour d'un vétéran américain blessé en Afghanistan.

Musique

PHOTO12/PICTURE ALLIANCE

BOB DYLAN

Sa chanson *Masters of War* (1963) est un réquisitoire contre les marchands d'arme aux États-Unis.

CONTRE LE VIETNAM

I Feel Like I'm Fixin' to Die (1967) de Country Joe McDonald: un hymne pour une génération d'étudiants en révolte contre la guerre. A réécouter avec les chansons de Joan Baez.

HENDRIX FOR EVER

L'extraordinaire *Star Spangled Banner* de Jimmy Hendrix mêle les explosions des bombes et la mélodie nationale dans une dissonance extrême qui capture l'éclatement des États-Unis dans les années 1970.

THE CLASH

Leur triple album *Sandinista* (1980) règle ses comptes à la présence des États-Unis en Amérique centrale et en Amérique latine.

LENINGRAD

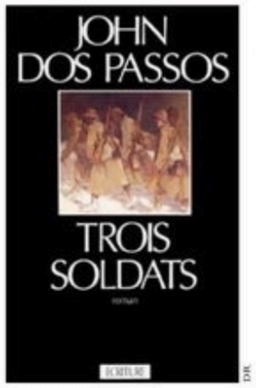
En 1989, Billy Joel raconte le destin croisé de deux enfants de la guerre froide : l'un est américain, l'autre soviétique.

NORA YORK

Musicienne et vocaliste, elle mêle une maîtrise des différents genres (jazz, blues, classique, baroque…) et un regard acéré, ironique et tragique sur l'Amérique d'aujourd'hui. Dans *Power Play*, elle met en musique les États-Unis d'après le 11 septembre 2001.

ET AUSSI Trois grands films sur le Vietnam, *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino (1978), *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola (1979) et *Full Metal Jacket* de Stanley Kubrick (1987) ; *Ghosts of Abu Ghraib* de Rory Kennedy (2007), un documentaire sur le scandale de la torture en Irak ; *The Hurt Locker* de Kathryn Bigelow (2009), une fiction sur la vie des démineurs en Irak ; *The Messenger* de Oren Moverman (2009) ou comment annoncer la mort d'un soldat dans l'Amérique en guerre.

Littérature



DR

DOS PASSOS

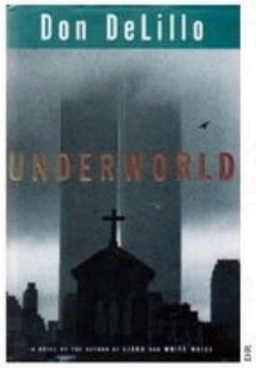
Paru en 1921, un livre-témoignage sur la vie quotidienne et désordonnée des soldats américains en Europe.
J. Dos Passos, *Trois soldats*, L'Archipel, 1993.

ERNEST HEMINGWAY

L'Adieu aux armes, publié en 1929, est partiellement autobiographique. D'un style sobre, froid, il dépeint la Première Guerre mondiale comme affreuse et insensée. En 1940, le romancier écrit *Pour qui sonne le glas* sur la guerre d'Espagne. Un grand livre sur l'idéalisme, l'engagement, la lutte contre le fascisme. Un des romans préférés d'Obama.
E. Hemingway, *L'Adieu aux armes*, Gallimard, 1972 ; *Pour qui sonne le glas*, Gallimard, 1973.

MCCARTHY

McCarthy, dont le chef-d'œuvre, *Blood Meridian* (1985), traite de la collision entre Amérindiens et Anglo-saxons sur la frontière du sud des États-Unis au milieu du XIXe, dresse ici un tableau postapocalyptique du voyage d'un père et d'un fils dans une Amérique après la destruction (nucléaire). *La Route* questionne en creux la puissance et le matérialisme. Une écriture serrée et hypnotique.
C. McCarthy, *La Route*, Points, 2009.



DR

DELILLO

Mafias, pollution radioactive, héros du baseball, J. Edgar Hoover et le FBI, histoire politique contemporaine : c'est toute l'histoire souterraine et visible de l'Amérique du XXe siècle qui est ici explorée par un des auteurs postmodernes les plus marquants.
D. DeLillo, *Outremonde*, Actes Sud, 1999.

MAILER

L'ouvrage de Norman Mailer, publié en 1967, ne traite pas directement du Vietnam (le mot n'apparaît qu'à la dernière page), mais de l'aventure d'un jeune Texan et de son père qui vont chasser en Alaska. Le roman est une plongée dans la mentalité de l'Amérique profonde.
N. Mailer, *Pourquoi nous sommes au Vietnam ?*, Grasset, 2008.

CENT ANS DE SOLITUDE

Dans son épopée colombienne, le prix Nobel de littérature Gabriel Garcia Marquez dénonce la domination économique nord-américaine sur le sud du continent.
G. Garcia Marquez, *Cent ans de solitude (1re éd. 1968), Seuil, 1995.*

Musées

SMITHSONIAN INSTITUTION/AFA/CORBIS

Visite à Washington

Le musée d'Histoire américaine de Washington est incontournable. La présentation de la collection sur les Américains en guerre (« Price of Freedom. American at Wars ») affirme : *« Les Américains sont entrés en guerre pour leur indépendance, pour étendre leurs frontières nationales, définir leurs libertés et défendre leurs intérêts dans le monde entier. Cette exposition examine la manière dont les guerres ont façonné l'histoire de la nation, et transformé la société américaine. »* Une définition de l'impérialisme à l'américaine ? A voir aussi le Vietnam Veterans Memorial. Ce mémorial, dédié aux soldats américains morts pendant la guerre du Vietnam, a été construit à Washington. Le mur de marbre noir dessiné par l'architecte paysagiste américaine Maya Lin, achevé en 1982, long de 150 m, sur lequel sont gravés les noms des 58 156 Américains tués ou portés disparus au Vietnam, dans l'ordre chronologique de leur disparition, entre 1959 et 1975, suscita la controverse. Il fut complété par un monument plus « héroïque », la statue en bronze (achevée en 1984) qui représente en taille réelle un soldat noir, un blanc et un hispanique.
americanhistory.si.edu
thewall-usa.com

Et aussi…

SÉRIES

The West Wing (A la Maison-Blanche) Une extraordinaire reconstitution de la vie quotidienne à l'intérieur de la Maison-Blanche. Admirablement joué et mis en scène. Brillamment documenté (7 saisons et 22 épisodes, 1999-2010).

The Wire (Sur écoute) Sans doute la plus sophistiquée et la plus accomplie des séries télé américaines, une plongée sociologique fascinante et dérangeante dans l'univers urbain de Baltimore qui met en lumière la face sombre de la société américaine contemporaine.

BD

Adaptation de la très anti-impérialiste *Histoire populaire des États-Unis* en BD d'Howard Zinn. Tout y est : la violence impériale (Cuba, les Philippines, le Vietnam), les luttes des Amérindiens, les révoltes d'esclaves, les combats des syndicalistes, ceux des femmes, le mouvement des Noirs pour les droits civiques, etc. H. Zinn, M. Konopacki, P. Buhle, *Une histoire populaire de l'Empire américain*, Vertige Graphic, 2009.

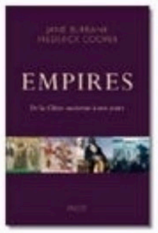
AUTOCRITIQUES

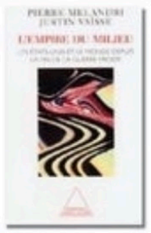
Brookings.edu est le site d'un organisme représentatif des élites modérées américaines. Une grande partie de ses chercheurs a travaillé pour le Conseil de sécurité nationale ou la Maison-Blanche.

SUR LE WEB > **americanhistory.si.edu/militaryhistory** sur l'histoire militaire américaine (le site comprend une frise chronologique interactive, des images, des vidéos, des dossiers thématiques et montre bien la vision que les Américains ont d'eux-mêmes) > **marshallfilms.org/mpfdetail.asp** sur la filmographie du plan Marshall > **Les sites** du Pentagone (pentagon.osd.mil), des archives de la sécurité intérieure (gwu.edu/~nsarchiv), wikileaks.org et « Secrecy News » (fas.org/sgp/news/secrecy).

À lire

Bibliographie





GÉNÉRAL

J. Burbank, F. Cooper, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Payot, 2011.
P. Golub, *Une autre histoire de la puisssance américaine*, Seuil, 2011.
D. Lacorne (dir.), *Les États-Unis*, Fayard-Ceri, 2006.
Y.-H. Nouailhat, *Les États-Unis et le monde au XXe siècle*, Armand Colin, 2000.
O. Zunz, *Le Siècle américain. Essai sur l'essor d'une grande puissance*, Fayard, 2000.

NAISSANCE D'UN EMPIRE

A. Iriye (dir.), *A World Connecting: 1870-1945*, The Belknap Press, 2012.
P. T. McCartney, *Power and Progress: American National Identity, the War of 1898, and the Rise of American Imperialism*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2006.
D. J. Sibley, *A War of Frontier and Empire: The Philippine-American War, 1899-1902*, New York, Hill & Wang, 2007.

WILSON ET ROOSEVELT

A. Kaspi, *Le Temps des Américains : le concours américain à la France, 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976 ; *Franklin D. Roosevelt*, Perrin, « Tempus », rééd. 2012 ; avec H. Harter, *Les Présidents américains*, Tallandier, 2012.
L. V. Smith, « Les États-Unis et l'échec d'une seconde mobilisation », S. Audoin-Rouzeau, C. Prochasson (dir.), *Sortir de la guerre de 14-18*, Tallandier, 2008, pp. 69-91.

UNITED FRUIT

M. Bucheli, *Bananas and Business: The United Fruit Company in Colombia, 1899-2000*, New York University Press, 2005.
D. Koeppel, *Banana. The Fate of the Fruit that Changed the World*, New York, Plume Book, 2008.
T. McCann, *An American Company: the Tragedy of United Fruit*, New York, Crown, 1976.

LE SOFT POWER

P. Biskind, *Le Nouvel Hollywood*, Le Cherche-Midi, 2002.
C.-M. Bosséno, *Hollywood, l'usine à rêves*, Gallimard, « Découvertes », 1992.
M. Ciment, avec L. Malson, *Histoire du jazz et de la musique afro-américaine*, Seuil, 2005 ; *Les Conquérants d'un nouveau monde. Essais sur le cinéma américain*, Gallimard, 1981.
F. Martel, *Mainstream. Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde*, Flammarion, 2009.
C. Pirenne, *Une histoire musicale du rock*, Fayard, 2011.
J. Portes, *De la scène à l'écran. Naissance de la culture de masse aux États-Unis*, Belin, 1997.
O. Zunz, *La Philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État*, Fayard, septembre 2012.

L'ARMÉE DES ÉTATS-UNIS

J. Dower, *War without Mercy. Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1986.
J. Keene, *Doughboys, the Great War and the Remaking of America*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2001.
P. S. Kindsvatter, *American Soldiers. Ground Combat in the World Wars, Korea and Vietnam*, University Press of Kansas, 2003.
R. Maddow, *Drift. The Unmooring of American Military Power*, New York, Crown Publishers, 2012.
M. L. Roberts, *Foreign Affairs: Sex, Power and American G.I.s in France, 1944-1946*, à paraître aux Presses de l'université de Chicago, printemps 2013.
K. D. Rose, *Myth and the Greatest Generation. A Social History of Americans in World War II*, New York, Routledge, 2008.

LA GUERRE FROIDE

G. S. Barrass, *The Great Cold War: A Journey through the Hall of Mirrors*, Stanford University Press, 2009.
P. Grosser, *Les Temps de la guerre froide*, Complexe, 1999.
M. Leffler, *For the Soul of Mankind: The United States, the Soviet Union, and the Cold War*, Farrar, Strauss & Giroux Inc, 2009.
A. Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, Cambridge University Press, 2005.

FRANCE-AMÉRIQUE

R. Kuisel, *Le Miroir américain*, Jean-Claude Lattès, 1996.
P. Roger, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2002.

LE TROISIÈME ÂGE DE L'EMPIRE

A. Bacevich, *The New American Militarism: How Americans Are Seduced by War*, New York, Oxford University Press, 2005.
N. Bacharan, avec D. Simonet, *11 Septembre, le jour du chaos*, Perrin, 2011.
P. Hassner, J. Vaïsse, *Washington et le monde. Dilemnes d'une superpuissance*, Autrement, 2003.
R. Khalidi, *Resurrecting Empire, Western Footprints, and America's Path in the Middle East*, Beacon Press, Boston, 2004.
P. Melandri, J. Vaïsse, *L'Empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Odile Jacob, 2001.
F. Zakaria, H. Védrine, *Le Monde postaméricain*, Perrin, 2011.

LE DOLLAR

B. Eichengreen, *Un privilège exorbitant. Le déclin du dollar et l'avenir du Système monétaire international*, Odile Jacob, 2011.

OBAMA

S. Carter, *The Violence of Peace. America's Wars in the Age of Obama*, New York, Beast Books, 2011.
M. Indyk, K. Lieberthal, M. O'Hanlon, *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy*, Washington, Brookings Institution Press, 2012.
R. Kagan, *The World America Made*, New York, Knopf, 2012.
J. Portes, *Obama à l'épreuve du pouvoir*, Payot, septembre 2012.
O. Richomme, V. Michelot (dir.), *Le Bilan d'Obama*, Les Presses de Sciences Po, 2012.
B. Woodward, *Les Guerres d'Obama*, Folio Actuel, 2011.

Plus de titres sur
www.histoire.presse.fr

La rédaction de L'Histoire est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes. La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L. 122-4 du Code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19). L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec L'Histoire, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.
Commission paritaire n° 0413 K 83242. ISSN 0182-2411.
L'Histoire est publiée par Sophia Publications.
Président-directeur général et directeur de la publication : Philippe Clerget.
Dépôt légal juillet 2012. © 2012 Sophia Publications.
Imprimerie G. Canale & C., Via Liguria 24, 10071 Borgaro (TO), Italie.
Imprimé en Italie. Printed in Italy.